



RAPPORT ANNUEL 2008



Sommaire



Principaux indicateurs consolidés du Groupe DELACHAUX	3
Organigramme des Sociétés du Groupe	4
Le Groupe en 2008 : son organisation et ses métiers	5
Historique	8
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 5 juin 2009	9
- Résultats financiers des cinq derniers exercices	24
- Délégations de compétences et de pouvoir au conseil d'administration et état de leur utilisation durant l'exercice 2008	25
- Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31 décembre 2008	26
Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	27
Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	33
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	34
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	35
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	37
Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 5 juin 2009	38
Comptes consolidés du Groupe DELACHAUX 2008	41
- Compte de Résultat	42
- Bilan	43
- Trésorerie	44
- Etat des produits et charges comptabilisés sur la période	45
- Capitaux propres	45
- Annexe aux comptes	46
Comptes de la société mère DELACHAUX SA 2008	84
- Bilan	84
- Compte de résultat	86
- Tableau des flux de trésorerie	87
- Annexe aux comptes	88
Attestation du responsable du rapport financier annuel	97

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL

MONSIEUR FRANÇOIS DELACHAUX

ADMINISTRATEURS

MONSIEUR PATRICK BOMMART

MADAME MARIE DELACHAUX

MONSIEUR STÉPHANE DELACHAUX

MONSIEUR MICHEL SARAZIN

MONSIEUR EMMANUEL THILLAYE DU BOULLAY

DIRECTION GENERALE

MONSIEUR JEAN-PIERRE COLLIAUT - DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMISSAIRES AUX COMPTES

CABINET KPMG

CABINET MAZARS

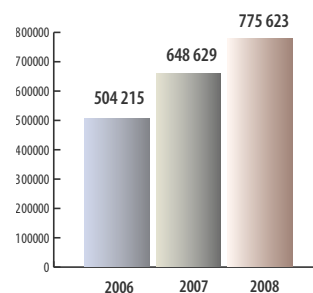
RESPONSABLES DE L'INFORMATION

MONSIEUR FRANÇOIS DELACHAUX - PRÉSIDENT DU CONSEIL

MONSIEUR JEAN-PIERRE COLLIAUT - DIRECTEUR GÉNÉRAL

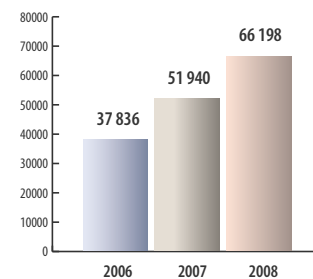
REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

au 31 décembre 2008	CAPITAL	DROITS DE VOTE
SOGREPAR <i>(Holding familial DELACHAUX)</i>	57,69 %	71,53 %
Autres Nominatifs	0,68 %	0,60 %
Public	41,63 %	27,87 %



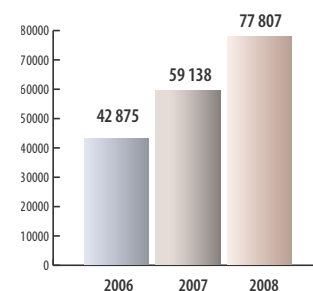
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.

en milliers d'euros



BENEFICE NET

en milliers d'euros



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT des activités poursuivies

en milliers d'euros

PRINCIPAUX INDICATEURS CONSOLIDES DU GROUPE DELACHAUX

En milliers d'euros*

	31/12/08	Par rapport au réel 2007 **		Par rapport au réel 2006	
		31/12/07	Variation	31/12/06	Variation
Chiffre d'affaires	775 623	648 629	19,6%	504 215	28,6%
- Ventes France	96 003	82 993	15,6%	73 560	12,8%
- Ventes étranger	679 620	565 636	20,2%	430 655	31,3%
% Ventes étranger	87,6%	87,2%		85,0%	2,6%
Résultat opérationnel courant (ROC)	101 307	81 109	24,9%	60 165	34,8%
% du CA	13,1%	12,5%		11,9%	5,0%
EBITDA (1)	111 185	88 612	25,5%	67 216	31,8%
Résultat net des activités poursuivies	66 836	53 655	24,6%	42 192	27,2%
Résultat net des activités abandonnées	-638	-1 715	-62,8%	-4 356	-60,6%
Bénéfice net	66 198	51 940	27,5%	37 836	37,3%
Bénéfice net part du groupe	65 532	51 586	27,0%	36 955	39,6%
Part revenant aux minoritaires	666	354	88,1%	881	-59,8%
Capitaux propres consolidés	377 196	351 450	7,3%	231 318	51,9%
Part du groupe	373 925	348 494	7,3%	228 374	52,6%
Intérêts minoritaires	3 271	2 956	10,7%	2 944	0,4%
Résultat net par action part du groupe	5,05	4,08	24,2%	3,43	19,0%
Marge Brute d'Autofinancement	77 209	58 222	32,6%	39 464	47,5%
Marge Brute d'Autofinancement des activités poursuivies	77 807	59 138	31,6%	42 875	37,9%
dont amortissements	8 662	8 516	1,7%	7 582	12,3%
Investissements financiers	17 535	110 270			
Investissements industriels	11 353	8 908	27,5%	7 951	12,0%
Dividendes (2)	11 028	9 731	13,3%	7 754	25,5%
Effectif moyen	2 794	2 650	5,4%	2 048	29,4%
Effectif société mère	224	247	-9,3%	253	-2,4%
Effectif filiales	2 570	2 403	7,0%	1 795	33,9%

* données consolidées en milliers d'euros à l'exception du résultat net par action, des effectifs et des pourcentages

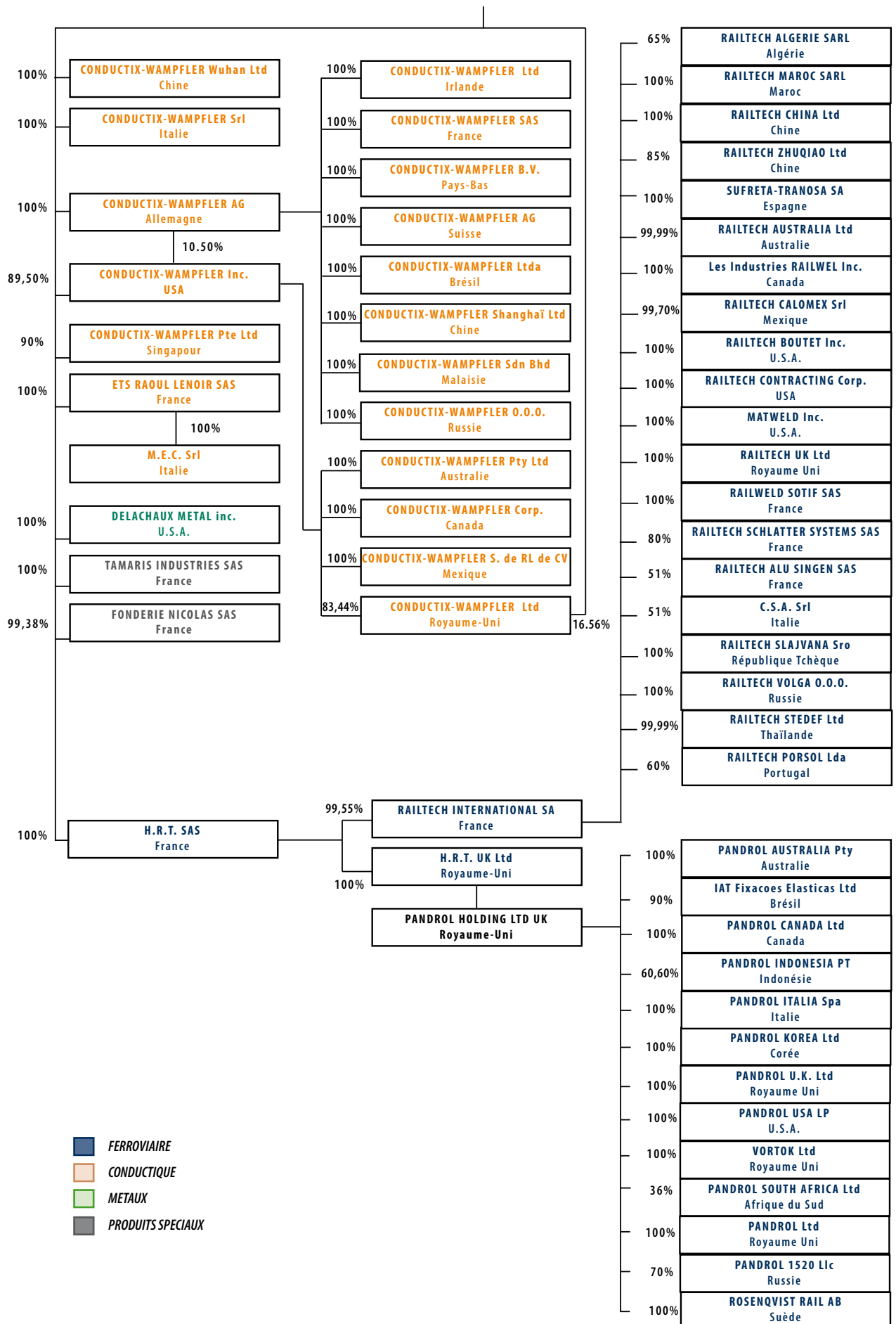
** chiffre d'affaires, résultat, Ebitda et investissements 2007 retraités du reclassement en activité abandonnée de l'activité Injection cédée en septembre 2008

(1) EBITDA = résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et des dotations/reprises sur provision hors actif circulant

(2) Dividendes : sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 5 juin 2009

ORGANIGRAMME DES SOCIETES DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2008

DELACHAUX S.A. FRANCE



LE GROUPE EN 2008

SON ORGANISATION ET SES MÉTIERS

ORGANISATION DU GROUPE

Le Groupe est organisé à fin 2008 en plusieurs branches d'activité représentant respectivement 56 % du chiffre d'affaires du groupe pour la branche Ferroviaire, 31 % pour la branche Conductique, 10% pour la branche Métaux, et 3 % pour l'activité Aciers Spéciaux (l'activité Injection a été cédée au 30/09/08).

MÉTIER S ET CLIENTS

FERROVIAIRE

	2008	2007	2006
CA (en M€)	433	351	334
Effectif	1334	1238	1194

(Produits commercialisés sous les marques RAILTECH INTERNATIONAL et PANDROL)



La branche ferroviaire a pour vocation la fourniture de Systèmes et Composants dédiés à la voie. Ses principaux axes de recherche et de développement portent sur l'amélioration de la mise en œuvre des produits et l'augmentation de leurs performances en voie.

L'expertise globale de la Branche Ferroviaire du Groupe est reconnue par tous les grands réseaux de transport dans le monde pour lesquels elle assure un service et une assistance quotidienne.

Leaders mondiaux sur leurs créneaux de marchés, les groupes **RAILTECH INTERNATIONAL** et **PANDROL** déclinent 4 activités principales :

LA SOUDURE DE RAILS

Regroupe les techniques de soudure de rail par procédé électrique ou aluminothermique, qui représentent une solution économique et de haute productivité, pour tous types de trains : léger, lourd ou à grande vitesse.

LES SYSTÈMES D'ATTACHES ÉLASTIQUES

Regroupe les ensembles de fixation ou attaches élastiques, et systèmes pré-montés de type fastclips. Ces produits sont conçus pour résoudre les difficultés de pose de voie (ballastées ou non) et en service sur les lignes grande vitesse, voies Métro ou tramway, corridors de fret, voies minières.

Pandrol propose d'autre part une ingénierie en Systèmes d'attaches complexes de type Vanguard destinée aux Voies Urbaines, en tunnel principalement, dont la conception et l'adaptabilité est unique, ainsi que des produits spéciaux « Vortok » issus de programmes de recherche entrepris avec nos clients, et destinés à l'amélioration de performances spécifiques de certaines voies ferroviaires et urbaines.

LES MATÉRIELS DE VOIE

Les matériels d'entretien de la voie sont liés aux travaux de pose et de soudure adaptés aux conditions de chantiers et moyens d'accès. Ces équipements fabriqués par les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL, MATWELD et ROSENQVIST s'adressent aux sociétés de construction de Voies et de maintenance de Réseaux.

LES SYSTÈMES D'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Destinés aux transports urbains, ils comprennent les systèmes 3ème rail, les systèmes de caténaire rigide pour ligne ferroviaire, métro et atelier de maintenance, les matériels embarqués sur trolley bus, et les systèmes de ligne aérienne pour tramway.

CONDUCTIQUE

	2008	2007	2006	2006
			avec Wampfler	
CA (en M€)	241	219	195	95
Effectif	1212	1135	1059	582



Le Groupe DELACHAUX est le spécialiste mondial des équipements conductiques associant le «transfert d'énergie» et «la transmission de données».

Ses capacités d'innovation lui permettent aujourd'hui de réaliser 85 % de son activité à l'international (Europe, Amérique du Nord et Asie) au travers de plus de 20 filiales.

Au travers de ses deux principales divisions parfaitement ciblées sur leurs marchés respectifs, la branche Conductique relève quotidiennement les défis techniques lui garantissant un leadership mondial incontesté.

LA DIVISION «ENERGIE»

(CA 2008 = 223 M€ ; effectif = 1334)

(Produits commercialisés sous la marque CONDUCTIX-WAMPFLER)

La division Energie conçoit et fabrique des produits dédiés à la transmission de puissance électrique et de données à des engins mobiles. Parmi leurs principaux produits, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER se positionnent en leader sur des marchés tels que :

LES ENROULEURS À MOTEUR

Les Enrouleurs à moteur s'appuient sur 3 avancées technologiques brevetées : le coupleur magnétique, le montage modulaire et la traction constante des câbles par régulation électronique. Les enrouleurs à moteur assurent l'alimentation électrique de portiques à containers, de tunneliers, d'engins de mines, d'engins de port et de tous autres engins de manutention dans les industries nucléaires et pétrolières.

LES ENROULEURS À RESSORTS

Les enrouleurs à ressorts sont adaptés à chaque besoin industriel : enrouleurs de tuyaux ou de câbles électriques. Ils équipent aussi bien des engins mobiles (nacelles élévatrices, grues) que des équipements de production en usine.

LES SYSTÈMES D'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

La Division Conductique industrialise des systèmes d'alimentation électrique, tels que les collecteurs de puissance ou données et les «Barres conductrices ou guirlandes» électriques pour grue, portiques, palans ou ponts roulants. Étudiés pour simplifier le montage et l'entretien, ces produits garantissent une très grande fiabilité d'emploi. Ils ont été conçus pour répondre aux normes de sécurité et aux législations les plus sévères. Ici aussi, l'expérience internationale est le fondement de la renommée de ces produits.

LES SYSTÈMES DE TRANSFERT D'ÉNERGIE

Les systèmes de transfert d'énergie dans les unités industrielles sont une nouvelle activité très dynamique et de haute technologie, associant le transfert d'énergie sans contact et l'alimentation de plateformes mobiles de production. Ils sont complétés par des ensembles de type station de travail ergonomiques équipés de barres conductrices, guirlandes électriques ou enrouleurs à ressorts.

Les données sont transférées en utilisant les équipements de transmission de puissance électrique combinés avec des solutions en câbles mixtes (fibres optiques) ou des solutions sans contact de type induction.

Par rapport aux clients utilisateurs, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER travaillent essentiellement pour trois types de marchés qui sont ;

- les infrastructures de levage et manutention industrielle (grues de quai, ponts roulants, manutention de produits en vrac, extraction minière) ;
- les équipements productifs industriels (machines-outils, machines d'emballages, de robotique, d'injection plastique, de forage off shore, éoliennes, ergonomie et automation d'ateliers de production) ;
- la mobilité des personnes (métros et tramways avec rails conducteurs ou sans contact, aéroports pour les people movers et passerelles passagers, parcs de loisirs).

LA DIVISION «MAGNÉTISME»*(CA 2008 = 16 M€ ; effectif = 70)**(Sociétés LENOIR et MEC)*

La division Magnétisme est positionnée sur deux segments de marché à fort potentiel de développement :

- Le secteur de l'environnement pour lequel le département Magnétisme conçoit et produit des équipements de recyclage de métaux ferreux et non

ferreux, alliant les technologies du magnétisme à celle de la détection électronique, courant de Foucault ou tri optique ;

- Le secteur du levage magnétique pour les activités de production ou de distribution de produits issus de la sidérurgie. Il s'agit d'équipements de levage par la technologie des électroaimants, dont la production et la conception reflètent une longue expérience à travers le monde.

MÉTAUX

	2008	2007	2006
CA (en M€)	81	59	51
Effectif	54	53	52

(Produits commercialisés sous la marque DELACHAUX)

Activité stratégique du Groupe DELACHAUX depuis plusieurs décennies, la branche Métaux est devenue leader mondial dans le domaine de la production de Chrome métal destiné à l'élaboration sous vide de superalliages base Nickel ou Cobalt.

Ses clients sont spécialisés dans le domaine Aéronautique, la production d'Énergie et l'Électronique. La division METAUX exporte plus de 90% de ses productions.

Différentes qualités de chrome sont commercialisées : chrome métal de pureté 99,4 % à 99,9 %, chrome aluminothermique standard ou dégazé sous vide. Des types spéciaux (bas S, Cr Nitruré, Cr Carboné ...) sont également réalisés. Le chrome est commercialisé sous forme de morceaux de briquettes ou poudres selon les qualités et demandes des clients.



ACIERS SPÉCIAUX

	2008	2007	2006
CA (en M€)	25	23	16
Effectif	164	161	155

(Sociétés TAMARIS INDUSTRIES et FONDERIES NICOLAS)

Le Groupe DELACHAUX est devenu l'un des leaders européens dans le domaine des pièces de fonderie « techniques et de services » destinés à l'Automobile, l'Hydraulique, le « Levage et Manutention » et la construction navale. Il est le numéro un pour la fabrication des galets en acier moulé grâce à son alliage « INFATIGABLE » et produit notamment :

- des pièces de 0,1 kg à 5 kg pour petites et moyennes séries en fonte graphite sphéroïdale ;
- des pièces de 100 kg à 100 tonnes en acier moulé à destination des outillages de fonderie sous pression pour l'automobile, des galets de pont roulant, des turbines hydrauliques, des arbres d'hélice et des bâtis de presse.



HISTORIQUE

1902

Création par Clarence DELACHAUX d'une société fournissant du matériel de lignes aériennes d'alimentation électrique pour les tramways, suivi du développement du procédé de soudure aluminothermique, puis de la fabrication de métaux purs et de ferro-alliages.

1917

Construction d'une usine de production à Gennevilliers pour faire face au développement de ces différentes activités ainsi que les aciers spéciaux.

1963

Organisation du groupe en branches : ferroviaire, conductique et produits spéciaux

1985

Introduction en bourse au second marché de DELACHAUX SA.

BRANCHE FERROVIAIRE

1988

Acquisition de la société française L'ALUMINOTHERMIQUE (devenue RAILTECH INTERNATIONAL)

1994

Acquisition de la société américaine MATWELD

1999

Acquisition de la société française STEDEF

2003

Acquisition majeure du groupe britannique PANDROL

2007

DELACHAUX S.A. prend part au nouveau record mondial de vitesse (574,8 km/h) à travers les systèmes de fixation PANDROL et les soudures aluminothermiques RAILTECH INTERNATIONAL

2008

Acquisition de la société suédoise ROSENQVIST, fabricant d'équipements pour l'installation mécanisée de fixations élastiques.

BRANCHE CONDUCTIQUE (énergie, magnétisme, câblerie)

1975

Acquisition de la société américaine INSUL-8 (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER USA)

1987

Acquisition de la société française CEFILAC

1993

Acquisition de la société italienne MEC (magnétisme)

1995

Acquisition de la société italienne COMES (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER Italie)

2000

Acquisition de la société française ETS RAOUL LENOIR

2007

Acquisition majeure du groupe allemand WAMPFLER

2008

Adoption de la marque CONDUCTIX-WAMPFLER par l'ensemble de la division énergie.

BRANCHE PRODUITS SPÉCIAUX

(Métaux, Aciers Spéciaux, Systèmes d'Injection)

1997

Acquisition de la Fonderie TAMARIS

1998

Nouvelle usine de production de chrome à Marly-lez-Valenciennes (59)

2001

Acquisition des Fonderies NICOLAS

2008

Cession de l'activité INJECTION

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 5 JUIN 2009

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte, à titre ordinaire, de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2008 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice et, à titre extraordinaire, vous proposer de vous prononcer sur un projet de modifications statutaire relative à la limite d'âge applicable pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés. De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître utiles.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article 148 du décret du 23 mars 1967, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

EVOLUTION DU GROUPE

Les bons résultats enregistrés en 2008 et la progression de notre marge opérationnelle sont le reflet de la solidité du groupe et de la pertinence de sa stratégie de croissance organique ou externe dans des métiers à forte valeur ajoutée.

Notre positionnement de leader mondial sur l'ensemble de nos activités :

Ferroviaire	56 % du Groupe
Conductique	31 % du Groupe
Métaux	10 % du Groupe

Est le reflet du dynamisme d'innovation dans des produits à forte valeur ajoutée et de la qualité des équipes DELACHAUX.

Notre portefeuille d'activité bien réparti par type d'industries et de marchés nous permet aussi d'atténuer la cyclicité des marchés.

En 2008, le chiffre d'affaires a progressé de 19,6 % à 775,6 M€. A taux de change constant, le chiffre d'affaires s'élève à 810 M€ soit une progression de 24,9 %.

Sur ces principaux métiers en 2008, le Groupe a enregistré une croissance soutenue :

- pour le Ferroviaire : +23,4 % à 433,2 M€
- pour la Conductique : +10,1 % à 240,8 M€
- et pour les Métaux : +38,3 % à 81,2 M€.

Le résultat opérationnel courant de 101,3 M€ soit 13,1 % des ventes est en progression de 24,9 % sur 2007. Le Groupe a aussi poursuivi l'amélioration de sa rentabilité opérationnelle malgré une forte volatilité des prix des matières premières et des devises.

Le résultat net du Groupe de 66,2 M€ est en hausse de 27,4 % sur 2007.

L'endettement net du Groupe à fin 2008 est de 97,2 M€ pour des capitaux propres de 377,2 M€, soit un gearing de 25,8 %. Le ratio d'endettement net/EBITDA est de 0,87.

L'ensemble de ces performances opérationnelles et financières du groupe est le résultat d'une stratégie claire et d'une gestion rigoureuse dans l'ensemble de nos métiers.

Nous sommes aujourd'hui confrontés pour deux de nos activités Conductique et Chrome à un changement brutal de nos conditions de marché en raison de la forte détérioration de la conjoncture économique mondiale. Anticipant une baisse d'activité en 2009, nous avons réagi immédiatement en adaptant notre production et nos structures.

DELACHAUX au cours de ces dernières années s'est transformé en profondeur et dispose aujourd'hui d'atouts solides.

Les fondamentaux à long terme de nos marchés restent intacts. Notre Groupe est déterminé à continuer à investir pour l'avenir, à rester proche de ses clients, à accroître sa compétitivité, à fournir des solutions innovantes et à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront.

Si la visibilité reste difficile en ce début d'année, le groupe est convaincu que ses fondamentaux à long terme sont intacts et qu'il sortira plus fort de la crise.

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE DELACHAUX

Les comptes consolidés arrêtés au 31/12/08 sont établis sur la base des règles d'évaluation et de présentation IFRS. Ils intègrent diverses variations de périmètre non significatives, telles que la création de plusieurs filiales et la reprise au 01/12/08 de la société ROSENQVIST, ainsi que le retraitement en activité abandonnée de l'activité Injection qui a été cédée le 30/09/08.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit pour l'exercice à 775,6M€ contre 648,6M€ en 2007. Le résultat opérationnel courant ressort à 101,3M€ contre 81,1M€ l'exercice précédent (le chiffre d'affaire 2007 et le résultat opérationnel 2007 ont été retraités des montants de l'Injection suite la cession de cette activité pour respectivement 7,3M€ et une perte de 0,5M€).

Après prise en compte :

- du coût de l'endettement net de -7,0M€
- des autres produits et charges financiers de -1,3M€
- de l'impôt sur les bénéfices de -28,1M€
- de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence de +2,0M€

Le résultat net des activités poursuivies est de 66,8M€.

Après prise en compte du résultat des activités abandonnées pour -0,6M€, l'exercice clos le 31 décembre 2008 se traduit par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 66,2M€ contre 51,9M€ l'exercice précédent.

Ce bénéfice net de l'ensemble consolidé se répartit comme suit :

- part du groupe : 65,5M€
- part des minoritaires : 0,7M€

PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDÉ

(en k€)	31/12/2008	31/12/2007
Actifs non courants	367.066	391.090
Actifs courants	393.957	349.998
Total de l'Actif	761.023	741.088
Capitaux propres (part du groupe)	373.925	348.494
Intérêts minoritaires	3.271	2.956
Passifs non courants	165.703	185.976
Passifs courants	218.124	203.662
Total du Passif	761.023	741.088

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en k€)	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	775.623	648.629
Résultat opérationnel courant	101.307	81.109
Résultat net des activités poursuivies	66.836	53.655
Résultat net	66.198	51.940
Résultat net part du groupe	65.532	51.586
Résultat net intérêts minoritaires	666	354

L'ORGANISATION ET LES CHANGEMENTS DE PERIMETRE

Après les rachats du groupe PANDROL, leader mondial des systèmes de fixation pour le ferroviaire, en novembre 2003 et du groupe WAMPFLER, numéro un mondial avec Delachaux des équipements destinés à l'alimentation électrique des engins de manutention industrielle, en janvier 2007, l'année 2008 a été marquée par la poursuite des démarches d'intégration et de réorganisation des branches Ferroviaire et Conductique suite à ces croissances externes, ainsi que par certains développements spécifiques :

Pour le Ferroviaire :

- mise en place d'une organisation en business unit (système de fixation, soudure et matériel) ;
- renforcement de l'offre globale proposée pour la mise en œuvre des systèmes de fixation, à travers le rachat de la société suédoise ROSENQVIST (CA 2008 = 4M€), fabricant d'équipements pour l'installation et

l'extraction mécanisée de fixations élastiques ;

- création de filiales en Algérie (Railtech Algérie), Maroc (Railtech Maroc) et Russie (Pandrol 1520) ;
- investissement de production en Australie en machines à injecter.

Pour la Conductique :

- mise en œuvre pour la division Energie du plan d'intégration du groupe WAMPFLER avec :
 - lancement d'une marque commune CONDUCTIX-WAMPFLER ;
 - fusion des sociétés CONDUCTIX et WAMPFLER en Allemagne, Australie, Etats-Unis, Italie et Royaume-Uni ;
 - déploiement d'un ERP commun (SAP) ;
 - spécialisation des sites et fermeture d'un site en Amérique du Nord ;
 - création d'une filiale à Singapour en 2008 et en Inde en 2009.

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

en M€	31/12/08	%	31/12/07	%	Variation
Ferroviaire	433 172	55,6%	351 098	53,9%	23,4%
Conductique	240 785	30,9%	218 623	33,6%	10,1%
Métaux	81 177	10,4%	58 681	9,0%	38,3%
Aciers Spéciaux	24 617	3,1%	22 534	3,5%	9,2%
Eliminations	-4 128		-2 307		
CA GROUPE	775 623	100,0%	648 629	100,0%	19,6%

en M€	31/12/08	%	31/12/07	%	Variation
Europe	346 769	45%	314 006	49%	10,4%
<i>dont France</i>	96 003	12%	82 891	13%	15,8%
Amérique du Nord	158 739	20%	164 423	25%	-3,5%
Asie-Océanie	229 407	30%	141 268	22%	62,4%
Reste du monde	40 709	5%	28 932	4%	40,7%
CA GROUPE	775 623	100%	648 629	100%	19,6%

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe DELACHAUX pour l'année 2008 s'élève à 775,6M€, soit une croissance de 19,6%. A taux de change constant, le chiffre d'affaires s'élève à 810,0M€, soit une croissance de 24,9%, l'évolution des taux de change ayant eu un impact défavorable de 34,4M€ sur les ventes réalisées en 2008, soit 4,4% du chiffre d'affaires.

La branche Ferroviaire a connu une croissance de 23,4% par rapport à l'année 2007 ; des commandes très importantes ont été livrées en Chine, Corée, Australie et en Arabie Saoudite. Ces projets concernent suivant les cas la mise en place de lignes à grande vitesse (Corée, Chine) ou de voies lourdes destinées au transport de minerais (Australie, Arabie Saoudite).

L'activité liée à la maintenance des voies dans les grands pays industrialisés reste soutenue, notamment par rapport à la prise de conscience dans de nombreux pays de la nécessité de remettre à niveau une partie des lignes insuffisamment maintenues au cours des dernières années.

La branche Conductique a progressé de 10,1% par rapport à 2007, dont +9,4% pour l'Energie (CA 2008= 222,8M€) et +9,2% pour le Magnétisme (CA 2008= 16,0M€).

La division Energie qui regroupe les sociétés Conductix-Wampfler a bénéficié des synergies commerciales liées l'intégration du groupe WAMPFLER, ainsi que d'un environnement très favorable avec la croissance du commerce mondial, les manutentions portuaire et des produits en vrac (tels le minerai de fer ou le charbon) représentant une part essentielle de l'activité.

La branche Métaux a progressé de 38,3%, provenant d'une progression en volume de 10% et d'une hausse des prix de vente de 30% compensée à hauteur de 2% par la baisse du dollar.

L'activité Aciers Spéciaux a progressé de 9,2% grâce notamment à des commandes importantes obtenues dans la construction navale civile et militaire.

Au niveau géographique, si le marché européen reste le premier marché du groupe avec 45% du total des ventes 2008, la zone Asie-Pacifique devient le deuxième territoire le plus important avec des ventes qui atteignent 229M€ en 2008 (30% du total du groupe).

LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

en M€	31/12/08 Réel	31/12/07 Réel
CA	775 623	648 629
Marge brute	360 633	310 261
En % du CA	46,5%	47,8%
Résultat opérationnel courant	101 307	81 109
En % du CA	13,1%	12,5%

Le groupe a été pénalisé par les fortes hausses matières supportées pratiquement tout au long de l'année 2008 et qui n'ont pu être que partiellement refacturées aux clients, entraînant une baisse de la marge de 1,3%. Le renforcement de l'Euro, notamment vis-à-vis du dollar et de la livre sterling a d'autre part impacté le résultat opérationnel à hauteur de 8,0M€.

Le résultat opérationnel a progressé néanmoins en pourcentage du chiffre d'affaires de 12,5% à 13,1% du fait de la progression de l'activité ainsi que d'une maîtrise des frais de structure dans le cadre notamment des plans de synergies mis en place par rapport à l'intégration du groupe WAMPFLER (fusion de sociétés, mise en commun des ressources).

LE RÉSULTAT NET

en M€	31/12/08 réel	31/12/07 réel
Résultat opérationnel courant	101 307	81 109
Autres produits et charges opérationnels	-35	-140
Résultat opérationnel	101 272	80 969
Coût de l'endettement financier net	-7 030	-8 292
Autres produits et charges financières	-1 277	3 065
Résultat avant impôt	92 965	75 742
Impôt sur les résultats	-28 092	-24 440
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	1 963	2 353
Résultat net des activités poursuivies	66 836	53 655
Résultat net des activités abandonnées	-638	-1 715
Résultat net	66 198	51 940

Les postes du compte de résultat s'analysent comme suit :

- le coût de l'endettement financier est ramené de 1,3% du chiffre d'affaires au 31/12/07 à 0,9% au 31/12/08, soit une baisse de 1,3M€ consécutive à la diminution de l'endettement net du groupe et à la diminution des marges bancaires dans le cadre de l'amélioration des ratios financiers du groupe ;
- les autres produits et charges financières d'un montant de -1,3M€ ne comprennent aucun élément exceptionnel, contrairement à 2007 dont le profit de 3,1M€ comprenait une plus-value de cession de titres d'un montant de 4,8M€ ;
- la charge de l'impôt s'élève 28,1M€, soit un taux effectif de 30,2% contre 32,3% au 31/12/07, notamment du fait de la baisse du taux d'impôt en Allemagne et d'une répartition plus favorable des bénéfices dans des pays moins imposés (Chine) ;
- une quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence de 2,0M€ contre 2,4M€ au 31/12/07, une partie de la baisse étant liée à la dépréciation du rand sud-africain ;
- le résultat des activités abandonnées est une perte de 0,6M€, constituée pour l'essentiel des pertes de l'activité Injection qui a été cédée le 30/09/08 et qui a été fortement pénalisée par la baisse du marché automobile.

Ainsi le résultat net part du groupe s'établit à 65,5M€ au 31/12/08 contre 51,6M€ au 31/12/07.

SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

La dette financière nette s'établit à 97,2M€ au 31/12/08 contre 102,0M€ au 31/12/07 sous l'effet principalement des facteurs suivants :

- capacité d'autofinancement de 77,2M€ contre 58,2M€ au 31/12/07 ;
- augmentation du besoin en fonds de roulement de 34,5M€ pour une augmentation de chiffre d'affaires de 127M€ ; le ralentissement de l'activité en fin d'année a pénalisé le groupe au niveau du montant des stocks à la date du 31/12/08, de telle sorte que le besoin en fonds de roulement passe de 58,4 jours en 2007 à 63,8 jours en 2008 ;
- décaissement pour le solde de l'acquisition WAMPFLER et le rachat de la société ROSENQVIST pour 17,5M€ ;
- réalisation de divers investissements industriels (essentiellement constitués d'investissements d'amélioration de productivité) pour 11,4M€.

Le groupe a amélioré sa structure financière au cours de l'année : le ratio d'endettement net sur EBITDA (leverage) s'établit à 0,87 fin 2008 contre 1,15 à fin 2007, et le ratio d'endettement net sur fonds propres (« gearing ») à 26 % contre 29 % fin 2007.

La ligne de revolving mise à disposition dans le cadre du crédit syndiqué négocié en juillet 2006 était utilisée à hauteur de 17,0M€ au 31/12/08 par rapport à une autorisation de 80M€, ce qui permet au groupe de disposer d'une trésorerie disponible immédiatement d'environ 150M€, après prise en compte des disponibilités du groupe d'un montant de 85M€ au 31/12/08.

COMPTES DE LA SOCIETE MERE DELACHAUX SA

Les règles et méthodes comptables appliquées pour l'établissement des comptes sociaux au 31 décembre 2008 sont identiques à celles utilisées lors de l'exercice précédent.

RESULTATS DE L'ANNEE 2008

Le chiffre d'affaires s'établit pour l'exercice à 125,2M€ contre 96,6M€ l'exercice précédent, soit une progression de 30%, avec :

> une progression de 17% pour la Conductique à 36,2M€, dont +28% pour la Câblerie à 3,6M€ et +17% pour l'Energie à 32,6M€ ;

> une augmentation de 42% pour les Métaux à 78,9M€.

> une diminution de 5% pour l'Injection à 7,1M€, en précisant que l'activité Injection a été cédée au 30/09/08 et que le montant de 7,1M€ inclue des ventes de stock et immobilisations pour 1,4M€ ; hors cession des stocks et immobilisations, le chiffre d'affaires de l'Injection en 2008 s'élève à 5,7M€ pour 9 mois d'activité, à comparer à 7,4M€ à fin 12/07 et à 4,5M€ à fin 09/07 (pour comparaison, le chiffre d'affaires 2006 était de 8,3M€).

La société a donc réalisé des progressions très soutenues dans les activités Métaux et Conductique :

> en ce qui concerne les métaux, à côté de la progression des volumes liés à la bonne tenue du marché de l'aéronautique, une partie importante de la progression s'explique par la hausse des prix de vente pratiquée du fait des fortes augmentations du prix de la matière, compensée toutefois en partie par l'affaiblissement du dollar par rapport à l'euro.

> la hausse des ventes de l'Energie est essentiellement située à l'export : les ventes France restent inchangées à 10,1M€ en 2007 et 2008 alors que les ventes pour l'Union Européenne passent de 10,5M€ en 2007 à 11,5M€ en 2008 (hausse de 10%) et les ventes Export hors Union Européenne progressent de 7,1M€ en 2007 à 10,6M€ en 2008 (hausse de 50%).

La cession de l'activité Injection s'inscrit dans un contexte de faible activité depuis deux ans et a été réalisée sous forme de cession de fonds de commerce à la date du 30/09/08.

Le résultat d'exploitation ressort à 15,0M€ contre 6,4M€ l'exercice précédent, soit une progression de 135,3%.

Le résultat financier de +10,7M€ prend en compte :

- des dividendes de 9,8M€ contre 9,0M€ l'année précédente,

- un résultat de l'endettement net de +2,0M€ contre +0,9M€ en 2007,

- une dépréciation sur titres Tamaris de 0,7M€ (*on rappelle que le résultat financier 2007 prenait en compte des dépréciations sur titres et comptes courants TAMARIS et DEVAUX-WERTS de 8,9M€, en sachant que le résultat exceptionnel 2007 intégrait une reprise de provision sur DEVAUX-WERTS de 4,7M€, ce qui conduisait à une perte nette afférente aux filiales DEVAUX-WERTS et TAMARIS de -4,2M€*).

Le résultat exceptionnel de -0,3M€ prend en compte une provision sur la situation nette négative de DEVAUX-WERTS de -0,5M€.

Après prise en compte de la participation pour 299k€ et de l'impôt pour 4.043k€, l'exercice clos le 31 décembre 2008 se traduit par un bénéfice de 21,0M€ contre 11,8M€ en 2007.

Au 31 décembre 2008 la situation financière de DELACHAUX SA reste extrêmement saine avec une dette financière essentiellement constituée de l'emprunt souscrit en juillet 2006 pour un montant de 125,0M€ (sur le prêt initial de 150M€, 25,0M€ ont été remboursés en 2007/2008) et d'une ligne de revolving utilisée à hauteur de 17,0M€.

PERSPECTIVES D'AVENIR DE DELACHAUX S.A. POUR 2009

L'activité s'est fortement ralentie à partir de la fin de l'année 2008, avec une baisse beaucoup plus marquée sur les Métaux que sur l'Energie :

- Métaux : l'activité Métaux connaît une baisse d'activité sur le premier trimestre 2009 liée à la situation actuelle du marché de l'aéronautique qui enregistre de nombreuses annulations. L'activité devrait toutefois repartir à la hausse à partir du deuxième trimestre 2009.

- Energie et Câblerie : une baisse d'activité de l'ordre de 20% est constatée sur le début de l'année par rapport à la même période de 2008 ; s'il est clair que le ralentissement actuel général de l'économie aura des répercussions sur le niveau d'activité de la société, il est très difficile d'évaluer l'ordre de grandeur de cette baisse.



PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de DELACHAUX S.A. pour l'exercice 2008 est un bénéfice de **21.049.999,30 €**.

Le résultat disponible distribuable atteint 79.203.291,09 €, se décomposant comme suit :

BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	21.049.999,30 €
Report à nouveau	58.153.291,79 €

Résultat disponible	79.203.291,09 €
Affectation à la réserve légale	0 €

Résultat distribuable	79.203.291,09 €

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de 0,85 € par action en hausse de 13 % par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

- Attribution d'un dividende de 0,85 € par action	11.028.521,35 €

SOLDE QUE NOUS PROPOSONS D'AFFECTER EN REPORT À NOUVEAU	68.174.769,74 €

LA MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE INTERVIENDRA À COMPTER DU 6 JUILLET 2009.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de **0,85€ par action** à distribuer est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

Conformément à la loi, nous vous rappelons que les dividendes nets mis en distribution au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

- En 2008 sur l'exercice 2007 à 0,75 euro par action
- En 2007 sur l'exercice 2006 à 0,60 euro par action
- En 2006 sur l'exercice 2005 à 1,75 euro par action

Il est rappelé que le nominal a été divisé par 5 en juillet 2006 ; les dividendes versés à partir de 2007 au titre des exercices 2006 et suivants sont donc à comparer à 1/5ème de ceux des exercices précédents.



RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre 2008 les effectifs au niveau du groupe s'élevaient à 2794 personnes contre 2650 fin 2007 ; 70 % de l'effectif du groupe est à l'étranger fin 2008. La société ROSENQVIST (Suède) rentrée dans le groupe en 2008 représente 15 personnes. (Pour information, l'effectif de l'activité injection, cédée au 30/09/08, était de 38 personnes à fin 2007).

EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2008	2007
France	848	869
Etranger	1 946	1 781
Total	2 794	2 650

	2008	2007
Europe	1 789	1 741
Amérique du nord	447	463
Asie Océanie	437	335
Reste du monde	121	111
Total	2 794	2 650

EFFECTIF PAR ACTIVITÉ

	2008	2007
Ferroviaire	1 334	1 238
Conductique	1 212	1 135
Métaux	54	53
Produits spéciaux	164	199
Services généraux	30	25
Total des effectifs par secteurs d'activité	2 794	2 650

CARTOGRAPHIE DES EFFECTIFS

	2008	2007
Cadres	359	365
Employés	872	930
Techniciens	1 563	1 355
Total	2 794	2 650

Le montant de la sous-traitance est de 9,0 M€ en 2008 contre 9,7 M€ en 2007 ; le recours à la sous-traitance est lié à la nature des activités du groupe et son niveau dépend de la particularité des affaires traitées.

Enfin, les sociétés du groupe qui recourent partiellement à la sous-traitance et au travail temporaire s'assurent du respect des législations en vigueur en la matière.

Les accords d'intéressement ou de participation conclus dans de nombreuses filiales du groupe en France et à l'étranger ont permis à leurs salariés de bénéficier des bons résultats de l'exercice.

PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE DELACHAUX ET EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 1ER JANVIER 2009

PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE DELACHAUX

Les premiers mois de l'année 2009 font apparaître des tendances contrastées sur les différentes activités, avec un impact fort du ralentissement actuel de l'économie mondiale sur les branches Conductique et Métaux et une absence de signe de baisse d'activité sur le Ferroviaire.

L'activité Ferroviaire devrait normalement bénéficier des différents plans de relance élaborés par les pays industrialisés, une part importante de ces plans étant consacré aux infrastructures ferroviaires. La situation est toutefois naturellement variable d'un pays à l'autre, et il ne peut être exclu que certains projets soient annulés pour des problèmes de financement liés à la crise actuelle. Globalement les perspectives sont satisfaisantes, et les tendances des premiers mois de l'année laissent entrevoir une stabilité de l'activité en 2009 par rapport à la facturation 2008 diminuée de la commande importante d'environ 40M€ livrée en 2008 pour la Chine ; les appels d'offres à venir au cours des prochains mois des chemins de fer chinois ne devraient pas entraîner de nouvelle facturation avant 2010.

La détérioration actuelle de l'économie se traduit par une baisse des échanges au niveau mondial, qui pénalise fortement l'activité Conductique dont les principaux débouchés se situent au niveau de la manutention portuaire ou autre, ainsi que des biens d'équipement ; le groupe a réagi immédiatement en adaptant ses programmes de production et en poursuivant ses efforts de réduction des coûts. L'incertitude quant aux perspectives économiques rend difficile une prévision fiable du niveau d'activité des prochains mois.

Le marché de l'aéronautique s'est complètement retourné au cours du dernier trimestre 2008 avec un nombre important d'annulation de commandes de la part des compagnies aériennes ; si l'activité prévisionnelle du premier trimestre 2009 est en forte chute par rapport à 2008, les volumes devraient augmenter à partir du second trimestre.

Dans un contexte global d'incertitude économique marqué également par des variations brutales des prix des matières et des parités monétaires, le groupe devrait pouvoir résister énergiquement à cet environnement difficile ; la solidité financière du groupe permet au groupe de ne pas remettre en cause son modèle de développement, et donc de continuer à investir et se développer, que ce soit sur ses marchés traditionnels ou dans les pays émergents.

EVENEMENTS MAJEURS INTERVENUS DEPUIS LE 1ER JANVIER 2009

Il n'existe aucun événement significatif intervenu entre le 31 décembre 2008 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés du Groupe.

FACTEURS DE RISQUE

RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ACTUEL

Depuis la fin du second semestre 2008, l'activité industrielle des principales régions économiques mondiales est fortement ralentie avec un impact certain au niveau du groupe Delachaux sur des activités comme la conductique qui est fortement liée aux flux de marchandises échangés dans le monde, notamment maritimes, et les métaux dont le secteur aéronautique constitue le principal débouché. Bien que le groupe ait pris des mesures d'adaptation de réduction de coûts, aucune garantie ne peut être donnée quant à l'efficacité de ces mesures prises pour faire face à cette situation exceptionnelle. La poursuite de la crise pourrait avoir des impacts défavorables sur le Groupe.

RISQUES INDUSTRIELS

Le Groupe DELACHAUX en raison du caractère pluriel de ses activités (ferroviaire, énergie, métaux, fonderies) et de la diversité de sa clientèle (sociétés de chemin de fer publiques ou privées, constructeurs et équipementiers automobiles, aéronautiques, sociétés de toute taille évoluant dans l'énergie) et de la répartition mondiale de ses ventes n'est pas surexposé à un risque industriel particulier.

Risques liés aux nouveaux produits : le chiffre d'affaires et les résultats de Delachaux sont dépendants de la capacité du Groupe à développer de nouveaux produits et à réaliser les avancées technologiques nécessaires pour rester compétitif. Pour faire face à ces risques, le groupe mène une politique active en terme de recherche et développement et de dépôt de brevets.

RISQUES DE MARCHÉ

Dans la mesure où son activité s'inscrit dans un contexte international, le groupe est confronté aux risques de marché (risques de change, de taux d'intérêt, sur matières premières et autres risques de prix) ; les analyses de sensibilité aux risques répertoriés dans cette section figurent dans les notes annexes aux comptes consolidés (section 43.3)

RISQUES JURIDIQUES

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance mondiaux destinés à couvrir les risques majeurs suivants :

- Dommages aux Biens / Pertes d'exploitation (montant maximum de garanties : 49,5 M€) ;
- Responsabilité Civile Exploitation et Produits (montant maximum de garanties : 46,0 M€) ;
- Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux (montant maximum de garanties : 10,0 M€).

Ces programmes d'assurances couvrent les entités et activités du Groupe dans le monde entier et des polices d'assurances locales spécifiques sont également

souscrites en fonction de risques particuliers et de la réglementation locale en vigueur ; ceci concerne principalement les polices automobile, transport, R.C Employeurs («Employer's liability»). Le montant des garanties est défini selon la particularité des activités de chaque secteur pour des niveaux de couverture suffisants.

Le Groupe conduit une politique de gestion des risques qui passe notamment par la prévention des sites industriels, visant à réduire l'amplitude et la fréquence des risques accidentels incendie, environnement, sécurité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'emprunt souscrit en juillet 2006 dans le cadre du refinancement de la dette est assorti des deux ratios financiers suivants qui sont respectés par le groupe DELACHAUX à la date du 31/12/2008, et dont le non respect pourrait entraîner l'exigibilité dudit crédit par les établissements bancaires :

- dettes financières sur fonds propres inférieur à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30/06/2007 jusqu'à la date d'échéance finale

Au 31 décembre 2008, les ratios du Groupe faisaient ressortir une position confortable de Delachaux par rapport à ces contraintes ; de même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartaient toute probabilité d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. Le groupe DELACHAUX est donc très peu exposé au risque de liquidité.

Les instruments financiers utilisés par le groupe concernent les emprunts (couverture de taux) ainsi que la couverture de certains flux commerciaux (couverture de change); la valeur de marché de ces instruments financiers a été valorisée sur la base des taux de marché de clôture; les montants concernés au 31/12/2008 ne sont pas significatifs.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Notre Groupe a poursuivi en 2008 ses efforts en matière de recherche et développement et de qualité totale afin de répondre aux exigences techniques et scientifiques de notre clientèle.

Les efforts de développement technologique entrepris depuis de nombreuses années dans tous nos métiers seront poursuivis en 2009 afin de rester toujours à la pointe de l'innovation et la référence technique sur nos marchés. L'ensemble de ces actions de recherche et développement nous a permis de prendre des brevets dans plusieurs de nos métiers. Le Groupe participe d'autre part en France pour l'activité Ferroviaire au pôle de compétitivité Ferroviaire à vocation mondiale i-Trans mis en place par le gouvernement à Valenciennes.

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL SUR LE CAPITAL

EVOLUTION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2008, le capital social de DELACHAUX s'élevait à 8.303.828 euros divisé en 12.974.731 actions d'une valeur nominale de 0,64 euro chacune entièrement libérée et admise aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext compartiment B.

Depuis le 31/12/1999 et jusqu'au 31/12/2008, le capital de la société a évolué comme suit :

	Montant du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale de l'action	Montant du capital social après l'opération	Nombre d'actions après l'opération	Valeur nominale de l'action après l'opération
Assemblée Générale extraordinaire du 15/03/2000	43 075 200 (francs)	430 752	100 (francs)	6 892 032 (euros)	2 153 760	3,20 (euros)
	Nature de l'opération: - division du nominal par 5 et conversion en euros sur la base de 20 FRF=3,0 euros - augmentation du capital social de 325260,10 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 3,05 euros à 3,20 euros					
Assemblée Générale extraordinaire du 20/06/2006	6 892 032	2 153 760	3,20	6 892 032	10 768 800	0,64
	Nature de l'opération: - division du nominal par 5					
Décision du Directeur Général Du 5/03/2007	6 892 032	10 768 800	0,64	8 270 438	12 922 560	0,64
	Nature de l'opération: - Augmentation du capital par création de 2.153.760 actions					
Délibération du Président du Conseil Du 22/06/2007	8 270 438	12 922 560	0,64	8 303 828	12 974 731	0,64
	Nature de l'opération: - Attribution de 52.171 actions gratuites					

CAPITAL AUTORISE ET NON EMIS

Un tableau des délégations utilisées ou autorisées durant l'exercice 2008 accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine

des augmentations de capital par application des articles L225-129-1 et L225-129-2 du Code de Commerce figure en annexe du présent rapport.

REPARTITION DU CAPITAL

La répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 31 décembre 2008 :

	Nbre Total d'Actions	% du Capital	Qté Votes Simples	Qté Votes Doubles	Total Droits de Vote (1)	% des Droits de Vote
SOGREPAR	7 485 204	57,69 %	1 107 034	6 378 170	13 863 374	71,53 %
Famille DELACHAUX	25 919	0,20 %	1 460	24 459	50 378	0,26 %
Autres Nominatifs	62 270	0,48 %	57 920	4 350	66 620	0,34 %
Fidelity Investments International (2)	1 299 140	10,01 %	1 299 140	0	1 299 140	6,71 %
Public	4 102 198	31,62 %	4 102 198	0	4 102 198	21,16 %
TOTAL GENERAL	12 974 731	100,00 %	6 567 752	6 406 979	19 381 710	100,00 %

(1) : Droits de vote double attachés à certaines actions :

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toute action entièrement libérée pour laquelle il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

(2) Par courrier du 26 juin 2008, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (1) (P.O. Box HM670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en hausse, le 25 juin 2008, par suite d'une acquisition d'actions DELACHAUX, le seuil de 10 % du capital de la société DELACHAUX.

TITRES AUTO-DÉTENUS

DELACHAUX SA, ni aucune de ses filiales ne détiennent de titres de DELACHAUX SA; il est signalé que le groupe, par l'intermédiaire de la société RAILTECH INTERNATIONAL, filiale à 99,6 % de DELACHAUX SA, détient 1,57 % des actions de la holding SOGREPAR qui détient 57,69 % du capital de la société.

PACTE D'ACTIONNAIRES

A la connaissance de la Société, trois engagements collectifs de conservation de titres répondant aux prescriptions des articles 885 I bis et suivants du code général des impôts, portant sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société Delachaux ont été conclus par plusieurs actionnaires, dont les dirigeants, le 29 mars 2004.

Trois engagements de conservation de titres répondant aux exigences des dispositions des articles 885 Ibis et suivants du code général des impôts ont également été signés le 26 décembre 2005 par plusieurs actionnaires : la société SOGREPAR et les dirigeants.

Ces engagements de conservation ont une durée initiale de 6 ans et portent sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société DELACHAUX.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres conventions entre actionnaires de la Société que les pactes Dutreil susvisés, ou de clauses d'actionnaires ou d'actionnaires agissant de concert susceptibles d'affecter la répartition du capital ou des pouvoirs, ou d'avoir une incidence sur le patrimoine, la situation financière, l'activité, les résultats et les perspectives de la Société.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Par courrier du 26 juin 2008, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (1) (P.O. Box HM 670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en hausse, le 25 juin 2008, par suite d'une acquisition d'actions DELACHAUX, le seuil de 10 % du capital de la société DELACHAUX et détenir 1.299.140 actions DELACHAUX représentant autant de droits de vote, soit 10,01 % du capital et 6,71% des droits de vote de cette société.

TITRES EN BOURSE

EVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES ÉCHANGÉS SUR LE COMPARTIMENT B EUROLIST PARIS AU COURS DES 18 DERNIERS MOIS :

Période considérée	Nombre de titres échangés	Capitaux traités (milliers d'euros)	Cours le plus haut (euros)	Cours le plus bas (euros)
2007				
Octobre	241 133	16 378	71,85	64,39
Novembre	300 855	21 177	72,97	65,85
Décembre	149 545	9 953	71,34	64,50
2008				
Janvier	226 731	11 656	67,74	40,50
Février	306 136	14 952	54,74	44,01
Mars	136 383	7 276	55,50	47,83
Avril	166 495	9 354	61,99	51,42
Mai	92 857	5 824	66,80	60,00
Juin	149 886	9 623	67,77	62,01
Juillet	125 681	7 994	67,00	59,15
Août	144 076	10 216	72,99	65,50
Septembre	95 515	5 959	69,08	53,84
Octobre	190 815	9 011	54,07	40,60
Novembre	89 494	4 462	52,77	44,00
Décembre	65 443	3 001	51,50	40,31
2009				
Janvier	168 220	6 779	47,10	35,06
Février	48 159	2 047	44,20	39,35
Mars	43 268	1 721	42,20	37,51

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES OBLIGATOIRES

Pour respecter les dispositions légales, il est précisé que les charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts s'élèvent à 116.869 euros pour l'année 2008.

SITUATION DES MANDATS

D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES 31/12/2008

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL : M. François DELACHAUX
ADMINISTRATEURS : M. Patrick BOMMART
Mme Marie DELACHAUX
M. Stéphane DELACHAUX
M. Michel SARAZIN
M. Emmanuel THILLAYE DU BOULLAY

MANDAT D'ADMINISTRATEURS

Il est précisé que le mandat d'administrateur de Monsieur François DELACHAUX arrive à échéance à la prochaine Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée de le renouveler dans ses fonctions pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée de 2015 appelée à statuer sur les comptes de 2014.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRES :
Cabinet MAZARS
61, rue Henri Regnault - 92075 LA DEFENSE Cedex
Cabinet KPMG
1, cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE Cedex
SUPPLÉANTS :
M. Jean SAOUD
61, rue Henri Regnault - 92075 PARIS LA DEFENSE Cedex
M. Denis MARANGE
1, cours Valmy - 92923 PARIS LA DEFENSE Cedex

MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à échéance à la prochaine Assemblée.

DETAIL DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31/12/2008

NOMS DES MANDATAIRES SOCIAUX	PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS HORS DE LA SOCIÉTÉ
------------------------------	--

François DELACHAUX	*Administrateur et Président de SOGREPAR SAS
-	*Administrateur et Président de SODELHO SAS
-	Administrateur de DEVAUX-WERTS FONDERIES SAS
-	Administrateur de FONDERIES NICOLAS SAS
-	Administrateur de RAOUL LENOIR SAS
-	Administrateur de H.R.T. SAS
-	Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA
-	* Gérant de FD PARTNERS S.A.R.L.
-	*Président de IPAG, Ecole Supérieure de Commerce Paris et Nice
-	*Administrateur de la FNEGE (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion)
-	* Président d'honneur, Administrateur et membre du bureau du MEDEF Ile de France
-	* Président d'Honneur, Administrateur et membre du bureau des Fondateurs de France
-	* Administrateur de l'école supérieure de Fonderie et de Forge
Marie DELACHAUX	Administrateur de SOGREPAR SAS
-	Administrateur de SODELHO SAS
Stéphane DELACHAUX	Administrateur de SOGREPAR SAS
-	Administrateur de SODELHO SAS
-	*Administrateur de ANDE INVESTISSEMENT (Luxembourg)
-	*Président de RUNIPSYS INTERNATIONAL
-	*Président de RUNIPSYS EUROPE
-	*Président de RUNIPSYS ASIA
Michel SARAZIN	*Administrateur et Président du CER92 (Centre d'Etudes et de Recherche 92)
-	*Administrateur du MEDEF 92 Nord
-	*Administrateur et Vice-Président d'Entreprise et Droit Social
-	*Administrateur du GIM (Groupement des Industries Métallurgiques)
-	*Administrateur et Vice-Président du Carré des Entrepreneurs de la Seine
-	Administrateur de H.R.T. SAS
-	Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA

NOMS DES MANDATAIRES SOCIAUX	PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS HORS DE LA SOCIÉTÉ
Emmanuel THILLAYE du BOULLAY	*Administrateur de LT2 (Lumière Technology SAS)
-	*Administrateur de INVESTORSIGHT S.A.
-	*Administrateur de IFA (Institut Français des Administrateurs)
-	*Président de FINCA SAS
Jean-Pierre COLLIAUT	Administrateur et Président de TAMARIS INDUSTRIES SAS
-	Administrateur et Président de DEVAUX WERTS FONDERIES SAS
-	Administrateur et Président de FONDERIES NICOLAS SAS
-	Administrateur et Président de RAOUL LENOIR SAS
-	Administrateur et Président de H.R.T. SAS
-	Administrateur et Président de RAILTECH INTERNATIONAL SA
-	Administrateur et Président de RAILWELD SAS
-	Administrateur et Président de RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS SAS
-	Administrateur et Président de RAILTECH ALU SINGEN SAS

* : mandat hors-groupe

ACTIONNARIAT SALARIE

A notre connaissance, les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées, au sens de l'article L. 255-180 du Code de Commerce, représentent moins de 3% du capital.

CONVENTIONS

CONVENTIONS INTERVENUES A DES CONDITIONS COURANTES

CO-CONTRACTANT	NATURE ET OBJET	ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES SOCIAUX CONCERNÉS
TAMARIS INDUSTRIES	Achats de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER Pty Ltd Australie	Achats de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER Inc. USA	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER Ltd GB	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
DELACHAUX METAL INC. USA	Achats/Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
MEC DELACHAUX Italie	Ventes de marchandises+ Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Allemagne	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Srl Italie	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Wuhan Ltd Chine	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
LENOIR France	Achats/Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH INTERNATIONAL France	Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILWEL Canada	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH SUFETRA Espagne	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS France	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
RAILWELD France	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
RAILTECH ALU SINGEN	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT
H.R.T. SAS France	Refacturation de prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
F.D. PARTNERS	Refacturation de frais	M. F. DELACHAUX
SOGREPAR SAS France	Refacturation prestations	MRS F. DELACHAUX/S. DELACHAUX / MME M. DELACHAUX
SODELHO SAS France	Refacturation prestations	MRS F. DELACHAUX/S. DELACHAUX / MME M. DELACHAUX

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L225-40 du Code de Commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L225-38 dudit Code et conclues au cours de l'exercice écoulé, après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration.

Vos commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

ENVIRONNEMENT ET SOCIAL

EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT,

L'approche de DELACHAUX est double : elle concerne à la fois sa propre activité et celle de ses clients. Pour ses activités consommatrices d'énergie, tout est mis en œuvre sur la réduction de sa consommation énergétique et d'autre part, pour placer ses sites sous la norme ISO 14000 :

- à fin 2008 cinq sites de production (dont les quatre sites de production français du ferroviaire et des métaux, et un site à l'étranger) sont certifiés ISO 14000 ; d'ici un horizon de cinq ans l'ensemble des sites, soit 32 sites (18 en Europe, 7 en Amérique du Nord et 7 dans le reste du monde) devraient obtenir cette certification.

- pour ses clients, DELACHAUX développe des solutions qui rendent ses procédés de fabrication plus respectueux de l'environnement, en sachant que ces solutions sont également bien souvent sources de gains de productivité. La notion de recyclage des produits utilisés est ainsi une composante du processus de conception et de la démarche qualité ; dans le cas des sites de production du ferroviaire en France, la totalité des produits d'emballages sont 100% recyclables.

- le groupe exprime par ailleurs une volonté permanente de mise en œuvre de recyclage et revalorisation de ses déchets.

EN MATIERE SOCIALE,

DELACHAUX fonde la reconnaissance de ses collaborateurs sur le niveau de compétence et la contribution personnelle de chacun aux résultats de l'entreprise.

La reconnaissance s'exerce aussi par la progression de carrière, en terme de responsabilités managériales comme d'expertises techniques. Multiculturelles, multi-compétentes, les équipes opèrent dans une organisation qui privilégie autonomie et prise de décision.

Le renforcement récent de la direction des Ressources Humaines, notamment pour la partie internationale, s'inscrit dans une volonté d'harmonisation de la politique des ressources humaines sur l'ensemble des sites, à rationaliser les coûts, à favoriser la mobilité du personnel et à optimiser la gestion de carrières.

AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'Administration à intervenir, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, afin d'acheter ou de faire acheter des actions de la société afin, notamment, de mettre en place tout plan d'options d'achat d'actions, de procéder à l'attribution d'actions aux salariés, de procéder à l'attribution d'actions gratuites, de procéder à l'animation du marché, etc., l'ensemble des propositions étant détaillé dans le projet de résolutions joint au présent rapport.

Le nombre d'actions faisant l'objet de ce plan de rachat ne pourra dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, le nombre d'actions détenues par la société ne pouvant en aucun cas dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit.

Le prix maximum pour ce rachat est fixé à 60 € par action et à 30 € pour le prix minimum de vente.

PROJET DE MODIFICATION STATUTAIRE RELATIVE A LA LIMITE D'AGE APPLICABLE POUR L'EXERCICE DES FONCTIONS DE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'administration rappelle qu'aux termes de l'article 11 I. des statuts :

« Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Pour l'exercice de ses fonctions, le président du conseil d'administration doit être âgé de moins de 70 ans.

Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge aura été atteinte, le président du conseil d'administration sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau président dans les conditions prévues au présent article. »

Afin d'assurer la stabilité et la continuité dans le mode de gouvernance de la Société, le président du conseil d'administration, sur proposition du comité stratégique, propose de modifier la limite d'âge du président du conseil d'administration pour l'exercice de ses fonctions et de le porter à 72 ans.

En conséquence, il vous sera proposé de vous prononcer sur la modification de la limite d'âge applicable à toute personne physique assurant les fonctions de président du conseil d'administration et, comme conséquence, sur la nouvelle rédaction de l'article 11 I. des statuts qui serait libellée comme suit :

« ARTICLE 11 – Organisation et délibération du conseil
I- *Président*

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Pour l'exercice de ses fonctions, le président du conseil d'administration doit être âgé de moins de 72 ans.

Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge aura été atteinte, le président du conseil d'administration sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau président dans les conditions prévues au présent article.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs Vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le Vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le Vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les Vice-présidents et le Secrétaire peuvent toujours être réélus.

Le conseil d'administration peut révoquer à tout moment le président. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président.

En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée : elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président. »

OPERATIONS REALISEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

Etabli selon des déclarations effectuées à l'AMF et sur la base de l'article 223-26 du Règlement Général de l'AMF, l'état récapitulatif se présente ainsi pour l'exercice 2008 :

	Nombre d'actions	
	Achat	Vente
Mandataires sociaux et personnes assimilées	2420	2197

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES - DELACHAUX SA (SOCIÉTÉ MÈRE) -

En milliers d'Euros	2004	2005	2006	2007	2008
---------------------	------	------	------	------	------

1) CAPITAL EN FIN D'EXERCICE

a) Capital social	6 892	6 892	6 892	8 304	8 304
b) Nombre d'actions existantes	2 153 760	2 153 760	10 768 800	12 974 731	12 974 731
<i>* division du nominal par 5 le 24/07/06</i>			<i>*</i>		

2) OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE

a) Chiffre d'Affaires hors taxes	74 913	85 734	88 897	96 594	125 171
b) Bénéfice avant impôts, participation, amortissements et provisions	10 110	7 611	17 834	17 440	26 508
c) Participation	77	263	342	0	299
d) Impôts sur les bénéfices	92	663	1 477	320	4 043
e) Bénéfice après impôts, participation, amortissements et provisions	5 967	3 074	8 523	11 796	21 050
f) Montant des bénéfices distribués	2 585	3 769	7 754	9 731	11 029

3) RESULTATS PAR ACTION (en euros)

Sur la base du nombre d'actions après la division du nominal par 5 intervenue le 24/07/2006) :

a) Bénéfice après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	0,92	0,62	1,49	1,32	1,70
b) Bénéfice après impôts, participation, amortissements et provisions	0,55	0,29	0,79	0,91	1,62
c) Dividende versé à chaque action	0,24	0,35	0,60	0,75	0,85

4) PERSONNEL

a) Effectif moyen de l'exercice	260	247	253	250	224
b) Montant de la masse salariale	9 277	9 550	10 080	10 513	10 884
c) Cotisations sociales et avantages sociaux	3 858	4 113	4 194	4 364	4 434

TABLEAU DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ET DE POUVOIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ETAT DE LEUR UTILISATION DURANT L'EXERCICE 2008

Dates	Nature de la délégation ou de l'autorisation	Portée de la délégation	Durée de la délégation ou de l'autorisation
21.06.2005	Autorisation	<p>Attribution d'actions gratuites au profit des salariés et mandataires sociaux.</p> <p>Utilisation en 2008 : NEANT</p> <p><u>20.04.2007</u> Mise en œuvre de la protection par voie de création de 3.947 actions gratuites en vue d'ajuster les droits du directeur général.</p> <p><u>22.06.2007</u> Attribution de 52.171 actions gratuites au Directeur Général et augmentation de capital corrélative.</p>	38 mois
12.06.2007	Autorisation	<p>Attribution d'actions gratuites au profit des salariés et mandataires sociaux</p> <p>Utilisation en 2008 : NEANT</p> <p><u>17.09.2007</u> mise en œuvre de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 12.06.2007 et attribution de 34.303 actions à émettre à titre gratuit au Directeur Général.</p>	38 mois
10.06.2008	Autorisation avec faculté de subdélégation au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société	<p>Acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou • de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou • de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou • de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou • de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou • de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou • d'achats d'actions de la société pouvant porter sur un nombre d'actions tel que : <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'actions que la société a acheté pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1.297.473 titres) composant le capital de la société, qui est de 12.974.731 actions. - le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée. <p>Utilisation en 2008 : NEANT</p>	18 mois

**INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES
EN PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 2008
- DELACHAUX SA (SOCIÉTÉ MÈRE) -**

SOCIÉTÉS	VALEURS NETTES D'INVENTAIRE
<i>En euros</i>	<i>31/12/2008</i>

I. TITRES DE PARTICIPATION

1. SOCIÉTÉS FRANÇAISES

•	H.R.T. SAS	8 704 000
•	TAMARIS INDUSTRIES	54 895
•	ETS RAOUL LENOIR	1 600 120
•	FONDERIES NICOLAS	1 435 600

2. SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

•	CONDUCTIX-WAMPFLER INC.(USA)	3 028 743
•	CONDUCTIX-WAMPFLER LTD (ROYAUME-UNI)	42 138
•	CONDUCTIX-WAMPFLER SRL (ITALIE)	1 457 574
•	CONDUCTIX-WAMPFLER WUHAN LTD (CHINE)	1 411 486
•	CONDUCTIX-WAMPFLER AG (ALLEMAGNE)	120 830 098
•	CONDUCTIX-WAMPFLER PTE LTD (SINGAPOUR)	4 717
•	DELACHAUX MÉTAL INC. (USA)	40 974
•	MORPARK (MEXIQUE)(1)	182 749
•	DELACHAUX CABLE MACHINERY (USA)(1)	5 518

TOTAL TITRES DE PARTICIPATION 138 798 612

II. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

SICAV (barep court terme)	3 701 100
---------------------------	-----------

TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT 3 701 100

TOTAL GENERAL (I+ II) 142 499 712

(1) Sociétés non consolidées

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

En application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, je rends compte à l'Assemblée Générale, par ce rapport, en tant que Président du Conseil d'Administration de DELACHAUX SA :

- de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil au cours de l'exercice 2008
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société
- de la mise en œuvre des règles de gouvernance et de la référence à un code de gouvernance
- des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général
- des principes et règles de détermination des rémunérations et avantages des mandataires sociaux
- des modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale

Ce rapport a figuré à l'ordre du jour du Conseil du 2 avril 2009 et a été approuvé en séance.

I – COMPOSITION, PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1/ RÈGLES SPÉCIFIQUES DE FONCTIONNEMENT ET D'ORGANISATION DU CONSEIL

1-a - Composition du Conseil d'Administration

A ce jour, le Conseil est composé de 6 membres. La liste incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est mentionnée dans la section XIV du rapport du Conseil à l'Assemblée Générale.

Le Conseil comprend deux administrateurs indépendants (MM Michel SARAZIN et Emmanuel THILLAYE du BOULLAY), au sens des règles de gouvernance et des critères adoptés par l'entreprise, soit un tiers du nombre des administrateurs.

1-b - Délais moyens de convocation du Conseil

Les délais moyens de convocation du Conseil constatés sont de 15 jours environ, suivant un calendrier fixé annuellement.

1-c - Représentation des administrateurs

Les administrateurs ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil par un autre administrateur. Le mandat doit être donné par écrit.

1-d - Présidence des séances du Conseil

Les séances du Conseil sont présidées par le Président ou en son absence, par un vice-Président ou un administrateur délégué par le Conseil.

1-e - Information des administrateurs

L'ensemble des pièces à l'appui des points à l'ordre du jour des Conseils Administrations est systématiquement joint à la convocation du conseil. Par ailleurs il est rappelé que chaque administrateur peut se faire communiquer les informations qui lui semblent nécessaires à l'accomplissement de sa fonction.

1-f - Invité du Conseil

Au cours de l'exercice, le Directeur Général a assisté à l'ensemble des séances du Conseil et a été entendu par le Conseil à l'occasion des discussions portant sur les comptes sociaux et consolidés de DELACHAUX et sur les budgets et les prévisions à moyen termes du groupe.

Il a également participé à toutes les discussions préalables à la définition des stratégies du groupe.

2/ FRÉQUENCE DES RÉUNIONS DU CONSEIL ET TAUX DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil se réunit autant de fois que nécessaire, pour une revue trimestrielle de l'activité et l'examen des points prévus à l'ordre du jour.

Le Conseil s'est réuni 3 fois au cours de l'exercice 2008. Le taux de présence a été de 100 %. Les 3 séances du Conseil tenues au cours de l'exercice ont été présidées par le Président.

3/ SUJETS EXAMINÉS LORS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration dont la mission principale est de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre a notamment examiné ou adopté lors des différentes réunions les points suivants:

- revue financière (budget et résultats)
- arrêté des comptes annuels et semestriels
- revue de l'activité (écoulée et perspectives)
- examen et approbation des recommandations faites

par les comités qui se sont tenus entre deux réunions du conseil d'administration

- composition et fonctionnement de la direction générale et du conseil d'administration: désignation des membres des comités stratégiques, d'audit et de rémunérations, établissement du règlement du comité stratégique, rémunérations des administrateurs et du directeur général, autorisation au directeur général d'accorder des cautions, avals ou garanties dans le cadre d'une enveloppe globale, approbation des conventions réglementées.
- organisation générale du groupe
- octroi de cautions, garanties
- opérations stratégiques (opérations d'acquisition, de création de filiales, de cession ou d'arrêt d'activité)
- augmentation de capital de filiales
- préparation et convocation de l'assemblée générale mixte annuelle

4/ COMITÉS SPÉCIALISÉS

4-a – Le Comité stratégique

Il est composé de Monsieur François DELACHAUX, en qualité de Président, Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Secrétaire, Madame Marie DELACHAUX et Monsieur Stéphane DELACHAUX.

Ce comité a notamment pour objet d'évaluer et de donner au conseil d'administration son opinion sur les orientations stratégiques proposées par la société.

Au cours de l'exercice 2008, ce comité s'est réuni quatre fois. Le taux de présence a été de 100%.

Les travaux du Comité ont consisté à analyser les positions concurrentielles de chacune des activités et ses synergies avec les autres activités du groupe, à examiner les alternatives afin de déterminer et retenir les investissements et les choix pour le futur.

4-b - Le Comité d'audit

Il est composé de Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Président, Monsieur Michel SARAZIN en qualité de Secrétaire et Monsieur Patrick BOMMART.

Le comité d'audit a pour mission d'émettre un avis sur les méthodes comptables employées pour établir les comptes et sur l'organisation de l'audit interne du groupe. Il s'informe notamment auprès du Directeur Général, du Directeur Financier ainsi que des commissaires aux comptes de la société.

En outre, le Comité a entendu les conclusions des commissaires aux comptes sur les comptes. Il s'est assuré que les moyens mis en oeuvre par le Groupe

permettaient à ceux-ci de remplir leurs missions.

Ce comité s'est réuni 2 fois en 2008 (1 fois en avril pour l'examen des comptes de l'exercice 2008, 1 fois en août pour l'examen des comptes semestriels 2008). Le taux de présence a été de 100%.

4-c- Le Comité des Rémunérations

Il est composé de Madame Marie DELACHAUX, Secrétaire, Monsieur Patrick BOMMART et Monsieur Michel SARAZIN, Président.

Ce comité a notamment pour mission d'étudier et faire des propositions quant à la rémunération du Directeur Général, de proposer au Conseil des règles de répartition des jetons de présence et d'examiner toute question que lui soumettrait le Président et notamment les projets d'augmentation de capital réservées aux salariés.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni 4 fois en 2008. Le taux de présence a été de 100 %.

II – MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE ET LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Il est rappelé que le Conseil de la société a opté pour la séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général depuis 2004.

Le Conseil veille au respect de la gouvernance et notamment le respect de la limitation des pouvoirs respectifs du Conseil et de la Direction Générale tel que défini dans la Charte de gouvernance. Celle-ci ne prévoit pas de règles limitant strictement les pouvoirs du Directeur Général.

III- MISE EN ŒUVRE DES REGLES DE GOUVERNANCE ET REFERENCE A UN CODE DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration, sous la conduite du Président, a adopté depuis 2004 une Charte de gouvernance qui est également le Règlement intérieur du Conseil.

Les règles de fonctionnement du Conseil sont dans l'ensemble conformes aux pratiques recommandées par le «Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées» tel que défini par l'AFEP/MEDEF (www.medef.fr). Le Conseil regrette qu'il n'existe pas de Code adapté aux valeurs moyennes.

En comparant ses pratiques avec les recommandations du Code AFEP/MEDEF, le Conseil apporte les commentaires suivants :

- durée du mandat d'administrateur fixée à 6 ans (recommandation AFEP/MEDEF / 4 ans) : même si la durée des cycles dans l'industrie peuvent justifier une plus longue durée des mandats, ce point sera étudié par le Conseil et une modification des statuts éventuellement proposée à l'Assemblée des actionnaires.
- présence d'administrateurs indépendants : le Conseil est composé d'un tiers d'administrateurs indépendants et les critères d'indépendance retenus sont conformes à ceux du Code AFEP/MEDEF.
- le Conseil n'a pas de Comité des nominations. Il est envisagé de modifier la Charte de gouvernance sur ce point en ajoutant les missions d'un tel comité à celles du Comité des rémunérations qui serait renommé Comité des nominations et des rémunérations.
- évaluation des travaux du Conseil : il n'est pas procédé à une évaluation formelle de ses travaux par le Conseil. Celui-ci procédera à une première évaluation au cours de l'exercice 2009.
- contrat de travail du Directeur Général : la société n'a pas, à ce jour, mis en œuvre la recommandation de mettre fin au contrat de travail du Directeur Général qui a effectué la totalité de sa carrière au sein de l'entreprise. Le renouvellement de son mandat interviendra à l'issue de la prochaine Assemblée Générale.

IV- DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Introduction :

Dans le cadre de la poursuite de ses activités et de sa stratégie, le groupe DELACHAUX fait face à un certain nombre de risques et aléas, provenant de sources internes ou externes.

En vue d'y remédier, le groupe DELACHAUX a mis en place une organisation adaptée ainsi que des procédures dont l'objectif est d'identifier, de quantifier et de s'assurer que le groupe DELACHAUX s'est doté de moyens suffisants pour se prémunir de tels risques. L'objectif de cette structure est aussi de conforter l'entreprise dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels et stratégiques.

1) Objectifs du Groupe en matière de procédures de contrôle interne

Le contrôle interne fait partie intégrante de la stratégie du groupe DELACHAUX. Il s'applique dans toutes les filiales du groupe. Le Groupe a retenu le Guide de mise

en œuvre pour les valeurs moyennes et petites du cadre de référence AMF du contrôle interne et définit les politiques et procédures destinées à :

- veiller à ce que la réalisation des opérations effectuées au sein de l'entreprise soit conforme aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux orientations définies par le Conseil d'Administration et aux objectifs de la Direction Générale
- définir une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant de ressources et de compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou modes opératoires, des outils et des pratiques appropriées
- recenser, analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques
- garantir la qualité et la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion qui sont destinées aux organes sociaux de l'entreprise, aux autorités de contrôle, aux actionnaires et au public.

Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut donner une garantie absolue que des risques d'erreurs ou de fraudes aient été totalement éliminés ou maîtrisés.

2) Organisation du groupe

DELACHAUX S.A. est une société dont les actifs sont ceux de son activité industrielle propre dans les Métaux et la Conductique (l'activité Injection a été cédée en septembre 2008), ainsi que ses participations dans ses filiales; à côté de son activité industrielle directe, la maison mère a pour fonction de :

- définir et mettre en œuvre la stratégie du groupe,
- superviser la gestion des filiales (ressources humaines, communication, achats..),
- assurer les relations avec la communauté financière (banques, Bourse...),
- mettre en place et suivre des procédures communes (reporting, contrôle de gestion, comptabilité...).

Le groupe DELACHAUX est organisé en branches que sont le Ferroviaire, la Conductique (qui regroupe les divisions Energie (Conductix-Wampfler), Magnétisme et Câblerie) et les Produits Spéciaux (qui regroupe les divisions Métaux et Aciers spéciaux).

Chaque division est autonome et dispose d'une organisation opérationnelle propre (Direction Générale, Direction Financière, contrôle de gestion, etc.). La société mère est présente au Conseil

d'Administration ou Conseil de surveillance des principales filiales.

Le management des principales filiales opérationnelles du groupe DELACHAUX rapporte directement à la direction générale du groupe ou à la direction financière le cas échéant sur les sujets qui la concernent directement.

3) Composantes du dispositif de contrôle interne :

L'environnement de contrôle interne mis en œuvre par le Groupe est fondé sur :

- une organisation claire et appropriée à l'activité du groupe. Ainsi l'organisation en place est le reflet de la manière dont le groupe est géré, c'est-à-dire par métier : ferroviaire (avec trois business units : systèmes de fixation ; soudure et matériel), conductique (avec trois business units : énergie, magnétisme et câblerie), métaux et aciers spéciaux.

Les fonctions support (ressources humaines, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique) disposent par ailleurs des moyens nécessaires pour soutenir et contrôler l'ensemble des opérations du groupe, soit à partir du siège, soit à partir des principales filiales du groupe (Pandrol, Railtech International, Conductix-Wampfler AG, Conductix-Wampfler USA)

- des systèmes d'information adaptés aux activités et à l'organisation du groupe (déploiement SAP dans la division Energie ; utilisation d'autres ERP pour les autres activités)

- des outils et processus de gestion des ressources humaines permettant au Groupe de disposer des compétences nécessaires à la conduite de ses activités et à la réalisation de ses objectifs d'une part, et de veiller à l'évolution et à la formation continue de l'ensemble des collaborateurs d'autre part.

Les principaux acteurs du contrôle interne regroupent :

- les comités stratégiques, d'audit et des rémunérations mentionnés dans la première partie de ce rapport

- le comité de direction Groupe composé du Directeur Général, du Directeur Financier et des responsables des principales branches du groupe ; ce comité traite de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement du groupe et se réunit une fois par mois.

- le comité des fonctions centrales qui réunit outre les membres du comité de direction, les responsables des fonctions Ressources Humaines, Systèmes d'information et Juridique ; ce comité se réunit une fois

par mois pour une présentation par chaque fonction centrale des dossiers en cours.

- les comités de direction de chacune des activités du groupe au cours de laquelle sont abordés l'ensemble des sujets concernant l'activité; ces comités se réunissent une fois par mois, avec dans le cas du ferroviaire et de la conductique des réunions additionnelles trimestrielle ou semestrielle réunissant un nombre élargi de participants.

- le service de la qualité : le pilotage du système qualité est assuré par un service de la qualité présent dans chaque filiale à vocation industrielle et s'appuie sur les responsables de chaque établissement et filiale. Il fait l'objet d'un référentiel documentaire structuré, rassemblant les descriptions de processus ainsi que les procédures qualité.

La surveillance du système de la qualité s'exerce au travers d'un comité de pilotage des actions d'amélioration continue.

4) Evaluation et procédures de gestion des risques

Les procédures de contrôle interne s'inscrivent dans une perspective continue d'identification, d'évaluation et de gestion des risques susceptibles d'impacter la réalisation des objectifs définis par le groupe. L'évaluation des facteurs de risque contribue notamment à définir des activités de contrôle appropriées.

L'identification et analyse des risques sont de la responsabilité du comité de direction du groupe qui réunit autour du directeur général les directeurs des principales branches du groupe et le directeur financier.

Les principaux risques identifiés sont les suivants : les risques liés à l'environnement économique, les risques liés au développement de nouveaux produits, la responsabilité civile liée aux produits et services rendus et les risques des marchés financiers (change, intérêt, liquidité).

Il est rendu compte des principaux risques et de leurs modalités de gestion dans le Chapitre VII) «Facteurs de risques» du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

5) La gestion du contrôle interne :

La Direction Générale dispose d'outils divers pour superviser en permanence les activités du Groupe, tels que par exemple :

- le système de reporting mensuel permettant de suivre, d'analyser en permanence les réalisations de l'ensemble des unités du groupe et de prendre les décisions qui s'imposent. Une description détaillée de ce système est présentée dans le paragraphe suivant.
- les divers indicateurs de pilotage appuyant l'analyse des réalisations des différentes activités.

Par ailleurs, la Direction Générale analyse périodiquement la performance et la correcte application du système de contrôle interne dans les entités opérationnelles et les départements supports du groupe. Réalisées généralement par un contrôleur technique ou financier du siège, elles consistent principalement :

- à s'assurer de l'efficacité de l'organisation en fonction des objectifs fixés par le Groupe,
- à analyser la correcte application et la pertinence des procédures de contrôle interne et définir les plans d'amélioration,
- de façon générale, à identifier les risques inhérents à l'activité et évaluer les processus en place pour y remédier.

6) le contrôle de l'information comptable et financière :

Les activités de contrôle de l'information comptable et financière sont des éléments majeurs du contrôle interne. Elles s'appuient sur la revue des différents arrêtés de résultat et reporting établis par le groupe.

- Clôture des comptes

Toutes les sociétés du groupe DELACHAUX procèdent à des arrêtés de comptes dans les conditions légales les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Les comptes intermédiaires ou annuels ainsi que la liasse de consolidation sont audités par les commissaires aux comptes avant leur transmission au siège social pour traitement et production des comptes consolidés. Chaque arrêté donne lieu à une réunion de synthèse entre la direction du groupe et les directions des divisions visant à définir les options à retenir pour ces arrêtés.

Les comptes consolidés du groupe sont établis par sa direction financière selon les principes en vigueur et font l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes. La direction financière utilise le logiciel de consolidation Cartesis. A l'issue de ces arrêtés, il est procédé aux publications légales.

Le Groupe établit d'autre part une consolidation simplifiée au 31 mars et 30 septembre de chaque année.

- Reporting d'activité

Toutes les filiales du groupe DELACHAUX renseignent les tableaux de reporting, dont le format a été défini au siège, et qui comprennent notamment les indications d'activité sur la facturation, les prises de commandes et le carnet de commandes.

Ces tableaux de reporting transmis au siège social le cinq de chaque mois sont assortis des notes et commentaires nécessaires à leur analyse et à leur compréhension. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

- Reporting de résultat

Toutes les filiales du Groupe DELACHAUX établissent de façon mensuelle un compte de résultat selon le format défini par le siège ainsi qu'un bilan. Ces éléments, assortis des commentaires nécessaires à leur compréhension et analyse des écarts par rapport au budget, sont transmis au siège social le vingt de chaque mois. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

- Budget

La procédure budgétaire démarre en septembre et se termine mi-décembre avec la consolidation de l'ensemble des budgets, une actualisation des budgets étant réalisée au mois de juillet.

7) Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière des actionnaires :

Le Président du Conseil et le Directeur Général, aidés du Directeur Financier du groupe définissent la politique de communication financière. Après la validation des comptes semestriels et annuels par le Comité d'Audit, le Conseil d'Administration et les commissaires aux comptes du groupe, une réunion SFAF est organisée au cours de laquelle les résultats du groupe sont présentés. En outre, le groupe fait appel à des conseils extérieurs en matière juridique, fiscale et sociale.

8) Contrôle externe :

Des contrôles externes sont effectués par des organismes de certification, dès lors que la plupart des sociétés du Groupe sont certifiées iso 9001-2000 et que le système de management de la qualité du groupe est audité de manière périodique par un organisme extérieur.

Le Groupe Delachaux a entrepris une démarche de certification ISO 14001, en sachant qu'actuellement plusieurs sites du groupe sont déjà ISO 14001 et que l'objectif est de certifier la totalité des sites en ISO 14001 d'ici à trois ans.

9) Plan d'action pour l'exercice prochain :

Une direction du contrôle interne devrait être créée prochainement avec une première mission d'établissement d'une cartographie des risques. D'ici là les équipes de direction opérationnelles et fonctionnelles continueront à assurer l'identification des risques principaux du Groupe en vue de les analyser et de mettre en place les actions correctives et/ou modification de la stratégie à apporter.

V – PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Dans le cadre de leur mandat, les administrateurs ne perçoivent que des jetons de présence dont le montant global est fixé par l'Assemblée Générale. Leur répartition s'effectue, sur proposition du Comité des rémunérations, selon des critères de fréquence des réunions, d'assiduité et de participation ou de présidence de comités spécialisés.

Le Président effectue des missions dont la rémunération fait l'objet d'une convention réglementée soumise au Conseil et à l'approbation de l'Assemblée Générale

Le Directeur Général perçoit une rémunération incluant une part fixe et une part variable, ainsi que l'attribution d'actions gratuites. Elle fait l'objet d'une proposition par le Comité des rémunérations, révisée annuellement en fonction d'éléments de comparaison avec des sociétés similaires et des performances de la société. L'élément clef de la détermination de la part variable est le ratio résultat net sur chiffre d'affaires ; pour les actions gratuites, il existe des conditions d'attribution essentiellement liées à la progression du résultat net par action et du résultat opérationnel courant consolidé. Par ailleurs le Directeur Général bénéficie d'une « retraite chapeau » dont les caractéristiques et critères d'attribution sont en ligne avec les pratiques de marché.

Les informations relatives aux attributions gratuites d'action figurent dans le rapport de gestion.

VI MODALITES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE

La société n'a pas mis en œuvre de règles spécifiques quant à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale. Les informations figurant dans les statuts sur ce point sont disponibles sur le site de la société (www.delachaux.fr)

Le Président du Conseil d'Administration
François DELACHAUX

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Delachaux S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et à Courbevoie, le 24 avril 2009

Pour KPMG -KPMG AUDIT

Laurent GENIN - Associé

Département de KPMG S.A.

Pour MAZARS

Cyrille BROUARD - Associé

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DELACHAUX SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

L'information sectorielle présentée dans la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés n'est pas conforme aux dispositions de la norme IAS 14, qui exige la présentation d'un résultat sectoriel.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.20 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 20 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et à Courbevoie, le 24 avril 2009

Pour KPMG -KPMG AUDIT
Laurent GENIN

Pour MAZARS
Cyrille BROUARD

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 et L.225-42-1 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

• Avances financières consenties à des sociétés du Groupe

à la SAS RAOUL LENOIR

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 1 763 441 €
Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 83 302 €.

à la SAS TAMARIS INDUSTRIES

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 500 000 €
Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 2 136 €.

à la SAS DEVAUX WERTS

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 6 803 136 €
Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 0 €.

à la SAS HRT FRANCE

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 166 778 618 €
Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 9 151 544 €.

à la SAS FONDERIES NICOLAS

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 0 €
Intérêts facturés par votre société au titre de l'exercice : 8 408 €.

• Conventions de prestations administratives, comptables, informatiques et de direction générale

A ce titre, la facturation suivante a été réalisée par votre société pour l'exercice 2008 :

- RAOUL LENOIR :	270 900 € HT
- TAMARIS INDUSTRIES :	237.900 € HT
- FONDERIES NICOLAS :	69 300 € HT
- CONDUCTIX LTD (UK) :	59 000 € HT
- CONDUCTIX HAN FA (Chine) :	209 800 € HT
- CONDUCTIX COMES (Italie) :	131 000 € HT
- CONDUCTIX USA :	200 000 € HT
- CONDUCTIX Canada :	5 000 € HT
- CONDUCTIX GmbH (Allemagne) :	10 000 € HT
- MEC Italie :	112 000 € HT
- RAILTECH INTERNATIONAL :	637 400 € HT
- RAILWELD :	36 700 € HT
- RAILTECH CHINA :	211 900 € HT
- HRT UK (Pandrol) :	300 000 € HT
- RAILTECH SCHLATTER Systems :	17 700 € HT
- WAMPFLER Allemagne :	350 000 € HT
- CONDUCTIX Australie :	20 000 € HT
- SOGREPAR :	3 708 € HT
- SODELHO :	3 708 € HT

• Avances réciproques

Dans le cadre des conventions d'avances permanentes entre les sociétés du Groupe, les avances suivantes ont été consenties à votre société :

Par la SAS SOGREPAR

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 5 681 336 €
Intérêts facturés à votre société au titre de l'exercice : 208 733 €.

Par la SAS SODELHO

Montant de l'avance au 31/12/2008 : 757 957 €
Intérêts facturés à votre société au titre de l'exercice : 27 762 €.

• Prestations facturées par la société F.D PARTNERS

La société F.D PARTNERS, société de conseil et d'assistance, met à la disposition de DELACHAUX S.A ses services et prestations, incluant l'activité de Président du Conseil d'Administration de Monsieur François DELACHAUX.

Le montant des prestations facturées à ce titre à votre société par la société F.D PARTNERS en 2008 s'élève à 338 464 € HT.

• **Conventions d'intégration fiscale entre DELACHAUX SA et ses filiales françaises**

En 2006, les conventions d'intégration fiscales entre la société DELACHAUX SA et ses filiales françaises, applicable pour la première fois en 2004, ont fait l'objet :

- d'un avenant pour les sociétés déjà incluses dans l'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2004, soit les sociétés HRT FRANCE, TAMARIS INDUSTRIES, RAOUL LENOIR, DEVAUX WERTS et FONDERIES NICOLAS.
- de nouvelles conventions pour les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL et RAILWELD SOTIF applicables à dater du 1er janvier 2006.

Ces avenants et conventions prévoient l'indemnisation, dans certaines conditions, par DELACHAUX SA des surcoûts fiscaux éventuels liés à la sortie du groupe d'intégration fiscale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements non autorisés préalablement

Nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements soumis aux dispositions de l'article L.225-42 du Code de commerce.

En application de l'article L. 823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que ces conventions et engagements n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions et engagements ainsi que les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

• **Avances financières consenties à des sociétés du Groupe**

Administrateur concerné

M. Jean-Pierre COLLIAUT, directeur général de la société DELACHAUX SA.

Nature et objet des conventions

Prêts et avances accordés par DELACHAUX S.A. aux sociétés HRT UK, WAMPFLER AG et WAMPFLER Singapour.

Modalités

Un prêt de 4 000 000 euros a été octroyé à la société HRT UK pour le financement de l'acquisition de la société suédoise ROSENQVIST. Les intérêts au titre de 2008 s'élèvent à 21 736 €.

DELACHAUX SA a consenti un prêt de 6 000 000 euros à la société WAMPFLER AG. Le solde de ce prêt est de 1 000 000 € au 31 décembre 2008 et les intérêts générés sur l'exercice sont de 209 835 €.

Le montant des avances en compte courant consenties à la société WAMPFLER Singapour en 2008 est de 21 488 €. Cette avance n'a pas donné lieu à facturation d'intérêt en 2008.

• **Cession de la division Injection**

Administrateur concerné

M. Stéphane DELACHAUX : Président de RUNIPSYS Europe et administrateur de DELACHAUX S.A.

Nature et objet de la convention

Cession de la division Injection à RUNIPSYS Europe.

Modalités

Par une convention entrant en vigueur le 20 septembre 2008 la société DELACHAUX SA a cédé sa division Injection à RUNIPSYS Europe pour un prix total de 1 569 000 €.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 11 février 2009, votre conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Les conventions, ci-dessus, n'ont pas, par simples omissions, fait l'objet d'une autorisation préalable par votre Conseil d'Administration et seront présentées à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2008.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et à Courbevoie, le 24 avril 2009

Pour KPMG - KPMG AUDIT
Laurent GENIN

Pour MAZARS
Cyrille BROUARD

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société Delachaux S.A.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Delachaux S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
 - d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.
- Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Par ailleurs, notre lecture du rapport du président du conseil d'administration nous conduit à signaler le point suivant : parmi les points de divergences entre ses pratiques et les recommandations du code AFEP/MEDEF, le conseil d'administration n'a pas indiqué qu'il ne se conforme pas à l'ensemble des recommandations relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et n'en a pas expliqué les raisons.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense, le 24 avril 2009

Pour KPMG - KPMG AUDIT
Laurent GENIN - Associé
Département de KPMG S.A.

Pour MAZARS
Cyrille BROUARD - Associé

PROJET DU TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 5 JUIN 2009

RESOLUTIONS A TITRE ORDINAIRE

* PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

Elle prend acte de la prise en compte de 116.869 euros de charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts.

* DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

* TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice écoulé s'élève à 21.049.999,30€, approuve l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration. En conséquence, elle décide de l'affectation des résultats suivante :

Le résultat disponible distribuable atteint 79.203.291,09 €, se décomposant comme suit :

Bénéfice de l'exercice	21.049.999,30 €
Report à nouveau	58.153.291,79 €
Résultat disponible	79.203.291,09 €
Affectation à la réserve légale	0 €
Résultat distribuable	79.203.391,09 €

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de 0,85 € par action en hausse de 13% par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

- Attribution d'un dividende de **0,85 €** par action
soit **11.028.521,35 €**

Solde que nous proposons d'affecter en report à nouveau **68.174.769,74 €**

La mise en paiement du dividende interviendra à compter du 6 juillet 2009.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de 0,85 euro par action à distribuer est éligible à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

* QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 0,85 euro par action le montant du dividende revenant à chaque action au titre de l'exercice 2008. Ce dividende sera payable à partir du 6 juillet 2009.

L'Assemblée Générale a pris acte de ce que les dividendes des trois derniers exercices se sont respectivement élevés aux montants suivants (division du nominal par 5 intervenue en juillet 2006) :

- En 2008 sur l'exercice 2007 à 0.75 euro par action
- En 2007 sur l'exercice 2006 à 0.60 euro par action
- En 2006 sur l'exercice 2005 à 1.75 euro par action

* CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes concernant les opérations visées par l'article 225.38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions mentionnées dans ledit rapport.

* SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur François DELACHAUX est arrivé à échéance et décide de le renouveler pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2015 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

* SEPTIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :

- de la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions

des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou

- de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou

Ce programme serait également destiné à permettre à la société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1.297.473 titres) composant le capital de la société, qui est de 12.974.731 actions.
- le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat, de vente ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par remise d'actions par suite de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la

société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 60 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente assemblée et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente assemblée générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente assemblée. Le prix minimum de vente sera de 30 euros par action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 77.848.380 euros.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en oeuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

* HUITIEME RESOLUTION

En 2009, l'Assemblée Générale fixe à 150.000 euros le montant global des jetons de présence pour l'exercice 2008 (montant inchangé depuis 3 ans).

* NEUVIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités relatives aux résolutions prises à titre ordinaire.

RESOLUTIONS A TITRE EXTRAORDINAIRE

* PREMIERE RESOLUTION

(à titre extraordinaire)

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de porter l'âge limite applicable à toute personne physique assurant les fonctions de président du conseil d'administration et de modifier l'article 11 I des statuts dont la nouvelle rédaction sera ainsi libellée :

« ARTICLE 11 – Organisation et délibération du conseil

I- Président

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Pour l'exercice de ses fonctions, le président du conseil d'administration doit être âgé de moins de 72 ans.

Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge aura été atteinte, le président du conseil d'administration sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau président dans les conditions prévues au présent article.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs Vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le Vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le Vice-

président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les Vice-présidents et le Secrétaire peuvent toujours être réélus.

Le conseil d'administration peut révoquer à tout moment le président. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président.

En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée : elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président. »

* DEUXIEME RESOLUTION

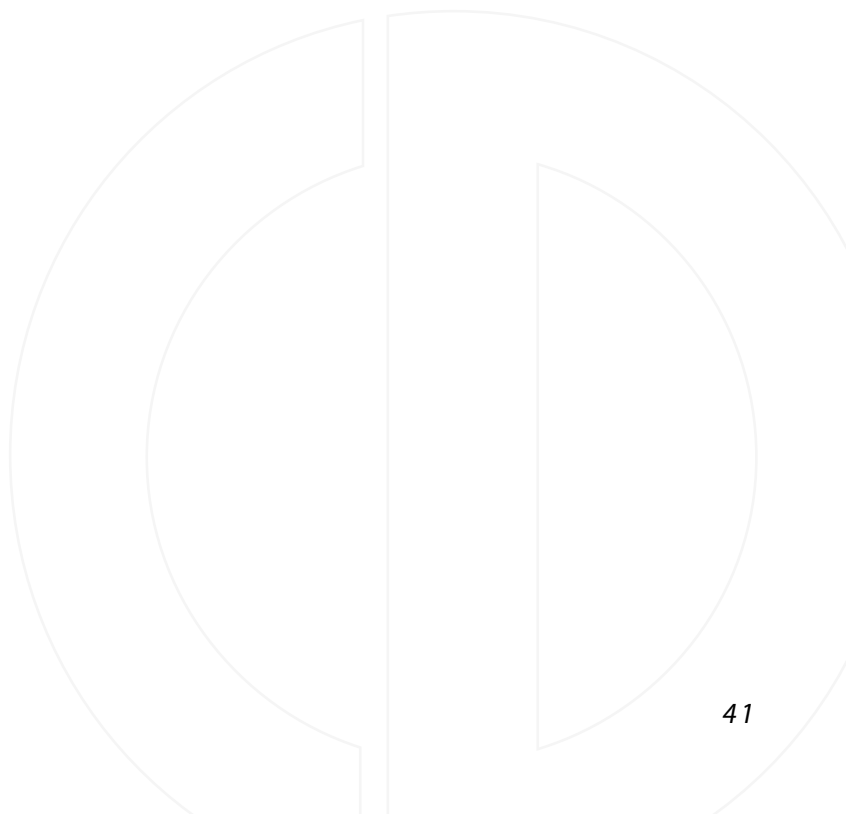
(à titre extraordinaire)

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement des formalités requises.

COMPTES
CONSOLIDÉS
2 0 0 8
GROUPE DELACHAUX

(chiffres en milliers d'euros)



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2008	2007 (*)
Chiffre d'affaires	(8)	775 623	648 629
Autres produits de l'activité		1 545	2 263
Achats consommés	(9)	(427 193)	(347 177)
Variation des stocks de produits en cours et finis	-	12 203	8 809
Charges de personnel	(10)	(125 028)	(121 316)
Charges externes		(119 524)	(96 855)
Impôts et taxes		(6 665)	(5 412)
Dotations aux amortissements	(11)	(8 662)	(8 516)
Dotations aux dépréciations et provisions	(12)	(5 664)	(4 345)
Reprises de dépréciations et provisions	(12)	4 672	5 029
Résultat opérationnel courant		101 307	81 109
Autres produits opérationnels	(13)	228	(41)
Autres charges opérationnelles	(13)	(263)	(99)
Résultat opérationnel		101 272	80 969
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(14)	2 598	2 723
Coût de l'endettement financier brut	(14)	(9 628)	(11 015)
Coût de l'endettement financier net		(7 030)	(8 292)
Autres produits financiers	(15)	1 852	6 090
Autres charges financières	(15)	(3 129)	(3 025)
Autres produits et charges financières		(1 277)	3 065
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(17)	1 963	2 353
Impôts sur le résultat	(16)	(28 092)	(24 440)
Résultat net des activités poursuivies		66 836	53 655
Résultat net des activités abandonnées	(5)	(638)	(1 715)
Résultat net		66 198	51 940
Part du Groupe dans le résultat net		65 532	51 586
Intérêts minoritaires / Résultat net	(18)	666	354
<i>Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	<i>5,15</i>	<i>4,24</i>
<i>Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	<i>5,12</i>	<i>4,22</i>
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	(19)	<i>5,05</i>	<i>4,08</i>
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	(19)	<i>5,02</i>	<i>4,05</i>

(*) Présentation tenant compte du reclassement en 2007 de l'activité Injection en activité abandonnée.

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)	Notes	2008	2007
Goodwill	(20)	297 904	318 654
Immobilisations incorporelles	(21)	3 083	2 453
Immobilisations corporelles	(22)	53 910	55 223
Participations mises en équivalence	(23)	1 175	1 458
Actifs financiers disponibles à la vente	(24)	4 021	5 896
Autres actifs financiers	(25)	416	691
Actifs d'impôts différés	(26)	6 557	6 715
Actifs non courants		367 066	391 090
Stocks et en-cours	(27)	125 813	101 812
Clients	(28)	167 723	136 639
Actifs d'impôts exigibles		172	705
Autres créances	(29)	13 297	15 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(30)	84 914	94 763
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(31)	2 038	979
Actifs courants		393 957	349 998
TOTAL DE L'ACTIF CONSOLIDÉ		761 023	741 088
PASSIF CONSOLIDÉ (en milliers d'euros)	Notes	2008	2007
Capital	(32)	8 304	8 304
Réserves liées au capital	(32)	98 548	98 548
Réserves consolidées		251 947	209 125
Résultat consolidé		65 532	51 586
Réserves de conversion	(33)	(50 406)	(19 069)
Capitaux propres – Part du groupe		373 925	348 494
Intérêts minoritaires	(34)	3 271	2 956
Capitaux propres consolidés	(35)	377 196	351 450
Provisions	(36)	21 749	20 576
Passifs d'impôts différés	(37)	5 784	4 275
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	(38)	134 847	157 448
Autres passifs non courants	(39)	3 323	3 677
Passifs non courants		165 703	185 976
Fournisseurs		113 742	96 812
Passifs d'impôts exigibles		3 992	5 740
Autres dettes	(40)	50 017	57 594
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	(38)	47 277	39 356
Instruments financiers dérivés	(41)	1 017	
Provisions	(36)	2 079	4 160
Passifs courants		218 124	203 662
TOTAL DU PASSIF CONSOLIDÉ		761 023	741 088

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2008	2007
Résultat net consolidé des activités poursuivies		66 836	53 655
Résultat net consolidé des activités abandonnées		(638)	(1 715)
Quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence		(1 963)	(2 352)
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence		2 023	2 054
Dotation nette aux amortissements		8 560	8 466
Dotation nette aux provisions		1 116	(953)
Valeurs nettes des cessions d'immobilisations		444	484
Produits des cessions d'immobilisations		(220)	(3 395)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		1 011	1 179
Flux liés aux activités abandonnées		40	799
Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)		77 209	58 222
<i>(dont au titre des activités poursuivies)</i>		<i>77 807</i>	<i>59 138</i>
Coût de l'endettement financier net		6 945	8 210
Charge d'impôt (exigible et différé)		28 212	25 119
Flux liés aux activités abandonnées		(211)	(761)
Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)		112 155	90 790
Intérêts payés		(6 773)	(7 873)
Impôts sur le résultat payés		(27 905)	(25 328)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		(34 537)	(12 837)
Flux liés aux activités abandonnées		1 072	1 915
Flux de trésorerie généré par l'activité		44 012	46 667
<i>(dont flux généré par activités poursuivies)</i>		<i>43 749</i>	<i>46 429</i>
Acquisition de sociétés consolidées, trésorerie acquise déduite		(17 535)	(110 270)
Acquisitions d'immobilisations		(11 353)	(8 908)
Cessions d'immobilisations		220	3 395
Autres flux liés aux opérations d'investissement	(42)	338	(6 338)
Flux liés aux activités abandonnées		(261)	(656)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		(28 591)	(122 777)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(9 731)	(7 753)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		(272)	(570)
Augmentations de capital			95 259
Emissions d'emprunts et variations des instruments dérivés		6 915	117 163
Remboursements d'emprunts		(21 560)	(119 259)
Autres flux liés aux opérations de financement		(470)	
Flux liés aux activités abandonnées		(727)	6 543
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(24 905)	91 383
Incidence des variations des cours des devises		(829)	(1 166)
Variation nette de la trésorerie nette		(10 313)	14 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(30)	94 762	75 054
Soldes débiteurs et découverts bancaires à l'ouverture	(38)	(22 402)	(16 801)
Trésorerie nette à l'ouverture		72 360	58 253
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(30)	84 914	94 762
Soldes débiteurs et découverts bancaires à la clôture	(38)	(22 867)	(22 402)
Trésorerie nette à la clôture		62 047	72 360
Variation nette de la trésorerie nette		(10 313)	14 107

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

(directement en capitaux propres et résultat de la période)

(en milliers d'euros)	2008	2007
Ecarts de conversion	(31 345)	(18 447)
Gains/pertes sur instruments financiers de couverture	17	596
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(1 236)	(2 230)
Réévaluation des immobilisations	28	143
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(32 536)	(19 938)
Résultat de la période	66 198	51 940
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	33 662	32 002
- part revenant aux actionnaires de la société	33 013	31 717
- part revenant aux intérêts minoritaires	649	285

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Résultat affecté directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2006	6 892	4 949	213 215	3 318	228 374	2 944	231 318
Distributions de dividendes			(7 753)		(7 753)	(570)	(8 323)
Augmentation de capital	1 412	93 598	(33)		94 977	297	95 274
Charges/paiements fondés sur des actions				1 179	1 179		1 179
Total transactions avec les actionnaires	1 412	93 598	(7 786)	1 179	88 403	(273)	88 130
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(19 869)	(19 869)	(69)	(19 938)
Résultat consolidé de l'exercice 2007			51 586		51 586	354	51 940
Total des produits et charges de l'exercice			51 586	(19 869)	31 717	285	32 002
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2007	8 304	98 547	257 015	(15 372)	348 494	2 956	351 450
Distributions de dividendes			(9 731)		(9 731)	(274)	(10 005)
Augmentation/ Réduction de capital						(60)	(60)
Charges/paiements fondés sur des actions				2 149	2 149		2 149
Total transactions avec les actionnaires			(9 731)	2 149	(7 582)	(334)	(7 916)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(32 519)	(32 519)	(17)	(32 536)
Résultat consolidé de l'exercice 2008			65 532		65 532	666	66 198
Total des produits et charges de l'exercice			65 532	(32 519)	33 013	649	33 662
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2008	8 304	98 547	312 816	(45 743)	373 925	3 271	377 196

DELACHAUX SA

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

DU 31 DÉCEMBRE 2008

SOMMAIRE

I INFORMATIONS GÉNÉRALES

- Note 1** Renseignements de caractère général
- Note 2** Faits significatifs de l'exercice 2008
- Note 3** Principes et méthodes comptables
- 3.1 Déclaration de conformité au référentiel IFRS
- 3.2 Principes de consolidation
- 3.3 Monnaies étrangères
- 3.4 Instruments financiers dérivés
- 3.5 Produits des activités
- 3.6 Charges des contrats de location
- 3.7 Présentation du résultat consolidé
- 3.8 Impôts sur le résultat
- 3.9 Résultat net d'impôt des activités abandonnées
- 3.10 Intérêts minoritaires
- 3.11 Résultats nets consolidés par action
- 3.12 Goodwill
- 3.13 Immobilisations incorporelles
- 3.14 Immobilisations corporelles
- 3.15 Placements
- 3.16 Actifs et passifs courants et non courants
- 3.17 Actifs et passifs d'impôts différés
- 3.18 Stocks et en-cours de production
- 3.19 Créances
- 3.20 Dépréciation d'actifs
- 3.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 3.22 Provisions
- 3.23 Avantages du personnel
- 3.24 Passifs éventuels
- 3.25 Emprunts portant intérêts
- 3.26 Dettes
- 3.27 Informations sectorielles
- 3.28 Actifs non courants détenus en vue de la vente - actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées
- 3.29 Intégration fiscale
- Note 4** Périmètre de consolidation
- 4.1 Evolution du périmètre de consolidation
- 4.2 Liste des sociétés consolidées et méthodes de consolidation

II INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- Note 5** Activités abandonnées
- 5.1 Résultat net consolidé des activités abandonnées
- 5.2 Variation de trésorerie des activités abandonnées
- Note 6** Informations sectorielles
- 6.1 Premier niveau – Secteurs d'activité
- 6.2 Second niveau – Secteurs géographiques
- Note 7** Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

III NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

- Note 8** Chiffre d'affaires
- Note 9** Achats consommés
- Note 10** Frais de personnel
- Note 11** Dotations aux amortissements

- Note 12** Dotations / Reprises dépréciations et provisions
- Note 13** Autres produits et charges opérationnels
- Note 14** Coût de l'endettement financier
- Note 15** Autres produits et charges financiers
- Note 16** Impôts sur le résultat
- 16.1 Répartition de la charge d'impôts
- 16.2 Analyse de la charge d'impôt
- Note 17** Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence
- Note 18** Intérêts minoritaires
- Note 19** Résultats nets consolidés par action

IV NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDÉ

BILAN ACTIF CONSOLIDÉ

- Note 20** Goodwill
- Note 21** Immobilisations incorporelles
- Note 22** Immobilisations corporelles
- Note 23** Titres des sociétés mises en équivalence
- Note 24** Actifs financiers disponibles à la vente
- Note 25** Autres actifs financiers
- Note 26** Actifs d'impôts différés
- Note 27** Stocks et en-cours
- Note 28** Clients
- Note 29** Autres créances
- Note 30** Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 31** Actifs classés comme détenus en vue de la vente

BILAN PASSIF CONSOLIDÉ

- Note 32** Capital
- Note 33** Réserves de conversion
- Note 34** Intérêts minoritaires
- Note 35** Capitaux propres consolidés
- Note 36** Provisions
- Note 37** Passifs d'impôts différés
- Note 38** Emprunts et dettes financières
- Note 39** Autres passifs non courants
- Note 40** Autres dettes
- Note 41** Instruments financiers dérivés

V AUTRES NOTES EXPLICATIVES

- Note 42** Rubrique «Autres flux liés aux opérations d'investissement» du tableau des flux de trésorerie
- Note 43** Instruments financiers
- 43.1 Valeur comptable des différentes catégories d'instruments
- 43.2 Opérations de couverture
- 43.3 Nature, étendue et gestion des risques
- Note 44** Avantages du personnel
- Note 45** Passifs éventuels
- Note 46** Engagements hors bilan
- 46.1 Locations
- 46.2 Autres engagements donnés
- 46.3 Engagements reçus
- Note 47** Transactions avec les parties liées
- Note 48** Honoraires Commissaires aux comptes
- Note 49** Effectif

I INFORMATIONS GENERALES

NOTE 1 RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

DELACHAUX SA, la « Société », est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français domiciliée en France. Ses actions sont négociées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment B) sous le code ISIN FR 0000032195.

Son siège social est situé 119, rue Louis Roche – BP 152 – 92231 Gennevilliers Cedex.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, le « Groupe » ou le « groupe Delachaux », désigne DELACHAUX SA, ses filiales et ses entreprises associées.

Les états financiers consolidés de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 incluent :

- le résultat consolidé sur la performance financière,
- le bilan consolidé sur la situation financière,
- le tableau de variation des capitaux propres consolidés,
- le tableau des flux de trésorerie consolidés,
- l'état des produits et charges comptabilisés au titre de l'exercice,
- ainsi que les présentes notes annexes.

Les données de l'exercice 2007 sont présentées à titre de comparatif.

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 2 avril 2009. Les actionnaires de la Société ont le pouvoir de modifier ces états financiers soumis à leur approbation lors de l'Assemblée Générale Annuelle.

NOTE 2 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2008

- Dans le cadre de l'intégration du groupe Wampfler qui avait été acquis le 3 janvier 2007, il a été créé en 2008 une marque commune Conductix-Wampfler et les filiales ex-Delachaux et ex-Wampfler ont été fusionnées aux Etats-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Australie et en Italie.

- Le groupe Delachaux, par l'intermédiaire de sa filiale Pandrol International a racheté à la date du 1/12/08 la société suédoise Rosenqvist, spécialisée dans la fabrication d'équipements de pose mécanisée de systèmes de fixation ; cette acquisition a pour but de compléter l'offre du groupe en terme de solution complète d'installation de systèmes de fixation.

- Diverses filiales ont par ailleurs été créées en Russie, en Algérie, au Maroc et à Singapour dans le cadre de la stratégie de développement du groupe sur les marchés émergents.

- DELACHAUX SA a cédé l'activité Injection à la date du 30 septembre 2008 ; la cession de cette activité s'inscrit dans la stratégie du groupe de se recentrer sur ses principaux métiers (voir en note n°5 l'impact sur les comptes 2007 du reclassement en 2007 de l'activité Injection en activité abandonnée).

NOTE 3 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis en conformité avec le référentiel « International Financial Reporting Standard » tel qu'adopté au niveau européen.

3.1 Déclaration de conformité au référentiel IFRS

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux bases de préparation suivantes, prévues par la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception :

- des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur,
- et des passifs relatifs aux avantages du personnel évalués selon la méthode des unités de crédit projetées.

Normes, amendements et interprétations adoptés dans l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008

Les nouveaux textes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2008 n'ont pas d'incidence sur les états financiers établis pour la période close au 31 décembre 2008.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 ou postérieurement au 1er janvier 2009

Les incidences des normes suivantes sont en cours d'examen :

- norme IFRS 8, relative à l'information sectorielle. Le Groupe n'a pas appliqué ce texte par anticipation.
- norme IAS 23 révisée « coûts d'emprunts » applicable à compter du 1er janvier 2009, prévoit la capitalisation obligatoire des coûts d'emprunts dans la valeur comptable des actifs, pour les projets d'investissement démarrant à compter de cette date.
- norme IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009,
- norme IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.

La préparation des états financiers nécessite, de la part de Delachaux de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont notamment l'évolution des engagements envers le personnel, le goodwill et les provisions.

3.2 Principes de consolidation

Les principes de consolidation sont énoncés dans la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » et la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées ».

(i) Périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Conformément à la norme IAS 27, le contrôle exclusif s'entend par la détention de plus de la moitié des droits de vote ou par tout autre moyen de contrôle de la société.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce une influence notable sur les politiques

financières et opérationnelles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prise en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif, sauf à ce que l'impact soit non significatif pour ce qui concerne le compte de résultat dans le cas des acquisitions réalisées en fin d'exercice.

Les sociétés du Groupe DELACHAUX qui sont consolidées sont répertoriées à la note 4.2.

(ii) Procédures de consolidation

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date ou sur la base d'une situation décalée de moins de trois mois par rapport à la date de consolidation et ajustée en conséquence. Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le résultat de sortie d'une filiale consolidée est comptabilisé dans le résultat consolidé pour la différence entre le produit de la cession et la valeur comptable de la filiale dans les comptes consolidés, y compris les réserves de conversion comptabilisées à compter du 1er janvier 2004 pour une filiale étrangère.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

(iii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Les écritures enregistrées dans les comptes individuels des filiales consolidées pour la seule application des

dispositions fiscales sont également éliminées. A ce titre, sont notamment reprises sur les réserves et le résultat consolidés les provisions pour amortissements dérogatoires pour leurs montants nets d'impôt.

3.3 Monnaies étrangères

La comptabilisation des transactions en monnaies étrangères ainsi que la conversion des états financiers des activités à l'étranger est traitée par la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères».

(i) Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

(ii) Etats financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période approchant les cours de change aux dates de transaction.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en «Réserves de conversion», composante distincte des capitaux propres, et dans les intérêts minoritaires. Ce traitement est appliqué de manière prospective à compter du 1er janvier 2004. Les réserves de conversion accumulées au 31 décembre 2003 ont été reclassées dans les réserves consolidées au 1er janvier 2004 en application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

3.4 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêts résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction. Cependant, les instruments dérivés qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments spéculatifs.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêts et du risque de crédit des contreparties du swap.

3.5 Produits des activités

La norme IAS applicable est IAS 18 «Produits des activités ordinaires».

Le chiffre d'affaires essentiellement lié à la vente de produits manufacturés est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Généralement, le transfert intervient lors de la livraison au client. Les produits relatifs aux prestations de services rendues sont enregistrés lors de leurs réalisations.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de la vente et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

3.6 Charges des contrats de location

Les modalités de comptabilisation des charges relatives aux contrats de location sont énoncées dans la norme IAS 17 «Contrats de location».

(i) Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

(ii) Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre charge

financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

3.7 PRÉSENTATION DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(i) Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme un des indicateurs de performance. Cet agrégat correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels qui comprennent principalement :
 - . des profits et des pertes sur des éléments d'actifs immobilisés
 - . des provisions couvrant d'éventuels événements inhabituels, anormaux, et peu fréquents visés dans le Cadre conceptuel du référentiel IFRS
- des éléments de produits et de charges financiers ;
- de l'impôt sur le résultat (exigible et différé) ;
- du résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

(ii) Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie :
 - . *produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie*
 - . *résultats de cession d'équivalents de trésorerie*
- le coût de l'endettement financier brut, soit les charges d'intérêts sur opérations de financement.

(iii) Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent :

- les dividendes
- les profits et pertes sur cession de titres non consolidés
- les dépréciations des titres non consolidés
- les produits et les charges d'actualisation, et notamment ceux relatifs aux avantages du personnel à long terme
- les autres produits et charges financiers.

38 Impôts sur le résultat

Les dispositions relatives aux impôts sur le résultat sont contenues dans la norme IAS 12.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé

en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- la comptabilisation initiale du goodwill
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un rapprochement de la charge d'impôt théorique avec la charge d'impôt consolidée est présenté à la note 20.

3.9 Résultat net d'impôt des activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées», le Groupe présente sur cette ligne du compte de résultat le résultat des activités abandonnées, somme du résultat après impôt, du résultat de cession et d'éventuelles dépréciations.

3.10 Intérêts minoritaires

Conformément à la norme IAS 27 «Etats financiers consolidés et individuels», les intérêts minoritaires figurent au bilan consolidé sur une ligne spécifique. Ils comprennent notamment :

- leur quote-part dans l'actif net et le résultat net consolidés
- leur part dans les écarts de conversion résultant de la conversion des comptes des entités étrangères selon la méthode du cours de clôture, et
- leur part dans écarts de réévaluation.

Le compte de résultat enregistre leur quote-part dans le résultat net consolidé.

Les intérêts minoritaires débiteurs sont attribués

au Groupe, sauf si les actionnaires minoritaires ont l'engagement et la capacité à couvrir leur quote-part de pertes.

3.11 Résultats nets consolidés par action

Le mode de calcul des résultats nets consolidés par action est énoncé dans la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Le calcul des actions dilutives est réalisé selon la méthode du rachat d'actions.

3.12 Goodwill

Conformément à la norme IFRS 3, tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Lors de la première consolidation des entités acquises après le 1er janvier 2004, le Groupe procède, dans un délai n'excédant pas les douze mois suivant la date d'acquisition, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs acquis, passifs éventuels).

L'excédent du coût d'acquisition des titres sur la quote-part revenant au Groupe dans le total des actifs et passifs acquis et des passifs éventuels valorisés à leur juste valeur est inscrit sous la rubrique «Goodwill».

Chaque goodwill est alloué, au plus tard à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition, aux différentes unités génératrices de trésorerie bénéficiant du regroupement d'entreprises.

S'agissant des filiales étrangères, le goodwill est assimilé à des actifs de l'entité étrangère elle-même. Dès lors, le goodwill dégagé en monnaie étrangère au titre de l'entité par l'entité détentrice des titres est converti, comme tous les autres actifs et passifs de l'entité détenue, au cours de clôture. Ainsi, les montants des goodwill évoluent en fonction des variations des cours et participent à la variation des réserves de conversion.

Dans les cas où la part d'intérêts du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels excède le coût du regroupement d'entreprises (goodwill négatif), il est procédé à :

- la vérification de l'identification et de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, ainsi que l'évaluation du coût du regroupement d'entreprises ; et

- la comptabilisation immédiate en résultat de tout excédent résiduel après cette vérification.

Ultérieurement, les goodwill sont évalués à leur coût, diminués des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. Ces actifs incorporels ne sont plus amortis depuis le 1er janvier 2004 mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum annuel conformément à la norme IAS 36 révisée (voir méthode comptable décrite à la Note 3.20 de la présente annexe).

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel dans les «Autres produits et charges opérationnels».

Pour chacune des acquisitions antérieures au 1er janvier 2004, le goodwill a été maintenu à son coût présumé représentant la valeur nette comptable comptabilisée selon le référentiel comptable précédent (règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable). Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant cette date n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS à la date de transition conformément à l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

3.13 Immobilisations incorporelles

La norme applicable concernant les immobilisations incorporelles est la norme IAS 38.

(i) Actifs

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

(ii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

(iii) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée.

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mise en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Brevets de 5 à 20 ans
- Logiciels 3 ans

3.14 Immobilisations corporelles

Les normes applicables concernant les immobilisations corporelles sont les normes IAS 16 et IAS 17 «Contrats de location».

(i) Actifs dont le Groupe est propriétaire

Une immobilisation corporelle est évaluée au coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

Le coût des immobilisations corporelles réévaluées à la juste valeur antérieurement au 1er janvier 2004, date de la transition aux IFRS, correspond au montant historique réévalué.

Le coût des autres immobilisations corporelles existantes au 1er janvier 2004 correspond au montant de leur valeur nette comptable au 31 décembre 2003. Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

(ii) Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement conformément à la norme IAS 17.

Comptabilisation initiale

Au début de la période de location, les contrats de location-financement sont enregistrés à l'actif et au passif pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location

déterminées, pour chaque bien, au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, est le taux d'intérêt implicite du contrat de location si celui-ci peut être déterminé. A défaut, le taux d'emprunt marginal du groupe est utilisé.

Comptabilisation ultérieure

Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette financière (voir Note 3.6 de la présente annexe).

La méthode d'amortissement et de dépréciation des actifs loués est cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède le groupe. La dotation aux amortissements est calculée selon IAS 16 «Immobilisations corporelles». La durée d'amortissement est limitée à la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'amortissement normale de l'immobilisation.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs» (voir Note 3.20 de la présente annexe).

(iii) Coûts ultérieurs

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

(iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions 20 à 30 ans
 - Agencements et aménagements 10 ans
 - Outillages 4 ans
 - Installations techniques et matériels industriels 5 à 8 ans
- La valeur résiduelle est révisée annuellement.

3.15 Placements

(i) Instruments financiers

La norme IFRS applicable en matière d'instruments financiers est la norme IAS 39.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat consolidé.

Les autres instruments financiers détenus par le Groupe sont classés en tant que disponibles à la vente et évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé directement en capitaux propres, à l'exception du montant des pertes de valeur comptabilisé en résultat. Lorsque ces placements sont décomptabilisés, le cumul des profits et pertes comptabilisé antérieurement directement en capitaux propres est comptabilisé en résultat.

La juste valeur des instruments financiers classés en instruments financiers détenus à des fins de transaction est le cours acheteur à la date de clôture. La juste valeur des instruments financiers classés en tant que disponibles à la vente résulte de l'évaluation pratiquée par le Groupe, ces actifs n'étant pas cotés.

Les instruments financiers sont comptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les acheter. Les instruments financiers sont décomptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les vendre.

(ii) Immeubles de placement

La définition, la comptabilisation et l'évaluation des immeubles de placement sont énoncées dans la norme IAS 40.

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital. Initialement les immeubles de placement sont évalués à leur coût, frais d'acquisition inclus. Le Groupe a retenu l'option d'évaluer et de comptabiliser les immeubles de placement au coût historique diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

3.16 Actifs et passifs courants et non courants

La présentation des actifs et des passifs en éléments courants et non courants est définie par la norme IAS 1 «Présentation des états financiers».

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe hors actifs d'impôts différés, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et équivalents

de trésorerie disponible et les actifs financiers de transaction constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe hors passifs d'impôts différés ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des éléments courants. Tous les autres passifs sont non courants.

3.17 Actifs et passifs d'impôts différés

Les règles concernant les actifs et passifs d'impôts différés sont décrites dans la norme IAS 12 «Impôt sur le résultat».

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'impôt supplémentaire qui résulte de la distribution de dividendes est comptabilisé lorsque les dividendes à payer sont comptabilisés au passif.

Quelle que soit leur date d'échéance de reversement ou de recouvrement, les passifs et actifs d'impôts différés sont présentés dans les éléments non courants du bilan.

3.18 Stocks - En-cours de production et produits finis

Les règles d'évaluation et de présentation relatives aux stocks, en-cours de production et produits finis sont contenues dans la norme IAS 2.

(i) Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen d'achat pondéré ou selon la méthode du premier entré-premier sorti lorsque cette méthode se révèle plus appropriée compte tenu de la nature de l'activité. Le coût comprend les coûts d'acquisition et les coûts encourus pour les amener à l'endroit où ils se trouvent.

(ii) **En-cours de production et produits finis**

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à un coût de revient complet usine qui comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondée sur la capacité normale de production.

(iii) **Dépréciation**

Les stocks, en-cours de production et produits finis sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.19 **Créances**

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

3.20 **Dépréciation d'actifs**

Les dispositions relatives à la dépréciation des goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles sont décrites dans la norme IAS 36. Les règles d'évaluation des immobilisations financières et des créances émises sont contenues dans la norme IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation ».

(i) **Principes généraux**

Les valeurs comptables des actifs du Groupe autres que les actifs d'impôts différés (voir méthode comptable décrite à la Note 3.17) de la présente annexe), sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée (voir ci-dessous).

Le Groupe estime qu'un actif a pu perdre de la valeur en présence notamment des indices internes suivants :

- flux de trésorerie nets actualisés ou résultats opérationnels générés par l'actif sensiblement plus mauvais que ceux budgétés ;
- existence de pertes opérationnelles significatives générées par l'actif.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée systématiquement chaque année à la date du 31 décembre.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur

comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat. La perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif.

(ii) **Calcul de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la juste valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine. Les créances et dettes pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif ne sont pas actualisées.

La valeur recouvrable des autres actifs est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante de marché et de la valeur du temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif, qui ne génère pas d'entrée de trésorerie largement indépendante, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

(iii) **Reprise d'une perte de valeur**

La perte de valeur au titre de prêts et créances comptabilisés au coût amorti est reprise si l'augmentation de la valeur recouvrable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Selon IAS 7 «Tableau des flux de trésorerie», les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Pour qu'un placement puisse être considéré comme un équivalent de trésorerie, il doit s'agir de placements à court terme très liquides et qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. En conséquence, un placement ne sera normalement qualifié d'équivalent de trésorerie que s'il a une échéance rapprochée, par exemple inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les OPCVM classés dans la catégorie «monétaire» (Avis de l'Autorité des Marchés Financiers du 9 mars 2006) et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les OPCVM sont évalués en juste valeur à la date de chaque arrêté, la contrepartie de la réévaluation étant comptabilisée en résultat.

3.22 Provisions

(i) Principes généraux

Les conditions de constitution des provisions sont énoncées dans la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels».

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à l'actif.

(ii) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a, à la date de clôture de

l'exercice :

- soit commencé à exécuter le plan,
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

3.23 Avantages du personnel

(i) Avantages à long terme et postérieurs à l'emploi

Le traitement de ces avantages est défini par la norme IAS 19 «Avantages au personnel».

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Régimes à prestations définies

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont amortis selon la méthode du corridor.

La charge de l'exercice est comptabilisée en «Charges de personnel» pour le coût des services rendus et l'amortissement des écarts actuariels, et en «Autres charges financières» pour le coût de l'actualisation.

(ii) Paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 «Paiements fondés sur des actions», publiée en février 2004, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

La charge a été évaluée sur la base de la juste valeur des actions octroyées soit le cours de l'action de la Société à la date d'octroi du plan.

Les coûts des services rendus par les bénéficiaires sont enregistrés en charges prorata temporis sur la période

d'acquisition des droits des actions en contrepartie des capitaux propres.

En application de la norme IAS 33 «Résultat par action», le calcul du résultat net dilué par action est réalisé en prenant en compte l'incidence dilutive de ces plans, en précisant que les seuls plans concernés au sein du groupe Delachaux sont des plans liés à l'octroi d'actions gratuites.

3.24 Passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, un passif éventuel est :

- une obligation potentielle, résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe, ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés, mais qui n'est pas comptabilisée car ne répondant pas aux critères de comptabilisation :

- . soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- . soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Une information sur cette obligation est fournie dans les notes annexes des états financiers de chacun des exercices concernés.

Toutefois, conformément à la norme IFRS 3 «Regroupements d'entreprises», les passifs éventuels dont le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du goodwill selon la méthode de l'acquisition.

3.25 Emprunts portant intérêts

Selon la norme IAS 39, les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Suite à la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.26 Dettes

En application de la norme IAS 39, les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.27 Informations sectorielles

L'information sectorielle relève de l'application de la norme IAS 14. Le groupe fournit l'ensemble des informations prévues dans la norme IAS 14, à l'exception des résultats par activité. En raison de leur caractère stratégique et confidentiel, leur divulgation entraînerait un grave préjudice pour le Groupe.

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le Groupe est structuré à l'échelle mondiale en trois principaux secteurs d'activité, constituant le premier niveau d'information sectorielle :

- Ferroviaire,
- Conductique,
- Produits spéciaux (Métaux, Aciers spéciaux).

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont présents dans quatre grandes zones géographiques, représentant le second niveau d'information sectorielle :

- Europe,
- Amérique du Nord,
- Asie – Pacifique,
- Reste du monde.

L'information sectorielle présente les chiffres consolidés du groupe Delachaux hors activités abandonnées.

3.28 Actifs non courants détenus en vue de la vente – Actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées

Les dispositions relatives aux Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées sont décrites dans la norme IFRS 5.

Immédiatement avant le classement des actifs comme détenus en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs sont évaluées selon les normes IFRS qui leur sont applicables. Ensuite, lors de la classification initiale comme actifs détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou d'un groupe d'actifs), comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient ou non été comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et pertes au titre des évaluations antérieures sont traités de manière identique. Le profit comptabilisé ne peut excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées. Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe destiné à être abandonné peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

3.29 Intégration fiscale

Une intégration fiscale est réalisée au niveau de Delachaux SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

NOTE 4 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

4.1 - Evolution du périmètre de consolidation

Plusieurs modifications de périmètre ont eu lieu au cours de l'exercice 2008

Pour la branche ferroviaire :

- diminution du pourcentage de détention de Pandrol S.A. Ltd (précédemment Pandrol Partnership) (Afrique du Sud) de 40% à 36% en 02/08

- création de la société Isqalo Steel (Pty) Ltd en Afrique du Sud en 02/08
- création de la société Railtech Algérie SARL en 03/08 (joint-venture créée avec un partenaire algérien et détenue à 65% par le groupe Delachaux)
- création de l'entité Railtech Maroc SARL en 06/08
- création de la société Pandrol 1520 Llc en Russie en 06/08 (joint-venture créée avec un partenaire russe et détenue à 70% par le groupe Delachaux) (société non consolidée au 31/12/08 par rapport à la faiblesse des montants concernés)
- rachat de 0,12% des actions de Pandrol Avaux détenues par un minoritaire
- fusion des sociétés Pandrol Fixacoés Ltda et IAT Ltda, la nouvelle société étant renommée IAT Fixacoés Elasticas Ltda
- acquisition de la société Rosenqvist Rail AB à la date du 1er décembre 2008

Pour la branche Conductique :

- fusion des sociétés Conductix USA et Wampfler USA (la nouvelle société Conductix-Wampfler USA est détenue à 89,5% par Delachaux SA et 10,5% par Wampfler AG) en 03/08
- fusion des sociétés Conductix Italie et Wampfler Italie en 05/08
- rachat du fonds de commerce de Wampfler UK par Conductix UK en 05/08
- fusion des sociétés Wampfler AG et Conductix GmbH en 05/08
- fusion des sociétés Conductix Australia et Wampfler Australia en 05/08
- création d'une société Conductix -Wampfler à Singapour en 10/08

Il est indiqué d'autre part que l'ensemble des sociétés précédemment dénommées « Conductix » ou « Wampfler » ont été renommées sous le nom de Conductix-Wampfler.

4.2 - LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

ENTITÉ	SIÈGE	PAYS	NOTE DÉTENU PAR	MÉTHODE (1)	% CONTRÔLE	% INTÉRÊTS
CONSOLIDANTE						
1 DELACHAUX SA	Gennevilliers	France			Top	
CONSOLIDÉES						
2 Conductix-Wampfler Wuhan Ltd	Wuhan	Chine	1	IG	100,00%	100,00%
3 Delachaux Métal Inc.	Napoléon	USA	1	IG	100,00%	100,00%
4 Tamaris SAS	Alès	France	1	IG	100,00%	100,00%
5 Devaux-Werts SAS	Meaux	France	1	IG	98,96%	98,96%
6 Fonderies Nicolas SAS	Nouzonville	France	1	IG	99,38%	99,38%
7 Conductix-Wampfler Pte Ltd	Singapour	Singapour	1	IG	90,00%	90,00%
Sous-Groupe CONDUCTIX USA						
8 Conductix-Wampfler Inc	Omaha	USA	1/14	IG	89,50%/10,50%	100,00%
9 Conductix-Wampfler Pty Ltd	Victoria	Australie	8	IG	100,00%	100,00%
10 Conductix-Wampfler Ltd	Salford	Royaume Uni	1/8	IG	16,56%/83,44%	100,00%
11 Wampfler Co Ltd	Salford	Royaume Uni	10	IG	100,00%	100,00%
12 Conductix-Wampfler Corp	St -Jérôme	Canada	8	IG	100,00%	100,00%
13 Conductix-Wampfler S de RL de CV Monterrey		Mexique	8	IG	100,00%	100,00%
Sous-Groupe WAMPFLER						
14 Conductix-Wampfler AG	Weil	Allemagne	1	IG	100,00%	100,00%
15 Conductix-Wampfler LTDA	Baltinglass	Irlande	14	IG	100,00%	100,00%
16 Conductix-Wampfler SAS	Eragny/Oise	France	14	IG	100,00%	100,00%
17 Conductix-Wampfler BV	Haarlem	Pays Bas	14	IG	100,00%	100,00%
18 Conductix-Wampfler AG	Thorishaus	Suisse	14	IG	100,00%	100,00%
19 Conductix-Wampfler Ltda	Itu	Brésil	14	IG	100,00%	100,00%
20 Conductix-Wampfler Shanghai Ltd	Shanghai/Shenzhen	Chine	14	IG	100,00%	100,00%
21 Conductix-Wampfler Sdn Bhd	Selangor	Malaisie	14	IG	100,00%	100,00%
22 Conductix-Wampfler O.O.O.	Moscou	Russie	14	IG	100,00%	100,00%
Sous-Groupe CONDUCTIX Italie						
23 Conductix-Wampfler SRL	Agrate Brianza	Italie	1	IG	100,00%	100,00%
24 Milanotecnica SRL	San Damiano di rugherio	Italie	23	IG	100,00%	100,00%
Sous groupe LENOIR						
25 Raoul Lenoir SAS	Cosnes	France	1	IG	100,00%	100,00%
26 Mec SRL	Visano	Italie	25	IG	100,00%	100,00%

(1) méthode de consolidation : IG = intégration globale; ME = mise en équivalence

Sous Groupe H.R.T.

27	HRT France SAS	Gennevilliers	France	1	IG	100,00%	100,00%
28	Railtech International SA	Raismes	France	27	IG	99,55%	99,55%
29	Railweld Sotif SAS	Raismes	France	28	IG	100,00%	99,55%
30	Porsol Lda	Lisbonne	Portugal	28	IG	60,00%	59,73%
31	Railtech Boutet Inc	Napoléon	USA	28	IG	100,00%	99,55%
32	Railtech Contracting Corp	Napoléon	USA	28	IG	100,00%	99,55%
33	Railtech Australia Ltd	Queensland	Australie	28	IG	100,00%	99,54%
34	Matweld Inc	Paducah	USA	28	IG	100,00%	99,55%
35	Les Industrie Railwel Inc.	St Jérôme	Canada	28	IG	100,00%	99,55%
36	Sufetra-Tranosa SA	Barcelone	Espagne	28	IG	100,00%	99,55%
37	Railtech Calomex Srl	Mexico	Mexique	28	IG	99,70%	99,25%
38	Railtech Schlatter Systems SAS	Gennevilliers	France	28	IG	80,00%	79,64%
39	CSA Srl	Castelnuovo di sotto	Italie	28	IG	51,00%	50,77%
40	Stedef Thaïlande Ltd	Bangkok	Thaïlande	28	IG	100,00%	99,54%
41	Railtech China Ltd	Wuhan	Chine	28	IG	100,00%	99,55%
42	Railtech Zhuqiao Ltd	Wuhan	Chine	28	IG	85,00%	84,62%
43	Railtech Volga O.O.O	Saint-Pétersbourg	Russie	28	IG	100,00%	99,55%
44	Railtech Slavjana Sro	Prague	Rép. Tchèque	28	IG	100,00%	99,55%
45	Railtech UK Ltd	Birmingham	Royaume Uni	28	IG	100,00%	99,55%
46	Railtech Alu Singen SAS	Gennevilliers	France	28	IG	51,00%	50,77%
47	Railtech Maroc Sarl	Casablanca	Maroc	28	IG	100,00%	99,55%
48	Railtech Algérie Sarl	Alger	Algérie	28	IG	65,00%	64,71%
49	H.R.T. UK Ltd	Addlestone	Royaume Uni	27	IG	100,00%	100,00%
50	Pandrol Holdings Ltd	Addlestone	Royaume Uni	49	IG	100,00%	100,00%
51	Pandrol Group Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00%	100,00%
52	Pandrol Finance Ltd	Addlestone	Royaume Uni	51	IG	100,00%	100,00%
53	Pandrol International Ltd	Addlestone	Royaume Uni	52	IG	100,00%	100,00%
54	Specialised Eng. Holdings Sarl	Luxembourg	Luxembourg	53	IG	100,00%	100,00%
55	Conil Holding BV	Addlestone	Royaume Uni	53/54	IG	69,11%/30,89%	100,00%
56	Pandrol Avaux SA	Anderlues	Belgique	55	IG	99,88%	99,88%
57	Pandrol Indonesia PT	Jakarta	Indonésie	55	IG	60,60%	60,60%
58	Pandrol Korea Ltd	Séoul	Corée	53	IG	100,00%	100,00%
59	Pandrol Canada Ltd	Alberta	Canada	55	IG	100,00%	100,00%
60	IAT NV	Utrecht	Pays Bas	55	IG	90,00%	90,00%
61	IAT Fixacoes Elasticas Ltd	Porto Alegre	Brésil	60	IG	100,00%	90,00%
62	Pandrol Australia Pty Ltd	Blacktown	Australie	55	IG	100,00%	100,00%
63	Pandrol Rail Fastening	Addlestone	Royaume uni	53	IG	100,00%	100,00%
64	Pandrol Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	63	ME	40,00%	40,00%
65	Rulco Holdings Pty Ltd	Germiston	Afrique du Sud	64	ME	40,00%	40,00%
66	Pandrol Pvt Ld	Bulawayo	Zimbabwe	64	ME	40,00%	40,00%
67	Pandrol Fabr.De Fixadores Elast.Ltda		Mozambique	64	ME	21,08 %	21,08 %
68	Pandrol SA Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	74	ME	36,00%	36,00%
69	Pandrol Italia Spa	Teramo	Italie	53	IG	100,00%	100,00%
70	Pandrol Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00%	100,00%
71	Multiclip Company Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00%	100,00%
72	Foxglove International inc	Delaware	USA	52	IG	100,00%	100,00%
73	Pandrol USA LP	New Jersey	USA	72	IG	100,00%	100,00%
74	Track Technology Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	ME	100,00%	100,00%
75	Specialised Eng. Holdings UK	Glasgow	Royaume Uni	50	IG	100,00%	100,00%
76	Upperglen Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00%	100,00%
77	HGG (1999) Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00%	100,00%
78	JHG (1999) Ltd	Glasgow	Royaume Uni	50	IG	100,00%	100,00%
79	Rosenqvist Rail AB	Hudiksvall	Suède	53	IG	100,00%	100,00%
80	Isqalo Steel (Pty) Ltd	Germiston	Afrique du Sud	68	ME	36,00%	36,00%

II INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 5 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Delachaux SA a cédé à la date du 30/09/08 son activité d'injection qui était en forte baisse d'activité depuis deux ans notamment du fait des difficultés rencontrées par ses clients du secteur automobile ; le résultat déficitaire en 2008 pour un montant net de 0,4M€ a été comptabilisé sur la ligne « résultat net des activités abandonnées ».

Les comptes 2007 ont été retraités pour tenir compte du reclassement en activité abandonnée de l'activité injection; l'impact sur les comptes 2007 s'élève à -7308k€ pour le chiffre d'affaires, +466k€ sur le résultat opérationnel courant, +351k€ sur le résultat net des activités poursuivies et -351k€ sur le résultat net des activités abandonnées ; l'information sectorielle 2007 a été retraitée de la même façon, en précisant

que l'Injection apparaissait en 2007 dans le secteur d'activité des produits spéciaux.

Après prise en compte de pertes pour 0,2M€ liées à des litiges en cours sur la société de fonte automobile Devaux-Werts fermée en 2006, la perte nette totale des activités abandonnées s'élève à 0,6M€.

Les actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées de fonte automobile d'une part et de l'injection d'autre part ont été classés dans les rubriques correspondant à leur nature, à l'exception des immobilisations corporelles des deux sites concernés de Meaux (77) et Méry (73) qui devraient être vendus d'ici une échéance de douze mois et qui ont été positionnées sur la rubrique «Actifs classés comme détenus en vue de la vente».

5.1 Résultat net consolidé des activités abandonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	2007
Chiffre d'affaires	7 081	7 337
Résultat opérationnel courant	(1 057)	(2 730)
Résultat opérationnel	(856)	(2 470)
Coût de l'endettement financier net	(75)	(102)
Autres produits et charges financiers		
Impôts sur le résultat	293	863
Résultat net des activités abandonnées	(638)	(1 715)
Part du Groupe / Résultat net des activités abandonnées	(638)	(1 715)
Intérêts minoritaires / Résultat net des activités abandonnées		

5.2 Variation de trésorerie des activités abandonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	2008	2007
Résultat net des activités abandonnées	(638)	(1 715)
Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)	(598)	(916)
Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)	(809)	(1 677)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	263	238
Acquisitions d'immobilisations		(656)
Cessions d'immobilisations	261	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	261	(656)
Augmentations (réductions de capital)		
Augmentation du compte courant de la Société (1)	(197)	6 800
Emission d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	(530)	(257)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(727)	6 543
Variation nette de la trésorerie	(203)	6 125
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		
Soldes débiteurs et découverts bancaires à l'ouverture	(64)	(6 189)
Trésorerie à l'ouverture	(64)	(6 189)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		
Soldes débiteurs et découverts bancaires à la clôture	(267)	(64)
Trésorerie à la clôture	(267)	(64)
Variation nette de la trésorerie nette	(203)	6 125

(1) Montants présentés sur la ligne «Autres flux de trésorerie liées aux opérations d'investissement» dans le tableau de variation des flux de trésorerie du Groupe

NOTE 6 INFORMATIONS SECTORIELLES
6.1 Premier niveau – Secteurs d'activité (en milliers d'euros)

<i>Chiffre d'affaires</i>	2008	%	2007	%
Ferroviaire	433 172	55,6 %	351 098	53,9 %
Conductique	240 785	30,9 %	218 623	33,6 %
Produits spéciaux	105 794	13,5 %	81 215	12,5 %
Total affecté	779 751	100,0 %	650 936	100,0 %
Eliminations inter secteurs	(4 128)		(2 307)	
Chiffre d'affaires consolidé	775 623		648 629	

<i>Actifs</i>	2008	%	2007	%
Ferroviaire	373 925	56,7%	355 315	56,5 %
Conductique	233 532	35,4%	219 269	34,9 %
Produits spéciaux	51 721	7,8%	53 936	8,6 %
Actifs affectés	659 177	100,0%	628 520	100,0 %
Actifs / Activités abandonnées	204		779	
Actifs de support	3 696		2 745	
Actifs financiers	89 531		101 350	
Actifs d'impôts différés	6 557		6 715	
Actifs détenus en vue de la vente	2 038		979	
Actif consolidé	761 023		741 088	

<i>Passifs</i>	2008	%	2007	%
Ferroviaire	115 116	59,6%	94 908	51,6 %
Conductique	56 071	29,0%	56 605	30,8 %
Produits spéciaux	21 832	11,3%	32 291	17,6 %
Passifs affectés	193 019	100,0%	183 804	100,0%
Passifs / Activités abandonnées	750		845	
Passifs financiers	182 125		196 804	
Capitaux propres	377 196		351 450	
Passifs d'impôts différés	5 784		4 275	
Passifs de supports	2 148		3 910	
Passif consolidé	761 023		741 088	

<i>Investissements</i>	2008	%	2007	%
Ferroviaire	5 367	47,3 %	4 960	55,7 %
Conductique	3 907	34,4 %	3 464	38,9 %
Produits spéciaux	2 079	18,3 %	484	5,4 %
Investissements affectés	11 353	100,0%	8 908	100,0%
Invest. / Activités abandonnées			656	
Actifs de support				
Investissements consolidés	11 353		9 564	

<i>Amortissements</i>	2008	%	2007	%
Ferroviaire	4 047	49,1 %	4 050	50,5%
Conductique	2 933	35,6 %	3 127	38,9%
Produits spéciaux	1 269	15,3 %	853	10,6%
Amortissements affectés	8 249	100,0%	8 030	100,0%
Amort. / Activités abandonnées	187		236	
Actifs de support	226		250	
Amortissements consolidés	8 662		8 516	

Second niveau – Secteurs géographiques

Chiffre d'affaires	2008	%	2007	%
Europe	346 769	44,7 %	314 006	48,4 %
Amérique du Nord	158 739	20,5 %	164 423	25,4 %
Asie - Pacifique	229 407	29,6 %	141 268	21,8 %
Reste du monde	40 709	5,2 %	28 932	4,4 %
Chiffre d'affaires consolidé	775 623	100,0 %	648 629	100,0 %

Actifs	2008	%	2007	%
Europe	445 784	67,6 %	400 210	63,7 %
Amérique du nord	114 939	17,4 %	116 727	18,6 %
Océanie - Asie	78 173	11,9 %	80 256	12,8 %
Reste du monde	20 281	3,1 %	31 326	5,0 %
Total Affecté	659 177	100,0 %	628 520	100,0 %
Actifs activités abandonnées	204		779	
Actifs de support	3 696		2 745	
Actifs financiers	89 351		101 350	
Actifs d'impôts	6 557		6 715	
Actifs détenus en vue de la vente	2 038		979	
Eliminations inter secteur				
Total de l'actif consolidé	761 023		741 088	

Investissements	2008	%	2007	%
Europe	7 622	67,1 %	5 495	61,7 %
Amérique du Nord	1 292	11,4 %	860	9,6 %
Océanie – Asie	2 359	20,8 %	2 392	26,9 %
Reste du monde	80	0,7 %	161	1,8 %
Investissements affectés	11 353	100,0 %	8 908	100,0 %
Invest. / Activités abandonnées			656	
Actifs de support				
Investissements consolidés	11 353		9 564	

NOTE 7 EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice d'importance significative qui aurait pu donner lieu à un enregistrement au bilan ou compte de résultat consolidés ou à une information dans les notes explicatives.

III NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Afin de se conformer aux dispositions de la norme IFRS 5 sur les activités abandonnées, l'ensemble des éléments de la performance financière de l'entité Devaux-Werts et de l'activité Injection au sein de Delachaux SA, au titre des exercices présentés, ont été regroupées sur la ligne du compte de résultat «Résultat net des opérations abandonnées». Le détail de ces éléments est présenté à la Note 5.1.

NOTE 8 CHIFFRE D'AFFAIRES

Les chiffres d'affaires par zones d'activité et par zones géographiques sont précisés dans la Note 6 au titre des informations sectorielles conformément à la norme IAS 14.

NOTE 9 ACHATS CONSOMMÉS

	2008	2007
Achats de matières premières et de marchandises	(440 674)	(350 596)
Variation de stocks de mat. premières et marchandises	13 481	3 419
Achats consommés	(427 193)	(347 177)

NOTE 10 FRAIS DE PERSONNEL

	2008	2007
Rémunérations	(99 865)	(98 251)
Actions gratuites (1)	(2 149)	(1 179)
Engagements retraite	(2 117)	(2 411)
Charges sociales	(23 014)	(21 886)
Frais de personnel	(127 145)	(123 727)

(1) voir note 32

Information sur les rémunérations :

Le montant global des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2008 aux membres des organes de direction s'élève à 3 870 k€ dont 150 k€ au titre des jetons de présence.

Au titre de l'exercice 2007, ce montant s'élevait à 2 558 k€ dont 150 k€ au titre des jetons de présence.

NOTE 11 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	2008	2007
Immobilisations incorporelles	(792)	(754)
Immobilisations corporelles (1)	(7 870)	(7 762)
Dotations aux amortissements	(8 662)	(8 516)

(1) Dont amortissements sur Contrats location-financement

NOTE 12 DOTATIONS / REPRISES DE DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

	2008	2007
Dépréciations / Actifs circulants	(2 339)	(1 859)
Provisions	(3 325)	(2 486)
Dotations aux dépréciations et provisions	(5 664)	(4 345)

	2008	2008
Dépréciations / Actifs circulants	2 558	1 530
Provisions	2 114	3 499
Reprises dépréciations et provisions	4 672	5 029

NOTE 13 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELLS

	2008	2007
Produits de cessions d'immobilisations	228	110
Valeur comptable des immobilisations cédées	(263)	(151)
Résultat de cession d'actif	(35)	(41)
Coût de fermeture de sites (1)		(99)
Résultat des autres produits et charges opérationnels	(35)	(140)

(1) provision pour la fermeture d'une unité de production de la branche Conductique en Amérique du Nord

NOTE 14 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

	2008	2007
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(9 444)	(10 793)
Frais financiers sur location-financement	(184)	(222)
Coût de l'endettement financier brut	(9 628)	(11 015)
Produits de trésorerie	2 598	2 723
Coût de l'endettement financier net	(7 030)	(8 292)

NOTE 15 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2008	2007
Produits de change	1 810	1 010
Produits de cessions de titres (1)		4 946
Autres produits financiers	42	134
Produits financiers	1 852	6 090
Pertes de change	(2 612)	(2 583)
Charge financière / Avantages du personnel	(166)	(158)
VNC des titres cédés		(144)
Autres charges financières	(351)	(140)
Charges financières	(3 129)	(3 025)

(1) dont cession des titres Sogrepar pour 4.883k€

NOTE 16 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT
16.1 Répartition de la charge d'impôts

	2008	2007
Impôts exigibles	(26 642)	(23 393)
Impôts différés	(1 450)	(1 047)
Charge d'impôts / Activités poursuivies	(28 092)	(24 440)
Charge d'impôt / Activités abandonnées	293	863
Total charge d'impôts	(27 799)	(23 577)

16.2 Analyse de la charge d'impôt

	2008	2007
Résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôt	92 965	75 742
Taux applicable	34,4 %	34,4 %
Charge d'impôts théorique (1)	(32 008)	(26 078)
Utilisation d'actifs d'impôts différés non reconnus antérieurement	419	1 144
Déficits de l'exercice ne faisant pas l'objet d'actifs d'impôts différés	(150)	(83)
Ajustements d'impôt antérieur	(332)	423
Différences permanentes	65	(418)
Différences de taux à l'étranger	2 733	600
Autres différences	1 181	(28)
Charge d'impôts consolidée / Activités poursuivies	(28 092)	(24 440)

(1) Calculée sur la base du résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôts et avant quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence, en fonction du taux légal d'impôt applicable en France

NOTE 17 QUOTE-PART DES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en note 4.2.

	2008	2007
Résultat avant impôt des sociétés mises en équivalence	2 942	3 621
Impôt des sociétés mises en équivalence	(979)	(1 268)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	1 963	2 353

NOTE 18 INTÉRÊTS MINORITAIRES

	2008	2007
Sous-groupe Railtech International	481	217
Sous-groupe HRT UK	190	137
Autres sociétés	-5	
Intérêts minoritaires dans le résultat net consolidé	666	354

NOTE 19 RÉSULTATS NETS CONSOLIDÉS PAR ACTION

(en euros)	2008	2007
Nombre moyen d'actions en circulation	12 974 731	12 648 924
Effet dilutif du plan d'attribution d'actions gratuites	76 829	76 829
Nombre moyen d'actions après dilution (1)	13 051 560	12 725 753
Résultat net par action des activités poursuivies	5,15	4,24
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	5,12	4,22
Résultat net par action (part du groupe)	5,05	4,08
Résultat net dilué par action (part du groupe)	5,02	4,05

(1) les résultats nets par action de chaque période sont présentés sur la base du nombre d'actions de chacune des périodes présentées

IV NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE

BILAN ACTIF CONSOLIDE

NOTE 20 GOODWILL

	2008			2007		
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
Conductique	112 666	-	112 666	112 666	-	112 666
Ferroviaire	185 238	-	185 238	205 988	-	205 988
Total	297 904	-	297 904	318 654	-	318 654

TEST DE DÉPRÉCIATION DES GOODWILL

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe. Les tests de dépréciation sont systématiquement mis en œuvre à la clôture de chaque exercice.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur le budget financier de l'année en cours et des prévisions raisonnables de croissance pour les quatre années suivantes en fonction de la connaissance du marché à la date d'établissement de ces prévisions. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance estimé.

Les principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité sont les suivantes :

-taux de croissance de 2%

-taux d'actualisation de 12,7%

Le taux d'actualisation a été déterminé sur la base de taux retenus par les analystes financiers qui suivent la valeur Delachaux SA.

La Direction a budgété la rentabilité opérationnelle en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe, soit une légère progression de la marge avec un chiffre d'affaires en croissance régulière. Le taux d'actualisation utilisé est avant impôt et reflète le risque inhérent au secteur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours des exercices 2008 et 2007. La prise en compte d'une variation de 1% des taux retenus conduirait de la même manière à l'absence de comptabilisation de dépréciation.

Les mouvements affectant le montant des goodwill sont récapitulés dans le tableau suivant :

	2006	Acquisitions	Effets change	2007	Acquisitions	Effets change	2008
Conductique	325	112 341	-	112 666			112 666
Ferroviaire	220 505		(14 517)	205 988	4 381	(25 131)	185 238
Goodwill	220 830	112 341	(14 517)	318 654	4 381	(25 131)	297 904

Les goodwill liés aux entrées de périmètre concernent la société ROSENQVIST, acquise à la date du 01/12/2008 :

Coût d'acquisition des titres	(A)	4 869
Frais d'acquisition des titres	(B)	61
Capitaux propres réévalués	(C)	549
Goodwill	(A)+(B)-(C)	4 381

Le complément de prix (earn out) s'élève à 920 k€ et sera réglé sur la période 2009-2012 selon les résultats.

Le 1er décembre 2008, date de la prise de contrôle de la société ROSENQVIST par le groupe DELACHAUX, les actifs acquis et les passifs assumés se décomposent ainsi :

Actif (en milliers d'euros)	Local GAAP	Retraitements	IFRS
Immobilisations incorporelles	488		488
Immobilisations corporelles	160	113	273
Actifs d'impôts différés	5		5
Stocks	506		506
Clients	333		333
Autres créances	100		100
Trésorerie	247	-77	170
Total actif	1 838	37	1 875

Passif (en milliers d'euros)	Local GAAP	Retraitements	IFRS
Capital	50		50
Réserves et résultat	370	129	499
Capitaux propres	420	129	549
Impôts différés passifs		15	15
Emprunts à moins d'un an	373		373
Fournisseurs	635	-107	528
Autres dettes	410		410
Total passif	1 838	37	1 875

NOTE 21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, constituées de brevets et de logiciels, enregistrent les variations suivantes sur les exercices 2008 et 2007 :

	2008	2007
Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	8 474	6 477
Variation de périmètre	685	2 126
Acquisitions	1 142	577
Sorties	-872	(422)
Effets des variations de change	-254	(284)
Reclassement	-115	
Valeurs brutes à la clôture de l'exercice	9 060	8 474
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	(6 021)	(4 500)
Variation de périmètre		(1 180)
Dotations	(939)	(913)
Sorties	754	387
Effets des variations de change	177	185
Reclassement	52	
Amortissements à la clôture de l'exercice	(5 977)	(6 021)
Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice	2 453	1 977
Valeurs nettes à la clôture de l'exercice	3 083	2 453

NOTE 22 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2008				2007			
	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total
Bruts à l'ouverture de l'exercice	60 561	103 685	803	165 049	47 920	92 220	181	140 321
Variation périmètre	330	74		404	12 589	7 638	57	20 284
Acquisitions	988	7 695	1 186	9 869	1 184	7 787	803	9 774
Sorties	(432)	(4 727)	(802)	(5 961)	(484)	(2 069)	(122)	(2 675)
Activités non poursuivies	(2 808)	(263)		(3 071)	232	451	(116)	567
Effets des variations de change	(924)	(3 768)		(4 692)	(880)	(2 342)		(3 222)
Bruts à la clôture de l'exercice	57 715	102 696	1 187	161 598	60 561	103 685	803	165 049
Amortissements à l'ouverture de l'exercice	(28 213)	(81 613)		(109 826)	(24 563)	(74 969)	0	(99 532)
Variation périmètre	(4)	(46)		(50)	(2 242)	(4 424)		(6 666)
Dotations	(2 178)	(5 668)		(7 846)	(2 283)	(5 506)		(7 789)
Sorties	106	5 001		5 107	482	1 889		2 371
Activités non poursuivies	1 450	263		1 713		(360)		(360)
Effets des variations de change	288	2 926		3 214	393	1 757		2 150
Amortissements à la clôture de l'exercice	(28 551)	(79 137)		(107 688)	(28 213)	(81 613)		(109 826)
Nets à l'ouverture de l'exercice	32 348	22 072	803	55 223	23 357	17 251	181	40 789
Nets à la clôture de l'exercice	29 164	23 559	1 187	53 910	32 348	22 072	803	55 223

NOTE 23 TITRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en note 4.2

	2008	2007
Valeur à l'ouverture	1 458	1 327
Dividende versé	(1 901)	(2 054)
Contribution au résultat de la période	1 962	2 353
Effet des variations de change	(344)	(168)
Valeur à la clôture	1 175	1 458

NOTE 24 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	2008	2007
Titres de participation non consolidés hors SOGREPAR (1)	275	265
Titres SOGREPAR	3 746	5 631
Autres actifs financiers	4 021	5 896

(1) dont titres Morpark (société immobilière mexicaine qui possède les bâtiments de la filiale mexicaine Calomex) pour 183k€

Le Groupe détient, par l'intermédiaire de sa filiale Railtech International, des titres de la société SOGREPAR (actionnaire de la société DELACHAUX SA) dont le coût historique est de 0,17 million d'euros.

A la date de chaque arrêté, les titres SOGREPAR sont réévalués à leur juste valeur en contrepartie des capitaux propres, la réévaluation étant déterminée en fonction du cours de l'action DELACHAUX SA après prise en compte d'une prime d'illiquidité. Au 31 décembre 2008, le montant de la réévaluation était de 3,573 millions d'euros contre 5,458 millions d'euros au 31 décembre 2007.

NOTE 25 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	2008	2007
Dépôts de garantie	280	110
Swap de taux	136	119
Contrats à terme d'achats / ventes de devises	0	462
Autres actifs financiers	416	691

NOTE 26 ACTIF D'IMPOTS DIFFERES

	2006	Entrée périmètre	Résultat	Effets de change	Reclas- sement	2007	Entrée périmètre	Résultat	Effet de change	Reclas- sement	2008
Marges / Stocks	525	735	(65)			1 195		(230)	(6)		959
Participation des salariés	446		(10)			436		(75)			361
Provisions non déductibles	803	235	(330)	(247)	(99)	362		726	(33)		1 055
Congés payés	591		219			810		(170)			640
Déficits fiscaux	0	262	(28)			234		(115)			119
Avantage personnel France	1 319		(13)	220		1 526		100			1 626
Avantage personnel Etranger	2 463		(381)	(187)		1 895		233	(476)		1 652
Amortissement	396		(280)			116		(40)	(3)		73
Autre	0		6		135	141		(69)			72
Total	6 543	1 232	(882)	(214)	36	6 715		360	(518)		6 557

NOTE 27 STOCKS ET EN-COURS

	2008		Valeurs nettes	2007		Valeurs nettes
	Valeurs brutes	Dépréciations		Valeurs brutes	Dépréciations	
Matières premières	44 201	(2 740)	41 461	37 800	(2 919)	34 881
En-cours de production de biens	18 294	(211)	18 083	14 656	(582)	14 074
Produits intermédiaires et finis	44 145	(3 145)	41 000	35 469	(3 166)	32 303
Marchandises	26 232	(963)	25 269	21 741	(1 187)	20 554
Total	132 872	(7 059)	125 813	109 666	(7 854)	101 812

NOTE 28 CLIENTS

	2008	2007
Clients	174 608	142 833
Dépréciation des créances douteuses	(6 885)	(6 193)
Total	167 723	136 639

NOTE 29 AUTRES CRÉANCES

	2008	2007
Créances diverses	11 444	12 580
Charges constatées d'avance	1 886	2 553
Dépréciations de créances diverses	(33)	(33)
Total	13 297	15 100

NOTE 30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2008	2007
Trésorerie	25 163	34 231
Équivalents de trésorerie	59 751	60 532
Total	84 914	94 763

NOTE 31 ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

	2008	2007
Terrains de Gennevilliers	515	515
Terrains et bâtiments Injection (1)	1 061	
Terrains et bâtiments Devaux-Werts (1)	462	464
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	2 038	979

(1) se rapportent aux activités abandonnées d'injection et de fonte automobile (cf. note 5.2) pour lesquelles des actions sont en cours pour la cession de ces actifs

BILAN PASSIF CONSOLIDÉ
NOTE 32 CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL

Au 31 décembre 2008, le capital social de la Société est composé de 12 974 731 actions au nominal de 0,64 euro entièrement libérées, soit un montant de 8 303 827,84 euros. Ces montants sont identiques à ceux du 31 décembre 2007, aucune évolution du capital social ou du nombre d'actions étant intervenue sur l'année 2008.

Information sur les actions gratuites :

1) Caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites :

Année de mise en place des plans	Nombre d'actions gratuites autorisées	Nombre d'actions restant à émettre au 31 déc. 2008	Année d'acquisition	Modalités d'acquisition et de conservation période d'acquisition= PA période de conservation= PC condition d'attribution= CA
2005	50.000	0	2007	PA : 2 ans à compter du 21/06/05 PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA
2005	40.750	40.750	2009	PA : 4 ans à compter du 21/06/05 PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et critères de rentabilité du groupe
2007	2.171	0	2007	PA : identique à PA des 50.000 actions de 2005 (1) PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA
2007	1.776	1.776	2009	PA : identique à PA des 40.750 actions de 2005 (2) PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et critères de rentabilité du groupe
2007	34.303	34.303	2009	PA : 2 ans à compter du 17/09/07 PC : 2 ans à compter de la fin de la PA CA : présence des bénéficiaires dans la Société à l'issue de la PA et conditions de performance quantitative de rentabilité du groupe et qualitatives

(1) plan de 2.171 actions attribué le 20/04/07 afin d'annuler les effets dilutifs de l'augmentation de capital réalisée en février 2007 sur le plan de 50.000 actions attribué le 21 juin 2005

(2) plan de 1.776 actions attribué le 20/04/07 afin d'annuler les effets dilutifs de l'augmentation de capital réalisée en février 2007 sur le plan de 40.750 actions attribué le 21 juin 2005

2) Plans d'attribution d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice : aucun

NOTE 33 RÉSERVES DE CONVERSION

	2008	2007
Sous-groupe Railtech International	(758)	(1 294)
Sous-groupe HRT UK	(48 541)	(16 047)
Sous-groupe Wampfler	(373)	(342)
Groupe DELACHAUX hors sous-groupes HRT UK, Railtech International et Wampfler	(734)	(1 386)
Total	(50 406)	(19 069)

Les taux des principales monnaies étrangères utilisées pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	Taux de clôture			Taux moyen de la période		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Dollar Etats-Unis	1,3917	1,4721	(5%)	1,4706	1,3706	7%
Livre Sterling	0,9525	0,7334	30%	0,7965	0,6846	16%
Dollar australien	2,0274	1,6757	21%	1,7416	1,6356	6%
Dollar canadien	1,6998	1,4449	18%	1,5593	1,4689	6%
Yuan	9,4956	10,7524	(12%)	10,2247	10,4186	(2%)
Couronne Tchèque	26,875	26,6280	1%	24,9590	27,7582	(10%)
Peseta mexicaine	19,2333	16,0477	20%	16,2967	14,9968	9%
Réal brésilien	3,2436	2,6025	25%	2,6745	2,6576	1%
Rand sud-africain	13,0667	10,0298	30%	12,0659	9,6613	25%

NOTE 34 INTÉRÊTS MINORITAIRES

	2008	2007
Sous groupe Railtech International	2 598	2 227
Sous groupe HRT UK	650	695
Groupe Delachaux hors sous-groupes Railtech International et HRT UK	23	34
Total	3 271	2 956

NOTE 35 CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	2008	2007
Capital de la Société	8 304	8 304
Réserves et résultat sociaux de la Société	191 341	180 185
Autres réserves et résultats consolidés	224 686	179 074
Réserves de conversion	(50 406)	(19 069)
Intérêts minoritaires	3 271	2 956
Total	377 196	351 450

Le montant des dividendes mis en paiement en 2008 est de 0,75 euro par action, soit un total de 9 731 millions d'euros versés le 16 juillet 2008. Au cours de l'exercice 2007, les dividendes versés s'élevaient à 7 754 millions d'euros, soit 0,60 euro par action.

NOTE 36 PROVISIONS

	2007	Augmen- tations	Reprises			Effet change	Reclassement	2008
			Utilisées	Non utilisées	Variation périmètre			
Litiges	2 002	1 531	(746)	(233)		(303)		2 251
Autres	2 999	1 912	(922)	(203)		(112)	(7)	3 667
Restructuration	132						(132)	0
Swap	323		(323)					0
Avantages au personnel stés françaises (1)	5 056	516	(222)					5 350
Avantages au personnel stés étrangères (1)	14 224	1 822	(2 043)			(1 443)		12 560
Total	24 736	5 781	(4 256)	(436)		(1 858)	(139)	23 828
dont non courantes	20 576							21 749
dont courantes	4 160							2 079

	2006	Augmen- tations	Reprises			Effet change	Reclassement	2007
			Utilisées	Non utilisées	Variation périmètre			
Litiges	2 267	788	(646)	(536)	200	(127)	56	2 002
Autres	1 126	1 555	(822)	(279)	1 340	(20)	99	2 999
Restructuration	0	132						132
Swap	0		(213)	(60)	596			323
Avantages au personnel stés françaises (1)	5 092	31	(67)					5 056
Avantages au personnel stés étrangères (1)	11 218	2 591	(2 685)	(145)	4 130	(860)	(25)	14 224
Total	19 703	5 097	(4 433)	(1 020)	6 266	(1 007)	130	24 736
dont non courantes	17 031							20 576
dont courantes	2 672							4 160

(1) avantages au personnel des sociétés françaises et étrangères : voir note 44)

Les avantages du personnel sont constitués d'avantages à long terme (médailles du travail) et d'avantages postérieurs à l'emploi (engagements de retraite, indemnités de fin de carrière). Les engagements de retraite concernent quasiment exclusivement les sociétés PANDROL et WAMPFLER et sont pour ces deux entités calculés par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des différents régimes et des sociétés concernées (cf. note 44 de l'annexe).

Les provisions pour litiges couvrent l'ensemble des risques connus notamment du fait des mises en cause possibles de la responsabilité du Groupe.

Les provisions pour restructuration comprennent des provisions visant à couvrir des plans de restructuration engagés mais non terminés à la clôture. Au 31/12/07, le montant provisionné concerne la fermeture d'un site de la branche conductique en Amérique du Nord.

Les autres provisions se rapportent à des risques divers identifiés.

Les provisions non courantes regroupent les provisions pour les avantages au personnel ainsi que la part à plus d'un an des autres provisions ; les provisions courantes regroupent la part à moins d'un an des provisions hors avantage au personnel.

NOTE 37 PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2006	Entrée Péri-mètre	Résultat	Capitaux propres	Effets de change	reclas-ment	2007	Entrée périmètre	Résultat	Capitaux propres	Effets de change	Reclas- sement	2008
Réévaluation actifs immobilisés	224	297	31	88	(33)		607		241		10		858
Contrats location financement	1 083		127				1 210		193				1 403
Réévaluation d'actifs financiers	2 909			(1 030)			1 879			(649)			1 230
Amortissements (1)	0		308		(17)		291		1 349		76		1 716
Autres	403	73	(301)		(9)	122	288		287		2		577
Total	4 619	370	165	(942)	(59)	122	4 275		2 070	(649)	88		5 784

(1) dont impôt différé sur amortissement d'une partie du goodwill de Pandrol USA (déductible fiscalement) pour 1 477k€ au 31/12/08

NOTE 38 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

	2008	2007
Emprunts	156 880	170 876
Emprunts liés aux leasings	2 378	3 526
Découverts bancaires	22 866	22 402
Total	182 124	196 804
dont non courants	134 847	157 448
dont courants	47 277	39 356

Le tableau de maturité des emprunts est présenté à la Note 43.1 de l'annexe.

Crédit syndiqué et covenants financiers

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230 millions d'euros conclu avec un pool constitué des banques Société Générale (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 dans le cadre de la reprise du groupe PANDROL à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150 millions d'euros d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5 millions d'euros et d'une 7ème échéance de 75 millions d'euros ainsi que d'une tranche B de revolver à 7 ans d'un montant de 80 millions d'euros dont les principales caractéristiques de rémunération sont Euribor 6 mois majoré de 0,45 % à 0,65 %.

Le crédit syndiqué de 230 millions d'euros mis en place le 24 juillet 2006 est assorti des deux ratios financiers suivants dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée dudit crédit par les établissements bancaires :

- dettes financières sur fonds propres inférieurs à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30 juin 2007.

Au 31 décembre 2008 ainsi qu'au 31 décembre 2007, les ratios du Groupe font ressortir une position confortable par rapport à ces contraintes.

De même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartent les probabilités d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. (cf note 43.3)

Risque de liquidité et risque de taux

Des précisions sur l'étendue et la gestion de ces risques sont données dans la Note 43.3 de l'annexe.

NOTE 39 AUTRES PASSIFS NON COURANTS

	2008	2007
Participation des salariés à plus d'un an (1)	3 323	3 677
Total	3 323	3 677

(1) montants bloqués pendant une période de 5 ans et rémunérés à un taux de 6%

NOTE 40 AUTRES DETTES

	2008	2007
Dettes fiscales et sociales	20 471	17 338
Dette sur acquisitions d'actifs (1)	2 667	14 509
Dettes diverses	24 040	24 361
Produits constatés d'avance	2 572	898
Participation des salariés à moins d'un an	267	488
Total	50 017	57 594

(1) dont solde dû sur acquisition Wampfler pour 12.493k€ au 31/12/07 (montant totalement réglé au 31/12/08)

NOTE 41 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

	2008	2007
Contrats à terme d'achats / ventes de devises	1 017	0
Total	1 017	0

V AUTRES NOTES EXPLICATIVES

NOTE 42 RUBRIQUE «AUTRES FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT» DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2008, le montant de 338k€ correspond à un remboursement du compte courant de la société Devaux-Werts en faveur de la société Delachaux pour 197k€ (cf. note 5.2) et à divers autres flux (essentiellement augmentation des prêts et dépôts) pour la différence, soit 141k€.

Au 31 décembre 2007, le montant de (6,338) M€ correspond à une augmentation du compte courant de la Société Delachaux en faveur de la société Devaux-Werts pour 6,8 M€ (cf. note 5.2) et à une augmentation de prêts et dépôts pour 0,462 M€.

NOTE 43 INSTRUMENTS FINANCIERS

43.1 Valeurs comptables des différentes catégories d'instruments

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont principalement constitués des titres Sogepar, actionnaire de la Société, détenus par la société Railtech International. Le montant de la réévaluation est déterminé en fonction du cours de bourse de l'action Delachaux à la clôture de chaque période de clôture et prend en compte une prime d'illiquidité.

Les autres actifs financiers disponibles à la vente sont des titres de participation non consolidés pour lesquels il a été considéré que la juste valeur correspondait à leur coût d'acquisition.

	2008	2007
Coût historique des titres Sogepar	174	174
Réévaluation à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres	3 572	5 457
Autres actifs disponibles à la vente	275	265
Total	4 021	5 896

Prêts et créances

Les prêts et créances sont constitués des éléments suivants :

	2008	2007
Dépôts de garantie	280	110
Clients nets	167 723	136 639
Créances diverses nettes (1)	11 411	12 547
Charges constatées d'avance (1)	1 886	2 553
Total	181 300	151 849

(1) présentées au bilan dans la rubrique «Autres créances» (cf. note 29)

La répartition des valeurs comptables des clients et autres débiteurs du Groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2008	2007
Euro	105 015	98 041
Livre Sterling	16 084	11 218
Dollar Etats-Unis	15 222	16 348
Autres	44 699	26 132
Total	181 020	151 739

Actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat

Ces instruments sont constitués exclusivement de la trésorerie du Groupe et d'actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondant aux équivalents de trésorerie du groupe.

	2008	2007
Trésorerie	25 163	34 231
Coût historique des équivalents de trésorerie	59 499	60 008
Réévaluation à la juste valeur en contrepartie du résultat (1)	252	524
Total	84 914	94 763
(1) dont résultat de l'exercice	252	524

Au sein du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2008	2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84.914	94 763
Découverts bancaires (1)	(22.866)	(22 402)
Trésorerie nette	62.048	72 361

(1) Cf. Note 38

	2008				2007			
	Part – 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total	Part – 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total
Emprunts	23 589	51 671	81 620	156 880	16 040	57 700	97 136	170 876
Emprunts liés aux leasings	822	1 556	0	2 378	914	2 612	0	3 526
Découverts bancaires	22 866			22 866	22 402			22 402
Total	47 277	53 227	81 620	182 124	39 356	60 312	97 136	196 804

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Ces actifs et passifs financiers regroupent :

- des swap de taux
(caractéristiques présentées à la note 43.2)
- des contrats d'achat et vente à terme de devises

Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2008	2007
Juste valeur des swap de taux	136	119
Contrats d'achat et vente à terme de devises	0	462
Total	136	581

Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2008	2007
Juste valeur des swap de taux	0	(323)
Contrats d'achat et vente à terme de devises (1 017)		0
Total	(1 017)	(323)

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont constitués des éléments suivants :

	2008	2007
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	134 847	157 448
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	47 277	39 356
Fournisseurs	113 742	96 812
Dettes fiscales et sociales (1)	20 471	17 338
Participation des salariés à plus d'un an (2)	3 323	3 677
Participation des salariés à moins d'un an (1)	267	488
Dettes diverses (1)	26 707	38 870
Total	346 634	353 989

(1) présentées au bilan dans la rubrique «Autres dettes» (cf. note 40)

(2) présentée au bilan dans la rubrique «Autres passifs non courants» (cf. note 39)

Les échéances des emprunts courants et non courants se présentent comme suit :

Les valeurs comptables des emprunts du Groupe sont libellées dans les principales devises suivantes :

	2008	2007
Euro	179 059	194 018
Livre Sterling	1 078	1 053
Dollar Etats-Unis	776	1 066
Autres	1 211	666
Total	182 124	196 804

Le Groupe dispose des facilités de crédit non utilisées suivantes :

	2008	2007
A taux variable		
Expirant à moins d'un an		
Expirant à plus d'un an	69 000	66 500
A taux fixe		
Expirant à moins d'un an		
Expirant à plus d'un an		
Total	69 000	66 500

La répartition des valeurs comptables des fournisseurs et autres créiteurs du Groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2008	2007
Euro	90 413	94 304
Livre Sterling	18 494	14 157
Dollar Etats-Unis	18 038	18 614
Autres	37 832	27 331
Total	164 778	154 406

43.2 Opérations de couverture

Instruments dérivés qui satisfont aux conditions de couverture de flux de trésorerie définis dans la norme IAS 39 (avec variations de la juste valeur comptabilisée dans les réserves de conversion) :

Swap de taux d'intérêts Delachaux SA

Un swap de taux de 54,0 millions d'euros a été souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de la tranche A du crédit syndiqué de 150,0 millions d'euros négocié à cette date (cf. note 38). Cet instrument présente les caractéristiques suivantes :

- Swap échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux de :

. euribor 6 mois post-fixé si euribor 6 mois de fin de période compris entre 2,90% et 4,65%

. 3,90% si euribor 6 mois de fin de période inférieur à 2,90%

. 4,65% si euribor 6 mois de fin de période supérieur à 4,65%

- Première échéance semestrielle au 31 janvier 2007

- Dernière échéance semestrielle au 31 juillet 2009

Instruments dérivés qui ne satisfont pas aux conditions de couverture de flux de trésorerie définis dans la norme IAS 39 (avec variations de la juste valeur comptabilisée dans le résultat consolidé) :

- aucun (les quatre swap souscrits par Wampfler en 2005 et qui figuraient dans cette rubrique au 31/12/07 ont été résiliés en 2008 ; la charge supportée en 2008 sur les quatre swaps résiliés est un profit de +32k€, dont +45k€ de soultte positive sur la résiliation des swaps)

43.3 Nature, étendue et gestion des risques

Risques de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de prix du marché.

Le risque de marché incluse quatre types de risques :

- Risque de change

- Risque de taux d'intérêt

- Risque sur matières premières

- Autre risque de prix (actions, indices boursiers, ...)

Risques de change

Le Groupe réalise une partie importante de son activité en devises étrangères. La monnaie de présentation des états financiers consolidés étant l'Euro, l'ensemble des éléments libellés dans une devise autre que l'euro sont convertis en euros aux taux de change suivants :

- cours de change à la date de clôture pour les actifs et passifs,

- cours de change moyen de la période pour les produits et les charges.

Par conséquent, les fluctuations des taux de change ont un impact sur la valorisation des éléments financiers consolidés du Groupe et ce, même si cette valorisation n'est pas modifiée dans la devise d'origine. Dès lors, une appréciation de l'euro par rapport aux autres devises peut entraîner une baisse des revenus ou des actifs des entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro.

Les tableaux suivants récapitulent pour le Groupe :

- La proportion des éléments du bilan consolidé dans les différentes devises :

ACTIF CONSOLIDÉ	2008		2007	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Euro	443 551	58,3 %	421 363	56,9 %
Livre Sterling	97 728	12,8 %	120 724	16,3 %
Dollar US	94 583	12,4 %	90 163	12,2 %
Autres devises	125 160	16,4 %	108 839	14,7 %
Total	761 023	100,0 %	741 088	100,0 %

PASSIF CONSOLIDÉ	2008		2007	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Euro	585 687	77,0 %	565 420	76,3 %
Livre Sterling	59 175	7,8 %	74 520	10,1 %
Dollar US	44 042	5,8 %	51 484	6,9 %
Autres devises	72 118	9,5 %	49 664	6,7 %
Total	761 023	100,0 %	741 088	100,0 %

- Les positions nettes du Groupe dans les principales devises étrangères et globalement pour les autres au 31 décembre 2008

(En milliers d'euros)	Dollar US	Livre Sterling	Autres
Actifs	94 583	97 728	125 160
Passifs	44 042	59 175	72 118
Position nette avant gestion	50 541	38 533	53 042
Hors bilan	-	-	-
Position nette après gestion	50 541	38 533	53 042

La proportion du chiffre d'affaires (C.A.) consolidé du Groupe pour les exercices 2008 et 2007 par zone géographique est la suivante :

C.A. CONSOLIDÉ	2008		2007	
	(000 euros)	%	(000 euros)	%
Amérique du Nord	158 739	20,5 %	164 423	25,4 %
France	96 003	12,4 %	82 993	12,8 %
Royaume-Uni	46 854	6,0 %	50 432	7,8 %
Allemagne	60 348	7,8 %	49 143	7,6 %
Reste Europe	143 564	18,5 %	131 438	20,2 %
Chine-Asie-Australie	229 407	29,6 %	141 268	21,8 %
Autres	40 709	5,2 %	28 932	4,4 %
Total	775 623	100 %	648 629	100 %

Les entités du Groupe sont également exposées au risque de fluctuation des taux de change à chaque fois qu'elles réalisent des opérations en devises étrangères. Pour minimiser le risque de change, les sociétés opérationnelles facturent ou sont facturées, dans la mesure du possible, dans leur devise fonctionnelle. Lorsque ce n'est pas le cas, le risque de change éventuel fait l'objet d'une décision de couverture au cas par cas.

En raison de la volatilité des taux de change, le Groupe

peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Ainsi, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'auront pas de conséquences négatives sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant consolidés.

A titre indicatif, sur la base des taux de change définis ci-dessous, les impacts estimés sur le chiffre d'affaires (C.A.) et le résultat opérationnel courant (R.O.C.) consolidés de l'exercice 2008 seraient les suivants :

Taux de change \$ / euro	Evolution de l'euro par rapport au dollar US	Impact sur le C.A. 12/2008	Impact sur le R.O.C. 12/2008
1,25 \$ contre 1 €	-15%	3,7%	5,8%
1,32 \$ contre 1 €	-10%	2,3%	3,6%
1,40 \$ contre 1 €	-5%	1,1%	1,7%
1,47 \$ contre 1 € (1)	0%	0%	0%
1,54 \$ contre 1 €	5%	-1,0%	-1,6%
1,62 \$ contre 1 €	10%	-1,9%	-3,0%
1,69 \$ contre 1 €	15%	-2,7%	-4,3%

(1) Taux moyen de conversion de l'exercice 2008

Taux de change £ / €	Evolution de l'Euro par rapport à la livre sterling	Impact sur le C.A. 12/2008	Impact sur le R.O.C. 12/2008
0,68 £ contre 1 €	-15%	2,7%	3,5%
0,72 £ contre 1 €	-10%	1,7%	2,2%
0,76 £ contre 1 €	-5%	0,8%	1,0%
0,80 £ contre 1 € (1)	0%	0%	0%
0,84 £ contre 1 €	5%	-0,7%	-0,9%
0,88 £ contre 1 €	10%	-1,4%	-1,8%
0,92 £ contre 1 €	15%	-2,0%	-2,6%

(1) Taux moyen de conversion de l'exercice 2008

Risque de taux

Echéancier des actifs et des passifs financiers au 31 décembre 2008 :

(En milliers d'euros)	Jour le Jour à 1 an	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	(47 277)	(53 227)	(81 620)	(182 124)
Actifs financiers	59 751		275	60 026
Position nette avant gestion	12 474	(53 227)	(81 345)	(122 098)
Hors bilan				
Position nette après gestion	12 474	(53 227)	(81 345)	(122 098)

Les passifs financiers sont constitués des emprunts et dettes financières pour 182 124k€.

Les actifs financiers sont constitués des équivalents de trésorerie (OPCVM classés dans la catégorie « monétaire ») à hauteur de 59 751 k€ et des titres de participation non consolidés hors SOGREPAR à hauteur de 275 k€.

Analyse de sensibilité de l'évolution des taux :

En raison de la volatilité des taux d'intérêts, le Groupe peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Dès lors, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'auront pas de conséquences négatives sur le coût de l'endettement financier brut.

A titre indicatif, sur la base des taux d'intérêts moyens, sur la période 2008, les impacts d'une variation de

1 point de ces taux sur le coût de l'endettement financier brut consolidé de l'exercice 2008, hors couverture des instruments financiers, ressortiraient à un montant total de 943k€.

Coût de l'endettement financier brut	(000 euros)		Sensibilité de 1 point	% Coût endettement
	Principal	Intérêts		
Euro (1)	179 059	9 270	927	5 %
Livre Sterling (2)	1 078	72	7	6 %
Dollar US (3)	776	31	3	4 %
Autre	1 211	64	6	5 %
Moyenne 2008	182 124	9 437	943	5 %

(1) Moyenne Euribor 6 mois + 0,45 % (5,1770) (2) Moyenne Libor 6 mois + 0,75 % (6,6386 %) (3) Moyenne Libor 6 mois + 0,75% (4,0225 %)

Risque sur matières premières

Le groupe utilise diverses matières dans le cadre de son activité industrielle, les principales étant le fer (fonte, ferraille), l'aluminium et l'oxyde de chrome ; si pour certaines matières et certains fournisseurs, les prix d'achat sont fixés à l'année, pour d'autres les prix peuvent fluctuer en cours d'année, et le groupe se trouve alors exposé aux variations de cours de ces matières.

Afin de limiter l'impact de ces variations, le groupe prévoit dans la plupart des contrats de vente susceptibles d'être concernés par ces changements de prix une clause d'indexation de prix qui permet d'absorber une partie significative de la hausse ou de la baisse des matières ; dans d'autres cas, les contrats de vente peuvent contenir des clauses de sauvegarde qui permettent de mettre un terme à un contrat en cas de variation excessivement forte des prix matières. Hormi certains cas très particuliers, le groupe DELACHAUX n'a pas de couverture à terme sur matières premières.

Autre risque de prix

Le Groupe n'est pas exposé à un autre de risque de prix. Le Groupe n'a pas, notamment, placé sa trésorerie dans des placements de type action.

Risque de crédit

La diversité des activités et la diversification géographique des ventes permet au Groupe d'être peu exposé au risque client et de limiter fortement le risque pays.

La répartition géographique des ventes de l'exercice 2008 se présente comme suit :

Amérique du Nord	21 %
France	12 %
Royaume Uni	6 %
Allemagne	8 %
Reste de l'Europe	19 %
Asie-Océanie	30 %
Reste du monde	5 %

Risque de liquidité

La nature des clauses de défaut et d'exigibilité anticipée qui figurent dans la nouvelle convention de financement du 24 juillet 2006 sont les suivantes :

- Ratio R1 de leverage consolidé : « Endettement financier net » / « Excédent brut d'exploitation consolidé »,
- Ratio R2 : « Endettement financier net consolidé » / « Capitaux propres consolidés »

Ces deux ratios doivent être vérifiés le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, dates sur la base d'une période de 12 mois. En cas de non respect, la dette présentée au paragraphe 38 sur les covenants financiers et qui s'élève au 31/12/08 à 125,0M€ pour la tranche A et 17,0M€ pour la tranche B deviendrait exigible.

RATIOS

R1 inférieur ou égal à	3,00
R2 inférieur ou égal à	1,00

Le ratio de leverage R1 est également utilisé afin de déterminer la marge applicable à l'Euribor, base de calcul de la rémunération des emprunts :

Niveau du ratio R1	Marge (Taux annuel)	
	Tranche A	Tranche B
R1 < 1,5	0,35 %	0,25 %
1,5 < ou égal R1 < 2,0	0,45 %	0,35 %
2,0 < ou égal R1 < 2,5	0,65 %	0,55 %
2,5 < ou égal R1 < 3,0	0,85 %	0,75 %
R1 > 3,0	0,105 %	0,95 %

NOTE 44 AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages du personnel regroupent :

- les avantages à long terme constitués par les médailles du travail.
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués des indemnités de fin de carrière et des régimes de retraite à prestations définies mis en place dans différentes sociétés du groupe régimes à prestations définies.

Engagements inscrits au bilan

	2008	2007
Indemnités de fin de carrière et médailles du travail	6 464	6 076
Prestations de retraite	11 446	13 204
Total	17 910	19 280

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2008	2007
Valeur actualisée des obligations financées	46 314	55 641
Juste valeur des actifs du régime	(26 132)	(38 036)
Valeur actualisée des obligations non financées	20 182	17 605
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(2 272)	1 675
Passif enregistré au bilan	17 910	19 280

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2008	2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 650)	(1 728)
Coût financier au titre de l'obligation	(2 906)	(2 853)
Rendement attendu des actifs du régime	2 444	2 575
Pertes / (gains) actuariels nets comptabilisés	(6)	(142)
Coût des services passés		(263)
Total constaté en charges	(2 117)	(2 411)

Le rendement réel des actifs du régime s'est établi à (6 218) k€ au titre de l'exercice 2008 contre 2 520 k€ au titre de l'exercice 2007.

Les variations des obligations actualisées au cours de l'exercice sont détaillées ci-après :

	2008	2007
Obligations actualisées au 1er janvier	55 641	54 423
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 563	1 728
Coût financier au titre de l'obligation	2 886	2 853
Cotisations versées par les bénéficiaires	251	292
(Pertes) / Gains actuariels	(4 158)	(1 670)
Coût des services passés		263
Différences de conversion	(7 836)	(4 660)
Prestations payées	(2 033)	(1 719)
Passifs assumés lors d'un regroupement d'entreprises (1)		4 130
Obligations actualisées au 31 décembre	46 314	55 641

(1) Le montant de 4.130k€ pour 2007 se rapporte à la reprise du groupe Wampfler

Le tableau ci-après indique les variations de la juste valeur des actifs du régime au cours de l'exercice :

	2008	2007
Actifs du régime au 1er janvier	38 036	38 141
Rendement attendu des actifs du régime	2 444	2 575
(Pertes) / Gains actuariels	(8 662)	(54)
Différences de conversion	(6 447)	(3 581)
Cotisations patronales	2 031	1 950
Cotisations salariales	251	292
Prestations servies	(1 523)	(1 288)
Regroupements d'entreprises		0
Actifs du régime au 31 décembre	26 132	38 036

A la clôture de l'exercice, les actifs du régime se décomposent comme suit :

	2008	2007
Actions	52%	59%
Obligations	39%	31%
Autres placements	9%	10%
Total	100%	100%

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du groupe.

Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par les entreprises de premier plan sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

2008	Sociétés françaises	Sociétés Pandrol UK	Sociétés Pandrol USA	Wampfler (Allemagne)
Taux d'actualisation	4,4%	6,4%	5,9%	6,1%
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	7,1%	7,5%	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0%	4,0%	4,0%	non concerné
Taux d'augmentation futur des retraites	non concerné	3,0%	2,0%	1,3%
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	3,0%	3,5%	Non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	PA92 YoBsc	RP-2000 CM	2005-G
2007				
Taux d'actualisation	4,4%	5,9%	6,5%	5,5%
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	6,9%	7,5%	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0%	4,4%	4,0%	non concerné
Taux d'augmentation futur des retraites	non concerné	3,4%	2,0%	1,3%
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	3,4%	3,5%	Non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	PA92 YoBsc	RP-2000 CM	2005-G

Sensibilité des engagements aux taux d'actualisation

Une hausse de 0,5% des taux d'actualisation aurait pour conséquence une diminution des engagements au bilan de l'ordre de 2,8 millions d'euros. Une baisse de 0,5% des taux d'actualisation entraînerait une augmentation de l'ordre de 3,4 millions d'euros.

Sensibilité des actifs de couverture au taux de rendement

Une diminution de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs entraînerait une diminution d'environ 260 k€ du produit financier constaté sur le rendement de ces actifs. Une hausse de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs aurait l'effet inverse.

NOTE 45 PASSIFS ÉVENTUELS

Selon la norme IAS 37, lorsque le montant d'une obligation potentielle, résultant d'événements passés,

ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante, aucune provision n'est constituée.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les entités françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel de formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une période maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

NOTE 46 ENGAGEMENTS HORS BILAN

46.1 Locations simples

Engagements sur contrats de location simple pour lesquels le Groupe est preneur

Les engagements futurs minimum relatifs aux contrats de location simple non résiliables en cours sont les suivants :

2008	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Engagements de location d'exploitation	2 094	3 686	2	5782
2007	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Engagements de location d'exploitation	2 061	4 309	-	6 370

Engagements sur contrats de location-financement

Les investissements financés concernent essentiellement des locaux situés en France. Les engagements futurs minimum relatifs aux contrats de location financement en cours sont les suivants :

2008	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Contrats de location-financement	840	1 835	-	2 675

2007	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Contrats de location-financement	924	2 959	-	3 883

Valeurs nettes comptables des biens capitalisés par catégories d'actifs

	2008	2007
Constructions	6 617	7 373
Matériel, outillage et autres immobilisations	0	0
Total	6 617	7 373

46.2 Autres engagements donnés
Engagements donnés :

- le montant des cautions liés à l'activité courante sont peu significatifs en égard à la taille du groupe ; aucune autre caution d'un montant significatif n'est en cours à la date du 31/12/08.

Engagements reçus :

-aucun

NOTE 47 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les immobilisations financières, les créances et dettes ainsi que les produits et charges financiers concernant des entreprises liées sont présentées ci-après :

	2008	2007
Immobilisations financières	3 746	5 458
Dettes	6 439	3 977
Autres charges	358	347
Produits financiers	39	72
Charges financières	236	235

NOTE 48 HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	KPMG		MAZARS		Autres		TOTAL	
	Montant pour 2008	2007	Montant pour 2008	2007	Montant pour 2008	2007	Montant pour 2008	2007
AUDIT								
Audit des comptes individuels et/ou comptes consolidés	113	107	301	328	297	305	711	740
Missions accessoires	8	21	10	1	9	35	26	57
<i>Sous total honoraires audit</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>311</i>	<i>329</i>	<i>305</i>	<i>340</i>	<i>737</i>	<i>797</i>
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social	14	0	35	34	77	7	126	41
Autres prestations	0	0	0	0	3	3	3	3
<i>Sous total autres prestations</i>	<i>14</i>	<i>0</i>	<i>35</i>	<i>34</i>	<i>80</i>	<i>10</i>	<i>129</i>	<i>44</i>
Total	135	128	346	363	386	350	866	841

NOTE 49 EFFECTIF

Effectif par zone géographique

	2008	2007
Europe	1789	1 741
<i>dont France</i>	<i>848</i>	<i>869</i>
Amérique du Nord	447	463
Asie – Pacifique	437	335
Autres	121	111
Total des effectifs par zone géographique	2 794	2 650

Effectif par activité

	2008	2007
Ferroviaire	1 334	1 238
Conductique	1 212	1 135
Métaux	54	53
Produits spéciaux	164	199
Services généraux	30	25
Total des effectifs par activité	2 794	2 650

Cartographie des effectifs

	2008	2007
Cadres	359	365
Employés	872	930
Ouvriers	1563	1355
Total des effectifs par zone géographique	2 794	2 650

COMPTES 2008

DE LA SOCIETE MERE DELACHAUX S.A.

(chiffres en milliers d'euros)

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2008 – SOCIETE MERE -

<i>En milliers d'euros</i>		2008		2007	
ACTIF	Montants Bruts	Amortissements et provisions	Montants Nets	Montants Nets	
- Immobilisations incorporelles	1 429	1 138	291		275
- Immobilisations corporelles					
• Terrains	1 502	690	812		834
• Constructions	4 447	2 603	1 844		1 669
• Installations techniques, matériels et outillage industriel	12 539	11 278	1 261		1 462
• Autres immobilisations corporelles	744	596	148		143
• Immobilisations en cours	222		222		25
• Avances et acomptes	225		225		
- Immobilisations financières					
• Participations	147 619	8 820	138 799		139 504
• Prêts	184 004	6 803	177 201		180 488
• Autres immobilisations financières	126		126		114
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	352 858	31 928	320 930		324 514
- Stocks et encours					
• Matières premières et autres approvisionnements	8 751	1 552	7 199		5 161
• Encours de production	1 419		1 419		2 405
• Produits finis	10 007	1 592	8 415		5 530
• Marchandises	152		152		171
- Créances					
• Avances et acomptes sur commandes	55		55		8
• Créances clients, comptes rattachés	36 280	903	35 377		29 841
• Autres créances	2 088		2 088		6 756
- Divers					
• Valeurs mobilières de placement	3 710		3 710		13 766
• Disponibilités	4 095		4 095		5 453
• Charges constatées d'avance	453		453		656
TOTAL ACTIF CIRCULANT	67 010	4 047	62 963		69 747
- Charges à répartir					0
- Ecart de conversion actif	564		564		209
TOTAL GENERAL	420 431	35 975	384 457		394 470

BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2008 – SOCIETE MERE-

<i>En milliers d'euros</i>	2008	2007
PASSIF		
• Capital social	8 304	8 304
• Primes d'émission et de fusion	98 548	98 548
• Réserve légale	830	689
• Réserves réglementées	49	49
• Autres réserves	12 710	12 710
• Report à nouveau	58 153	56 229
• Résultat de l'exercice	21 050	11 796
• Subventions d'investissement	91	100
• Provisions réglementées	92	64
TOTAL CAPITAUX PROPRES	199 828	188 489
Provisions pour risques et charges	1241	384
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	145 705	160 613
• Emprunts et dettes financières divers	6 863	4 787
• Avances et acomptes reçus	69	25
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 478	21 696
• Dettes fiscales et sociales	7 762	3 562
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299	445
• Autres dettes	1 694	14 341
TOTAL DETTES	182 870	205 469
• Ecart de conversion passif	518	128
TOTAL GENERAL	384 457	394 470

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2008 – SOCIETE MERE -

<i>En milliers d'euros</i>	2008	2007
• Chiffre d'affaires France	26 109	20 226
Export	99 061	76 368
Chiffre d'affaires net	125 171	96 594
• Production stockée	1 176	616
• Autres produits	2 470	1 551
Total Produits d'Exploitation	128 817	98 761
• Achats consommés	81 848	62 051
• Charges externes	14 534	12 493
• Variation de stocks de matières	-1 524	-343
• Impôts et taxes	1 894	1 540
• Salaires et traitements	10 884	10 513
• Charges sociales	4 434	4 364
• Dotations aux amortissements	804	897
• Dotations aux provisions	502	602
• Autres charges d'exploitation	475	284
Total Charges d'Exploitation	113 851	92 401
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 965	6 360
• Produits financiers de participation	9 820	9 006
• Autres produits financiers	10 404	9 914
Total Produits Financiers	20 224	18 920
Total Charges Financières	9 569	17 909
RESULTAT FINANCIER	10 655	1 011
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	25 620	7 371
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-228	4 745
• Participation des salariés	-299	0
• Impôts sur les bénéfices	-4 043	-320
RESULTAT NET	21 050	11 796

**- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2008 -
- DELACHAUX FRANCE -**

	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
EXPLOITATION		
Bénéfice	21 050	11 796
• Dotations /reprises amortissements	804	896
• Dotations reprises provisions	1 507	4 244
• Moins / Plus values de cession	25	43
Marge brute d'autofinancement	23 386	16 979
• Variation du BFR	-2 339	-6 986
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE	21 047	9 993
• Investissements corporels et incorporels	1 553	794
• Investissements financiers (participations)	12 502	108 282
• Prêts aux filiales	5 556	19 382
Total investissements	19 611	128 458
• Produits de cession d'immobilisations		2
• Réduction des autres créances rattachées à des participations	9 097	33 641
Total cessions	9 097	33 643
FLUX DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS	-10 513	-94 815
FINANCEMENT		
• Dividendes versés	-9 731	-7 754
• Variation nette des emprunts	-12 217	7 295
• Augmentation de capital		95 078
FLUX NET DE TRESORERIE SUR FINANCEMENT	-21 948	94 619
VARIATION DE TRESORERIE	-11 415	9 797
• Trésorerie d'ouverture	19 210	9 412
• Trésorerie de clôture	7 795	19 210
VARIATION DE TRESORERIE	-11 415	9 797

ANNEXE 2008

DELACHAUX S.A.

(chiffres en milliers d'euros)

1- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le seul fait significatif à signaler sur l'exercice 2008 se rapporte à la cession de l'activité Injection réalisée à la date du 30 septembre 2008 (voir note 2.9 sur la comparabilité des comptes).

2- REFERENTIEL, PRINCIPE ET METHODE D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue durant l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises par la Société sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements ; les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable ; les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- de brevets amortis sur une période de 5 à 20 ans en fonction de leur durée de vie prévisionnelle,
- de logiciels amortis sur 3 ans à 5 ans.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

2.2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

Les immobilisations ont été comptabilisées en application des règlements 2004-06 du CRC relatifs aux actifs et suivant les modalités ci-après :

- Les amortissements sont calculés en conformité avec la règle des composants et la durée d'utilisation. Les terrains ne sont pas amortis ; les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :
 - constructions : 20 à 30 ans
 - agencements et aménagements : 10 ans
 - outillages : 4 ans
 - installations techniques et matériels industriels : 5 à 8 ans
- Lorsqu'un amortissement « fiscal », différent de l'amortissement économique, est retenu, l'écart est comptabilisé en amortissement dérogatoire depuis le 1er janvier 2005.

- La valeur résiduelle prévisible d'une immobilisation à la fin de sa durée d'utilisation est prise en compte si elle est significative. Ces valeurs résiduelles revêtent généralement un caractère exceptionnel non récurrent.

2.3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur des titres de participations correspond au prix d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'une participation déterminée à partir des principaux critères usuels (notamment la méthode d'actif net réévalué ou les méthodes multicritères d'évaluation...), est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée de la différence.

2.4 - STOCKS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au coût moyen d'achat pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés à leur prix de revient complet usine.

Une provision pour dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation ou du caractère aléatoire de leur écoulement.

2.5 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les créances douteuses ou litigieuses sont dépréciées par voie de provision en fonction des perspectives de recouvrement. Les dettes et créances en devises sont inscrites pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en « écarts de conversion ».

2.6 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont constituées de SICAV de trésorerie à taux fixe. Elles sont inscrites au bilan à leur prix d'achat et sont valorisées selon la méthode FIFO. Lorsque le prix du marché à la date de clôture est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

2.7 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements liés aux indemnités de départ en retraite du personnel actif ne sont pas comptabilisés mais indiqués dans les engagements hors bilan.

Ils sont évalués sur la base de l'effectif présent à la clôture de l'exercice à partir des hypothèses suivantes :

- Départ à 62 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres ;
- Turnover de 0.2 % jusqu'à 50 ans. Augmentation annuelle des salaires de 2 %. Tables de mortalité TV00-01.
- Taux d'actualisation : 4.40 %.

Les engagements sont évalués à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, méthode préconisée par la norme comptable internationale IAS19 ainsi que par la réglementation N° 2003-R.01 du 1er avril 2003 du Conseil National Comptable.

2.8 – ACTIONS GRATUITES

Le conseil d'administration, sur délégation de l'assemblée générale, a procédé à l'attribution d'actions gratuites, notamment par décision du 26 juin 2005 et du 17 septembre 2007. Ces attributions ont été réalisées sous conditions de présence et pour certaines de performance. Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions gratuites restant à émettre est de 76.829 actions.

Conformément à la recommandation CNC n° 2009-R-01 et au règlement n° 2008-15 du CRC afférents au traitement comptable des plans d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés, aucune provision

n'a été comptabilisée dans les comptes de la société au 31 décembre 2008 au titre de ces actions gratuites restant à émettre dans la mesure où la politique de la société est d'effectuer cette attribution d'action par augmentation de capital ce qui ne générera aucune sortie de ressource pour l'entreprise. Le nominal de ces augmentations de capital figure d'ailleurs en réserve indisponible au 31 décembre 2008.

2.9 – COMPARABILITE DES COMPTES

L'activité Injection ayant été cédée au 30/09/2008, le chiffre d'affaires 2008 de DELACHAUX SA s'élève à 5,7M€ pour 9 mois d'activité, à comparer à 7,4M€ à fin décembre 2007.

3- NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

3.1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Virements de poste à poste	Cessions, Mises hors Service	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	1 684	209		464	1 429
Immobilisations corporelles					
• Terrains et agencements	1 512			9	1 502
• Constructions	4 096	457		106	4 447
• Installations techniques matériels et outillages industriels	13 922	188		1 571	12 539
• Autres immobilisations corporelles	899	107		262	744
• Encours et acomptes	25	447	25		447
TOTAL I	20 454	1 199	25	1 948	19 679
Immobilisations financières					
• Participations	147 610	9			147 619
• Autres créances	187 375	24 881		28 252	184 004
• Autres	114	13			127
TOTAL II	335 099	24 903		28 252	331 750
TOTAL GENERAL	357 237	26 311	25	30 664	352 858

3.2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Amortissement au début de l'exercice	Dotations De l'exercice	Reprises cessions, Mises hors Service	Amortissement en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	1 409	129	400	1 138
Immobilisations corporelles				
• Terrains	678	17	6	690
• Constructions	2 427	253	77	2 603
• Installations techniques matériels et outillages industriels	12 460	341	1 523	11 278
• Autres immobilisations corporelles	756	63	223	596
TOTAL I	16 321	675	1 829	15 167
Immobilisations financières				
• Participations	8 107	713		8 820
• Créances rattachées	6 886		83	6 803
TOTAL II	14 993	713	83	15 623
TOTAL GENERAL	32 723	1 517	2 312	31 928

3.3 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2008

<i>(en milliers d'unités de compte)</i>	Devise	Capital	Réserves	% détenu	Valeur brut titres Valeur nette titres	Prêts Cautions	Chiffre d'affaires 2008	Résultat 2008	Dividendes
FILIALES FRANÇAISES									
GRUPE H.R.T.	€	8 704	156 813	100 %	8 704	166 779	433 172	36 228	
Sous-groupe consolidé					8 704				
LENOIR	€	1 616	- 392	100 %	2 506	1 763	16 029	992	
Sous-groupe consolidé					1 600				
TAMARIS	€	2 116	-1 478	100 %	4 699	500	19 896	- 804	
<i>(France)</i>					55				
DEVAUX WERTS	€	1 077	-9 081	97,96%	2 952	6 803		- 300	
<i>(France)</i>					0				
NICOLAS	€	300	950	99,38%	1 725		4 721	129	
<i>(France)</i>					1 436				
FILIALES ETRANGÈRES									
CONDUCTIX-WAMPFLER AG	€	5 000	1 336	100%	120.830				
<i>(Allemagne)</i>					120.830		125 391	16 037	6 596
Sous-groupe consolidé									
CONDUCTIX-WAMPFLER Inc	USD	765	14 007	89,50%	3 029				
<i>(USA)</i>	€	550	10 065		3 029		44 115	3 951	2 650
Sous-groupe consolidé									
CONDUCTIX-WAMPFLER Ltd	GBP	420	782	16,56%	42		Inclus dans la consolidation de CX USA		
<i>(U.K)</i>	€	441	821		42				
DELACHAUX METAL	USD	51	2 668	100 %	41		27 833	666	374
<i>(USA)</i>	€	37	1 917		41				
CONDUCTIX-WAMPFLER SRL	€	416	2 931	100%	1 458		23 973	1 399	200
<i>(Italie)</i>					1 458				
CONDUCTIX-WAMPFER WUHAN Ltd	RMB	12 610	7 065	100 %	1 411				
<i>(Chine)</i>	€	1 328	744		1 411		4 221	-386	
AUTRES PARTICIPATIONS									
SCI BECQUEREL	K.€				0				
<i>(France)</i>					0				
DELACHAUX DO BRAZIL	mill. CR	1 000			12				
<i>(Brésil)</i>	K.€	3			0				
ROLLINCO					0				
<i>(Espagne)</i>	K.€				0				
BEWA					17				
<i>(Afrique du Sud)</i>	K.€				0				
MORPARK					183				
<i>(Mexique)</i>	K.€				183				
DELACHAUX Cable					6				
<i>(USA)</i>					6				

(1) compris dans la consolidation CONDUCTIX USA

3.4 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

RUBRIQUES	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Capital social	8 304			8 304
Primes	98 548			98 548
Réserve légale (2)	689	141		830
Réserves réglementées (1)	49			49
Autres réserves (1)	12 710			12 710
Report à nouveau (2)	56 229	1 924		58 153
Résultat de l'exercice	11 796	21 050	11 796	21 050
Subventions d'investissement	100		9	91
Provisions réglementées	64	40	12	92
TOTAL	188 489	23 155	11 817	199 827

(2) augmentation de 1.924k€ correspondant à un dividende distribué pour 9.731k€, à l'affectation en report à nouveau du résultat 2007 pour 11.796k€ et au prélèvement sur le report à nouveau de 141k€ pour porter la réserve légale à 10% du capital au 31/12/2008

> Le capital social de la société DELACHAUX est constitué de 12.974.731 actions de 0,64 euro de nominal chacune entièrement libérées à la date de clôture

3.5 - ETAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montant en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES				
• Amortissements dérogatoires	64	40	12	92
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
• Litiges techniques et prud'hommes (1)	175	145	144	176
• Pertes de change	209	564	209	564
• Provisions risques et charges (2)	0	501		501
Total	383	1 210	353	1 240
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
• Sur immobilisations financières (3)	14 993	713	83	15 623
• Sur stocks	4 362	57	1 275	3 144
• Sur comptes clients	892	300	289	904
Total	20 247	1 070	1 647	19 671
TOTAUX GENERAUX	20 695	2 320	2 012	21 003
• Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		502	1 708	
- financières		1 277	292	
- exceptionnelles		541	12	

(1) dont provision utilisée = 116k€ et provision non utilisée = 28k€

(2) montant correspondant à la provision de 501k€ se rapportant à la situation nette négative de Devaux-Werts au 31/12/08,

(3) dont dépréciation sur titres Tamaris pour 713k€ et dépréciation sur compte courant Devaux-Werts pour 83k€ (voir commentaire (2) ci-dessus)

3.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

(en milliers d'euros)	Montant brut	Echéances	
		à un an au plus	à plus d'un an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé			
• Créances rattachées à des participations	184 004	12 500	171 504
• Autres immobilisations financières	127		127
Créances de l'actif circulant			
• Créances clients et comptes rattachés	36 280	35 647	633
• Autres créances	2 088	2 088	
• Charges constatées d'avance	453	453	
TOTAL	222 952	50 688	172 264
DETTES			
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) - (2) - (3)	145 705	15 570	130 135
• Emprunts et dettes financières diverses (2)	423	55	368
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 478	20 478	
• Dettes fiscales et sociales (4)	7 762	7 762	
• Dettes sur immob. et comptes rattachés	299	299	
• Groupes et associés (2)	6 439	6 439	
• Autres dettes	1 694	1 694	
TOTAL	182 800	52 297	130 503
(1) dont concours bancaires courants	10		
(2) emprunts nouveaux	9 308		
remboursements emprunts	22 141		
(3) dont :			
- à plus de deux ans à l'origine	15 570		
- à plus de 5 ans à l'origine			
(4) dont dettes représentées par des effets de commerce pour 2.365 k€ au 31/12/2007 et 3.013 k€ au 31/12/2008			

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

(en milliers d'euros)	31 décembre 2008				31 décembre 2007			
	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total	Part - 1 an	Part de 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total
Emprunts auprès d'établ. de crédit (1)	15 570	130 135		145 705	15 478	38 135	107 000	160 613
Participation des salariés	55	368		423	107	633		740
Prêts	6 439			6 439	4 047	-	-	4 047
Sous-total dettes financières diverses	6 494	368		6 862	4 154	633	-	4 787
Total	22 064	130 503		152 567	19 632	38 768	107 000	165 400

(1) emprunts :

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230M€ conclu avec un pool constitué des banques SG (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 par la société HRT UK dans le cadre de la reprise du groupe Pandrol à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150M€ d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5M€ et d'une 7ème échéance de 75M€, ainsi que d'une tranche B de revolver à 7 ans d'un montant de 80M€, dont les principales caractéristiques de rémunération sont euribor 6 mois majoré de 0,45% à 0,65%. Au 31 décembre 2008, la tranche B était utilisée à hauteur de 17M€

Un prêt de 177 M€ a été consenti à cette date à HRT SAS (valeur du prêt = 146M€ au 31 décembre 2008) à des conditions sensiblement équivalentes à celles consenties par le pool bancaire à DELACHAUX SA pour le nouvel emprunt.

3.7 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont constituées de sicav monétaires non dynamiques sans délai minimum de placement (BAREP et NSJ) :

• Montant au 31/12/2008 : 3.701 k€

Les produits financiers courus à la clôture sont comptabilisés en produits à recevoir. voir.

3-8 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER

(en milliers d'euros)

CHARGES À PAYER	2008	2007
• Fournisseurs exploitation / investissements	458	13 019
• Clients : avoirs à établir	11	17
• Frais de personnel	2 143	1 628
• Charges sociales	1 502	1 527
• Impôts et taxes	3 527	407
• Autres charges	271	1 831
	7 912	18 429
PRODUITS À RECEVOIR	2008	2007
• Fournisseurs (avoirs à recevoir)	89	82
• Clients (factures à établir)	26	447
• Intérêts à facturer à H.R.T.	0	0
• Divers	155	426
	270	955

3.9- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile ainsi :

(en milliers d'euros)	2008	2007
• Ventes de marchandises	3 385	1 918
• Production vendue	118 457	91 792
	<i>Sous-total</i>	<i>93 710</i>
• Prestations de services	3 329	2 884
Total	125 171	96 594

Dans cet ensemble, les ventes export passent de 76 M€ à 99 M€.

Répartition du chiffre d'affaires par activité (en milliers d'euros)	2008	2007
• Conductique	36 184	30 669
• Produits Spéciaux	85 998	63 074
• Prestations frais généraux	2 988	2 851
Total	125 170	96 594

Répartition du chiffre d'affaires par destination géographique (en milliers d'euros)	2008	2007
• France	26 109	20 226
• Union Européenne	43 731	39 143
• Export	55 330	37 225
Total	125 170	96 594

3.10- DETAIL DES AUTRES PRODUITS

(en milliers d'euros)	2008	2007
• Subventions d'exploitation	4	65
• Reprise provisions pour litiges	144	178
• Transfert de charges	86	494
• Reprise provisions sur actif circulant	1 564	265
• Redevances brevets, licences	223	206
• Revenus des immeubles	433	328
• Autres produits divers	14	15
Total	2 468	1 551

3.11 – RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2008	2007
• Produits de participation	9 820	9 006
• Intérêts et placements divers (produits – charges)	2 028	1 058
• Différence de change	-208	-111
• Dotations et reprises de provisions (net)	-984	- 8 942
• Intérêts et charges divers		
TOTAL	10 655	1011

3.12- VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2008	2007
• Valeur des cessions d'actifs immobilisés	184	2
• Reprise provisions exceptionnelles	8	4 707
• Quote part des subventions d'investissements	8	11
• Divers	330	102
Total des produits exceptionnels	530	4 822
• Valeur résiduelle des cessions d'actifs immobilisés	184	44
• Dotation provisions exceptionnelles (amort.dérogatoires)	40	33
• Autres charges diverses	34	0
• Autres charges (1)	501	
Total des charges exceptionnelles	759	77
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-229	4 745

(1) provision exceptionnelle d'un montant de 501k€ constituée par rapport à la situation nette négative de la filiale Devaux-Werts

Il n'existe pas de produits ou de charges sur exercices antérieurs significatifs.

3.13- VENTILATION DE L'IMPOT

(en milliers d'Euros)	2008	2007
Résultat courant	25 620	7 371
• Impôt sur résultat courant	(5 855)	(608)
• Economie sur filiales déficitaires (1)	1 734	1 921
Résultat exceptionnel	-229	4 745
• Impôt sur résultat exceptionnel	79	(1 633)
Total impôt	(4 043)	(320)
Participation	(299)	0
RESULTAT NET	21 050	11 796

(1) économie liée aux pertes des filiales faisant partie de l'intégration fiscale

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt payé aurait été de + 2.309 k€.

3.14 - ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

La société ayant opté pour le maintien du régime fiscal ancien en matière de provisions pour congés payés, l'allègement de la dette future d'impôt se présente comme suit :

- Provision pour congés payés et taxe Organic : 1 024 k€
- Impôt à 34,43% : 352 k€

3.15 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(en K Euros)		2008	2007
• Participation :	- Brut	147 620	147 611
	- Provision	-8 820	-8 107
• Prêts	- Brut	184 004	187 374
	- Provision	- 6 803	-6 886
• Créances clients		13 257	10 829
• Emprunts et dettes financières divers		-	-
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés		686	443
• Produits de participation et autres produits financiers		19 298	18 107

3.16 - EFFECTIF MOYEN

	2008	2007
• Cadres	51	57
• Agents de maîtrise, Techniciens et Employés	87	106
• Ouvriers	86	87
Total	224	250

3.17- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des 10 personnes les mieux rémunérées s'élève à 2.589 k€.

3.18- ENGAGEMENTS HORS BILAN (ENGAGEMENTS DONNÉS)

• CREDIT BAIL IMMOBILIER

	Valeur d'origine	Amortissements antérieurs	Amortissements Exercice	Cumul Amortissements	Valeur nette comptable
- Terrain BELLEY 3	184				184
- Bâtiment BELLEY 3	2 275	506	114	620	1 655
- Terrain MARLY	53	0	0	0	53
- Bâtiment MARLY	1 736	911	87	998	738
Total	4 248	1 417	201	1 618	2 630

• REDEVANCES

	Payées antérieurement	Payées dans l'exercice	Total payées (1)	Redevances restant dues (1)			Total (2)	Total redevances (1) + (2)
				-1an	1an à 5ans	+5ans		
BELLEY 3	1 302	340	1 641	318	1 069		1 388	3 029
MARLY	1 759	178	1 937	171	428		599	2 536
Total	3 061	518	3 578	489	1 497		1 986	5 565

(1) Ces montants sont indiqués sur la base des taux connus à ce jour, les taux des crédits étant variables et basés sur un barème TIOP.

AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

• **Estimation au 31/12/08 des indemnités de départ en retraite** pour l'ensemble du personnel, employés et ouvriers à l'âge de 60 ans et cadres à l'âge de 62 ans sur la base de la Convention Collective de la Métallurgie de la Région Parisienne, charges sociales incluses..... 1.854 k€
Taux d'actualisation de 4.40 %, turnover 2 % jusqu'à 50 ans, augmentation annuelle 2%, mortalité TV00-01

• **Droit individuel à la formation**

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les entités françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel de formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans les résultats des exercices 2004 à 2008. Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis par les salariés du Groupe et non encore utilisés, au titre du Droit Individuel de Formation (DIF) est de 18 810 heures au 31 décembre 2008 (14 601 au 31 décembre 2007).

• **Swap**

Un swap de taux de 54,0M€ a été souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de l'emprunt de

150M€ négocié à cette date avec les caractéristiques suivantes :

> swap échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux de :

- euribor 6 mois post-fixé si euribor 6 mois fin de période compris entre 2,90% et 4,65%

- 3,90% si euribor 6 mois fin de période inférieur à 2,90%

- 4,65% si euribor 6 mois fin de période supérieur à 4,65%

> première échéance semestrielle au 31 janvier 2007

> dernière échéance semestrielle au 31 juillet 2009

GARANTIES

• Le montant des autres cautions liés à l'activité courante s'élève au 31/12/08 à 2.246k€

3.19- ENGAGEMENTS HORS BILAN (engagements reçus)

Aucun engagement hors bilan.

3.20- INTEGRATION FISCALE

Les sociétés DELACHAUX SA, H.R.T. SAS, DEVAUX WERTS SAS, FONDERIES NICOLAS SAS, TAMARIS SAS, LENOIR SAS, RAILTECH INTERNATIONAL SA et RAILWELD SOTIF SAS font l'objet d'une convention d'intégration fiscale :
> L'économie d'impôt en résultant a été comptabilisée dans la société mère DELACHAUX SA pour un montant de 1.734 k€.

3.21- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)	KPMG		MAZARS		TOTAL	
	Montant pour 2008	Montant pour 2007	Montant pour 2008	Montant pour 2007	Montant pour 2008	Montant pour 2007
AUDIT						
Audit des comptes individuels et/ou comptes consolidés	36	34	36	34	72	68
Missions accessoires	2	11	2	1	4	12
<i>Sous total honoraires audit</i>	<i>38</i>	<i>45</i>	<i>38</i>	<i>35</i>	<i>76</i>	<i>80</i>
AUTRES PRESTATIONS						
Juridique, fiscal, social	0	0	0	0	0	0
Autres prestations	0	0	0	0	0	0
<i>Sous total autres prestations</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	38	45	38	35	76	80

3.22- EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

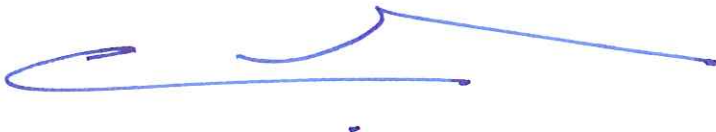
DELACHAUX SA a acquis au cours du mois de mars 2009 les titres des sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER SAS et de CONDUCTIX-WAMPFLER Shanghai Ltd auprès de sa filiale CONDUCTIX-WAMPFLER AG par distribution de

dividendes en nature sous forme de titres de ces deux sociétés; il est prévu de réaliser sur le premier semestre 2009 une fusion-absorption de la société CONDUCTIX-WAMPFLER SAS par DELACHAUX SA.

Attestation du responsable du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 9 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 2 avril 2009,
Jean-Pierre Colliaut, Directeur Général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. The signature starts with a large loop on the left, followed by several smaller loops and a long horizontal stroke extending to the right.



119, avenue Louis Roche - B.P. 152
92231 GENNEVILLIERS CEDEX - FRANCE
Tél. + 33 (0)1 46 88 15 00 - Fax + 33 (0)1 46 88 15 01
delachomgt@delachaux.fr